

RAPPORT ANNUEL 2015



FIDA

Investir dans les
populations rurales

Le FIDA investit dans les populations rurales, en les autonomisant afin de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer leur résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé environ 17,7 milliards d'USD sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont touché quelque 459 millions de personnes*. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – le centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

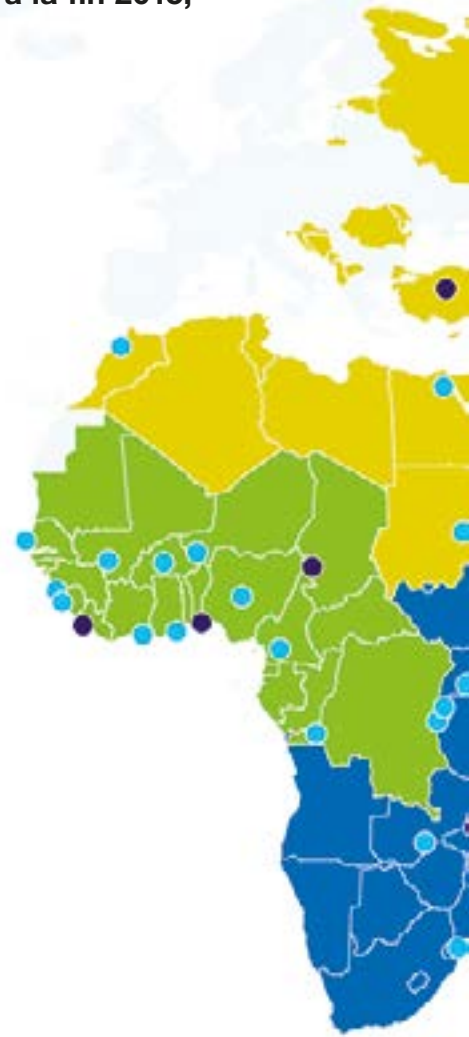
* À la date de publication, juin 2016

Programmes et projets en cours appuyés par le FIDA à la fin 2015, et bureaux de pays du FIDA



Amérique latine et Caraïbes
36 programmes et projets

Argentine	1
Belize	1
Bolivie (État plurinational de)	2
Bésil	6
Colombie	1
Cuba	1
El Salvador	2
Équateur	2
Grenade	1
Guatemala	2
Haïti	2
Honduras	4
Mexique	2
Nicaragua	2
Panama	1
Paraguay	1
Pérou	1
République dominicaine	2
Uruguay	1
Venezuela (République bolivarienne du)	1

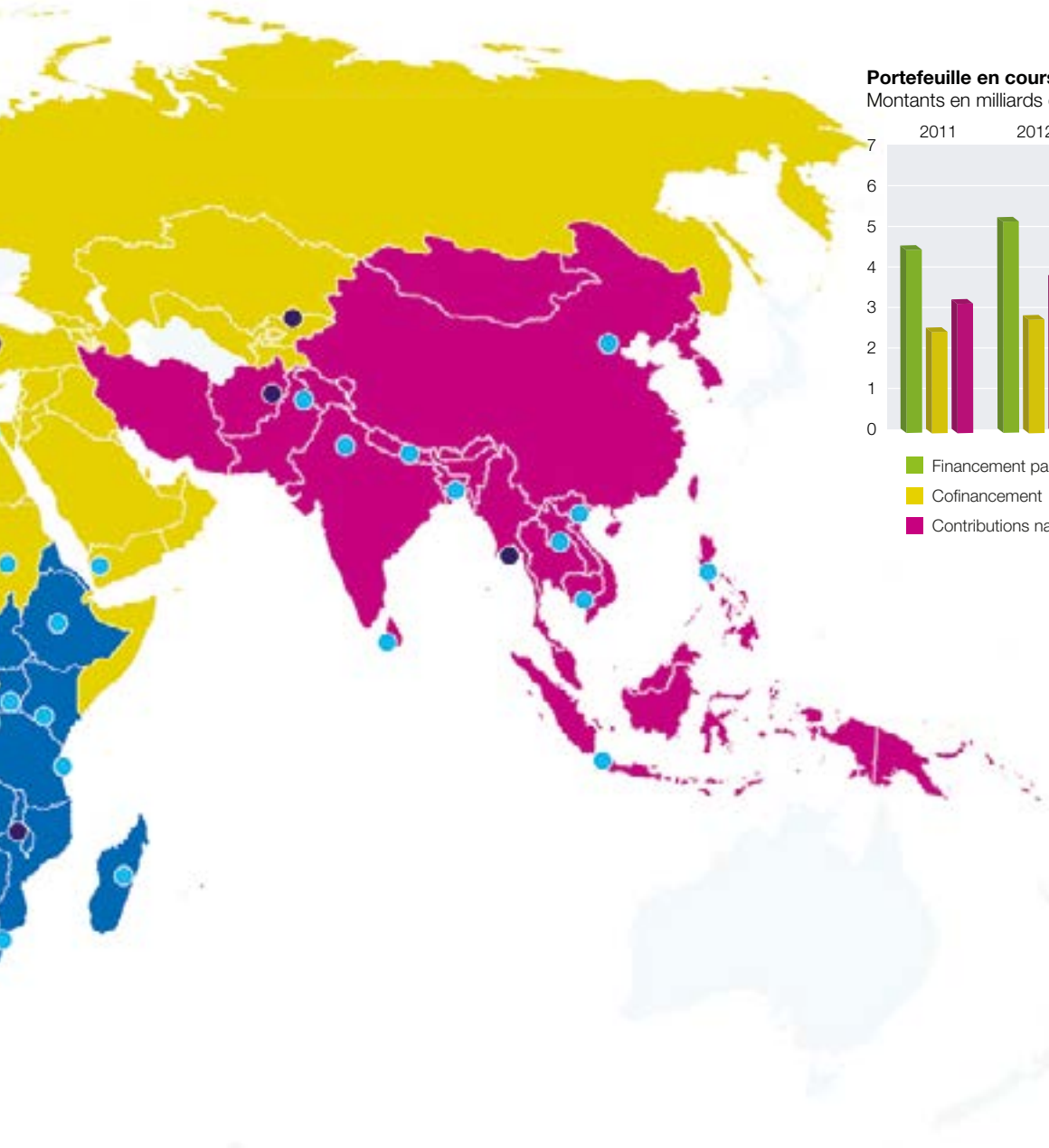


Afrique de l'Ouest et du Centre
47 programmes et projets

Bénin	2
Burkina Faso	3
Cabo Verde	1
Cameroun	3
Congo	1
Côte d'Ivoire	2
Gabon	1
Gambie	1
Ghana	4
Guinée	2
Libéria	2
Mali	3
Mauritanie	2
Niger	3
Nigéria	3
République centrafricaine	1
République démocratique du Congo	2
Sao Tomé-et-Principe	1
Sénégal	3
Sierra Leone	3
Tchad	2
Togo	2

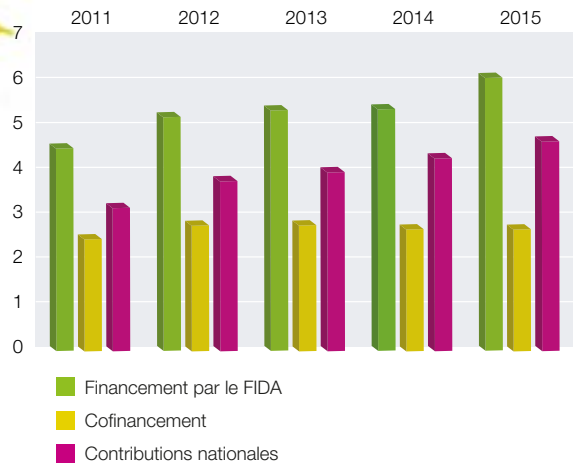
Afrique orientale et australe
46 programmes et projets

Angola	2
Botswana	1
Burundi	4
Érythrée	2
Éthiopie	3
Kenya	4
Lesotho	2
Madagascar	4
Malawi	2
Mozambique	4
Ouganda	4
République-Unie de Tanzanie	4
Rwanda	3
Seychelles	1
Soudan du Sud	1
Swaziland	1
Zambie	4



Portefeuille en cours du FIDA, 2011-2015

Montants en milliards d'USD



Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

36 programmes et projets

- Arménie 2
- Azerbaïdjan 1
- Bosnie-Herzégovine 2
- Djibouti 1
- Égypte 4
- Géorgie 1
- Jordanie 1
- Kirghizistan 2
- Liban 1
- Maroc 3
- Ouzbékistan 1
- République arabe syrienne 1
- République de Moldova 2
- Soudan 5
- Tadjikistan 1
- Tunisie 2
- Turquie 2
- Yémen 4

Asie et Pacifique

66 programmes et projets

- Afghanistan 3
- Bangladesh 5
- Bhoutan 2
- Cambodge 3
- Chine 6
- Fidji 1
- Îles Salomon 1
- Inde 9
- Indonésie 3
- Kiribati 1
- Maldives 2
- Mongolie 1
- Myanmar 1
- Népal 6
- Pakistan 4
- Papouasie-Nouvelle-Guinée 1
- Philippines 5
- République démocratique populaire lao 3
- Sri Lanka 3
- Tonga 1
- Viet Nam 5

Bureaux de pays du FIDA (au 31 janvier 2016)

- Opérationnels
- approuvés

Table des matières

Avant-propos du Président	2
Programme de travail en 2015	6
Principales initiatives et nouveaux programmes	29
Impact, et mesure et amélioration des résultats	36
Données relatives au financement et mobilisation des ressources	45
Récompenses	60

Rapport annuel 2015 – CD-ROM

Avant-propos du Président



Programme 2030 et changement climatique

L'année 2015 a été capitale pour le FIDA et pour l'ensemble de la communauté du développement. L'accord sur la définition des 17 objectifs de développement durable (ODD) a débouché sur un programme universel qui spécifie les cibles ambitieuses à atteindre d'ici à 2030. Au cours de l'année, le FIDA a joué un rôle actif dans le processus d'élaboration des nouveaux ODD – en défendant les intérêts des petits exploitants agricoles et d'autres membres des populations rurales qui constituent la majorité des pauvres de la planète. Au cours de la période précédant le sommet de septembre qui a entériné le Programme 2030 et les ODD, le FIDA a été distingué, à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est déroulée à Addis-Abeba au mois de juillet, pour les efforts qu'il mène visant à "mobiliser des investissements qui permettent aux populations des zones rurales vivant dans la pauvreté d'améliorer leur sécurité alimentaire, leur nutrition et leurs revenus et de renforcer leur résilience" (voir page 29).

En décembre, le FIDA a également participé, à Paris, à la vingt et unième session de la Conférence des Parties (COP21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, insistant pour que soit reconnue l'importance de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et soulignant la vulnérabilité des petits exploitants agricoles face au changement climatique (voir page 29). Le FIDA gère la plus importante source mondiale de financement ayant pour vocation de donner aux petits exploitants agricoles pauvres les moyens de

s'adapter au changement climatique – le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). Les nouveaux financements approuvés dans le cadre de l'ASAP en 2015 se sont élevés à 94 millions d'USD, portant à 284,9 millions d'USD le montant total cumulé des financements dont ont bénéficié, au titre de l'ASAP, les populations rurales pauvres dans 36 pays.

Au sein du FIDA, nous avons réussi à réduire et à compenser nos émissions, et nous avons été cités à la COP21 parmi les institutions des Nations Unies climatiquement neutres. En août, nos efforts ont été récompensés, lorsque nous sommes devenus la première institution des Nations Unies à se voir attribuer une certification platine dans la catégorie "Bâtiments existants: fonctionnement et maintenance" par le programme de certification Leadership in Energy and Environmental Design (LEED) (voir page 62).

Le FIDA autonomise les femmes rurales

Le FIDA sait depuis longtemps que nous ne parviendrons jamais à éliminer la pauvreté et la faim si nous n'autonomisons pas les femmes. Notre politique d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes garantit que notre action contribue à l'ODD5 sur l'égalité entre les sexes. Le rôle de chef de file joué par le FIDA dans ce domaine a été reconnu par le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP), qui propose un cadre de responsabilité avec une mesure des progrès réalisés au regard de 15 indicateurs

d'intégration des questions d'égalité entre les sexes, qui seront mesurés sur la période 2012-2017. Partant d'une base solide, le FIDA a amélioré sa performance d'ensemble et, en 2015, a déjà atteint les cibles prévues pour 11 des 15 indicateurs. L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a reconnu que le FIDA dépasse même désormais le niveau exigé pour près de la moitié de l'ensemble des indicateurs (46%). Cette réussite distingue le FIDA comme l'une des entités d'ONU-SWAP réalisant les meilleures performances.

Le FIDA est également reconnu comme une institution innovante dans le domaine de l'autonomisation des femmes, avec en particulier le succès et la reproduction à plus grande échelle des méthodologies axées sur les ménages – approches de l'égalité entre les sexes et de l'inclusion sociale au niveau des communautés de base – dont nous avons été parmi les pionniers avec nos partenaires (voir page 12). L'autonomisation économique – grâce à laquelle les femmes peuvent gagner leur vie et développer leurs actifs – est un ingrédient essentiel de l'égalité entre les sexes. Outre les activités comprises dans notre propre portefeuille, nous participons, en partenariat avec la FAO, le PAM et ONU-Femmes au Programme conjoint pour l'accélération des progrès en faveur de l'autonomisation économique des femmes rurales. Nos Prix annuels pour l'égalité entre les sexes distinguent des projets financés par le FIDA qui ont complètement transformé la vie des femmes qu'ils appuient (voir page 62).

Décentralisation et importance accordée à la communication

Nous savons, par les faits concrets et par l'expérience, que la décentralisation et le renforcement de notre présence sur le terrain peuvent offrir de nombreux avantages. Parmi ces derniers, une meilleure gestion du portefeuille – dans les pays où le FIDA a ouvert un bureau, la performance des projets est meilleure que dans les autres pays, l'influence sur les politiques est plus importante, et l'établissement de partenariats est plus efficace. Dans les pays où existe un bureau du FIDA, sa visibilité est aussi renforcée, de sorte que l'organisation est, pour toutes les parties prenantes, un partenaire plus efficace et plus digne de confiance. Notre nouveau Cadre stratégique pour la période 2016-2025 préconise une décentralisation accrue, le but étant que 70% des projets appuyés par le FIDA soient desservis par un bureau de pays du FIDA.

Notre succès dans l'établissement de bonnes relations bilatérales avec les pays dans lesquels nous intervenons a été reconnu par un rapport externe

indépendant publié en 2015 par AidData et intitulé *Listening to Leaders: Which Development Partners Do They Prefer and Why?*. Ce rapport affirmait que le FIDA était le plus communicatif des partenaires de développement dans le secteur de l'agriculture et du développement rural. L'organisation figure également parmi les dix premières pour la fréquence des communications avec ses homologues du gouvernement hôte et pour l'aide apportée à la mise en œuvre des réformes (voir page 42).

Nouveau modèle financier

L'année 2015 a aussi été celle d'une transformation totale de notre modèle financier, avec l'inclusion de l'emprunt souverain comme instrument de mobilisation de ressources. La transformation a trouvé sa conclusion avec l'approbation de prêts à des conditions ordinaires octroyés à des États membres pour un montant de 300 millions d'EUR, financés par un emprunt souverain auprès de la Banque allemande de développement KfW (voir page 47). Le résultat direct de ce qui précède est que nous avons mené à terme un programme de prêts et dons de 1,4 milliard d'USD pour l'année 2015, portant à 3,09 milliards d'USD le montant total du programme de prêts et dons pour la période de la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9) (2013-2015), dépassant ainsi la cible de 3 milliards d'USD qui avait été établie pour FIDA9 (voir page 47).

Évaluation de l'impact

Les ambitions et les attentes ont aussi été relevées dans d'autres domaines, les donateurs et les États membres demandant, de plus en plus, des preuves de l'impact et une optimisation des ressources. En réponse, le FIDA a réalisé en 2015 une initiative qui fera date en matière d'évaluation de l'impact, en parachevant l'élaboration d'une méthodologie innovante qui renforce nos fondations d'organisation axée sur les résultats. La nouvelle méthodologie nous permet d'évaluer avec précision les effets multidimensionnels des programmes que nous appuyons, afin de préparer le terrain en vue des activités et des orientations futures.

C'est en 2012 que nous avons entrepris l'élaboration d'une méthodologie d'évaluation de l'impact qui rend pleinement compte de la complexité des contextes dans lesquels nous intervenons. En d'autres termes, et bien que nous ayons pour objectif de réduire la pauvreté, comprendre le succès exige que nous observions l'ensemble du tableau, et pas seulement l'indicateur monétaire du revenu. La recherche entreprise au cours des trois dernières années a montré que, outre la mesure

de l'augmentation des gains, nous devons prendre en considération d'autres mesures – propriété de bétail et d'autres actifs, autonomisation des femmes, diversité des régimes alimentaires et résilience face aux chocs. La méthodologie parachevée en 2015 utilise un éventail d'instruments et retient déjà l'intérêt de nos partenaires. Le rapport d'évaluation note qu'environ 139 millions de personnes ont bénéficié des opérations appuyées par le FIDA dont les activités ont débuté ou ont été clôturées entre 2010 et 2015 (voir page 36).

Je voudrais, pour conclure, vous inviter à poursuivre votre lecture du Rapport annuel 2015 du FIDA. Il vous entraînera dans un voyage à travers les régions et les pays où le FIDA investit dans la transformation du monde rural. Lisez les récits recueillis sur le terrain pour découvrir les défis et les victoires des femmes et des hommes dont le travail, dans le monde rural, produit la plus grande partie de la nourriture consommée dans leurs communautés et dans leurs pays.

Faites la connaissance de Coumba Ndoffen Sene, un agriculteur du Sénégal, qui a découvert l'intérêt de cultiver et de vendre des produits locaux. Lisez l'histoire d'Alima Artur, et vous saurez comment elle a appris à vivre avec le VIH/sida au Mozambique. Découvrez l'expérience vécue par Ratna Sari Dewi Bani pour la création de son entreprise en Indonésie. Tirez les enseignements d'une communauté entreprenante en Équateur et d'une entreprise basée sur la couleur rouge. Rencontrez, enfin, une jeune femme ambitieuse, Anastasia Gilca, propriétaire et gestionnaire d'une plantation rentable de mûres en République de Moldova, et lisez la recette de son succès.

“Quiconque veut lancer sa propre entreprise doit être très déterminé”, déclare Anastasia Gilca. “Vous devez être très travailleur, et vous ne pouvez pas permettre que les risques potentiels ou les réponses négatives de certaines personnes vous démoralisent.”

Le monde est confronté aujourd'hui à de sérieux défis – les conflits et le changement climatique occupant les deux premières places de la liste. Les vies des familles, des communautés et des pays sont perturbées, entraînant des déplacements massifs de personnes vulnérables. Les ruraux, femmes et hommes, que ce rapport place sous les projecteurs sont prêts et résolus à transformer les lieux où ils vivent afin de créer un monde meilleur et plus durable. Le FIDA ne manquera pas d'être à la hauteur de leur détermination en leur apportant les investissements et l'appui dont ils ont cruellement besoin.



KANAYO F. NWANZE
Président du FIDA



Programme de travail en 2015

Afrique de l'Ouest et du Centre

24 pays: Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo

Vue d'ensemble

L'économie de l'Afrique de l'Ouest et du Centre a connu une croissance remarquable de 6,2% en 2014. La croissance a été plus lente que l'année précédente, mais elle est néanmoins demeurée supérieure à celle de l'Afrique subsaharienne dans son ensemble. Toutefois, tous les groupes sociaux n'ont pas perçu les avantages de cette croissance, et les efforts de réduction de la pauvreté n'ont connu qu'un succès mitigé dans l'ensemble de la région.

Pour ce qui concerne les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), neuf pays ont atteint leur objectif de réduire de moitié la pauvreté entre 1990 et 2015, et cinq autres pays ont réalisé des progrès sensibles dans ce domaine. En revanche, dans six autres pays, les niveaux de pauvreté et d'insécurité alimentaire ont en fait augmenté. Les gouvernements semblent davantage intéressés par les industries extractives, qui n'appuient pas une croissance inclusive, que par l'agriculture, dont il a

été établi qu'elle est le moteur de la réduction de la pauvreté et qu'elle renforce la sécurité alimentaire.

La région compte quelque 457 millions d'habitants, dont 31% ont moins de 14 ans, et 29% se situent dans la fourchette des 15-35 ans. Comme dans d'autres régions, le chômage des jeunes demeure un grave problème économique. Compte tenu de l'absence de débouchés sur le marché formel de l'emploi, de la hausse des prix alimentaires et de l'accès relativement facile à la terre, l'agriculture est devenue une source croissante de possibilités d'emplois informels pour de nombreux jeunes. Afin d'encourager cette croissance et en optimiser le potentiel, les jeunes – femmes et hommes – doivent avoir un meilleur accès au crédit, aux infrastructures rurales et à la formation pour développer leurs compétences.

Le changement climatique continue d'affecter les économies rurales. Dans le cadre d'une étude récente, les ménages ruraux ont répondu que la probabilité et l'impact d'événements climatiques comme les sécheresses et les inondations leur paraissent supérieurs à la probabilité et l'impact de la maladie et de la mort. L'utilisation persistante des pratiques agricoles traditionnelles accentue la pression sur l'environnement, à cause de plusieurs facteurs: croissance démographique, évolution vers une production axée sur le marché, fragilité des sols et variabilité croissante du climat. Il est probable que les phénomènes climatiques extrêmes deviendront plus fréquents et que leur variabilité s'intensifiera.

Dans l'ensemble, il serait avantageux pour la région de s'attacher davantage à développer les marchés nationaux et régionaux, à attirer les investissements privés et les investissements étrangers directs, à créer des emplois pour les jeunes dans les zones rurales, et à accentuer les efforts d'adaptation au changement climatique.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 47 programmes et projets en cours à la fin de 2015, en partenariat avec 22 gouvernements bénéficiaires dans la région;
- 1 270,7 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 184,4 millions d'USD approuvé en 2015 pour 7 nouveaux programmes et projets au Bénin, au Congo, en Guinée-Bissau, au Libéria (2 projets), au Niger et en République démocratique du Congo, et pour un financement additionnel accordé à des projets en cours en Gambie et au Sénégal.

Travaux et résultats en 2015

En 2015, notre programme de travail dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre a été principalement axé sur les secteurs suivants:

- filières inclusives;
- finance rurale;
- gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique;
- autonomisation des jeunes.

L'objectif est d'intégrer ces quatre thèmes dans des programmes et projets de portée générale.

Filières inclusives

Le FIDA intervient pour renforcer les filières qui relient les producteurs et leurs organisations aux marchés et aux consommateurs. Disposer d'un accès aux marchés, dans le pays et à l'étranger, permet aux producteurs de vendre les produits au juste prix, d'augmenter la production et d'accroître les revenus. Donner aux petits producteurs la possibilité de "grimper des échelons" dans la filière – en entreposant ou en transformant eux-mêmes leurs produits, par exemple – signifie qu'ils obtiennent une part accrue du prix final.

Au Sénégal, un projet appuyé par le FIDA a contribué à l'établissement, entre les organisations de producteurs et les acheteurs, d'un système de contrats qui donne aux petits exploitants et aux producteurs familiaux du bassin arachidier un accès plus durable aux marchés. Le projet a eu un impact particulièrement positif sur les ventes de mil, de sésame, de niébé et de maïs: baisse des coûts de transaction et augmentation des quantités échangées et des revenus obtenus. (Voir, pour plus de détails, le récit recueilli sur le terrain.)

À Sao Tomé-et-Principe, le FIDA contribue, avec des partenaires, à l'établissement d'"indications d'origine géographique" pour le cacao, le café et le poivre – qui

sont tous trois des produits clés. En collaboration avec des institutions comme l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, le projet donnera à ces trois produits un label les décrivant comme originaires de ce pays insulaire. En forgeant une identité nationale distincte pour ces produits d'exportation, le projet vise à améliorer l'accès des producteurs aux marchés internationaux.

En Mauritanie, un programme financé par le FIDA établit une liaison entre les producteurs, les transporteurs et les négociants. En collaboration avec les autorités locales, ces différents acteurs sont convenus d'un prix fixe pour chaque maillon de la filière, stabilisant ainsi les prix de produits comme les carottes pour les producteurs et les consommateurs. Le programme a aussi permis aux maraîchers, aux éleveurs de volaille et aux producteurs de lait de chèvre de donner un caractère officiel aux partenariats avec le secteur privé pour la transformation et la commercialisation. Des groupes de producteurs et des petits et moyens acteurs du secteur privé constituent des coopératives disposant d'actifs tels que des installations d'entreposage et de transformation. Les coopératives partagent les risques et les bénéfices dans le cadre d'un système d'actionnariat.

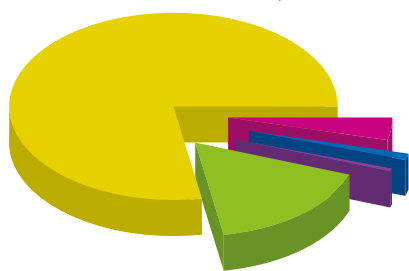
Finance rurale

Les zones rurales des pays en développement sont très peu desservies par les institutions financières.

AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

GRAPHIQUE 1a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2015^a

Sur un montant total de 3 012,6 millions d'USD

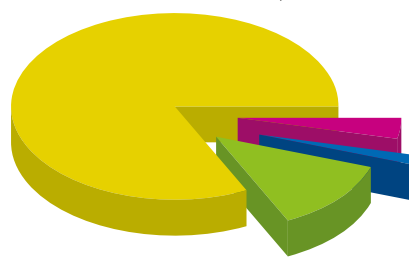


- Prêts à des conditions particulièrement favorables
2 323,9 millions d'USD - 77,1%
- Prêts à des conditions intermédiaires
105,2 millions d'USD - 3,5%
- Prêts à des conditions ordinaires
21,3 millions d'USD - 0,7%
- Prêts à des conditions mixtes
7,7 millions d'USD - 0,3%
- Dons au titre du CSD
554,5 millions d'USD - 18,4%

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 1b
Décaissement des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2015^a

Sur un montant total de 1 680,9 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
1 392,4 millions d'USD - 82,8%
- Prêts à des conditions intermédiaires
60,3 millions d'USD - 3,6%
- Prêts à des conditions ordinaires
17,4 millions d'USD - 1,0%
- Dons au titre du CSD
210,7 millions d'USD - 12,5%

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

En renforçant les réseaux de microfinance dans les zones rurales de la région, les projets appuyés par le FIDA permettent aux agriculteurs de renforcer leurs entreprises et de gérer les risques.

Au Tchad, le FIDA a contribué à renforcer la gouvernance d'une institution de microfinance de la région de Guéra en la faisant évoluer vers un plus grand professionnalisme et une gouvernance autonome. Depuis 2013, la performance s'est améliorée, sur le plan financier comme sur le plan organisationnel. Entre 2010 et 2015, le volume de crédit disponible a bondi de 11 millions de XAF (approximativement 18 000 USD) à plus de 300 millions de XAF (approximativement 484 000 USD).

Au Nigéria, où le secteur de la microfinance connaît un essor rapide, un programme appuyé par le FIDA renforce la capacité des institutions financières rurales d'atteindre les ménages pauvres, en particulier ceux dirigés par des femmes, les jeunes et les porteurs de handicaps physiques, en introduisant l'approche du Plan d'activités rurales. Le programme a créé une plateforme commune à partir de laquelle les partenaires coopèrent pour atteindre le but partagé qui est d'étendre leur champ d'action dans les zones rurales. Au cours du dernier trimestre de 2015, 245 banques et institutions de microfinance, dans 12 États participants, ont élaboré des plans d'activités rurales. Quatre institutions pilotes ont obtenu des résultats particulièrement prometteurs. Ainsi, la Trustfund MicroFinance Bank a ouvert une agence rurale dont les services ciblant les femmes ont attiré près de 7 500 clients – 6 000 de plus que prévu. Le but est maintenant de reproduire cette approche avec le plus grand nombre possible d'institutions.

Au Mali, un projet de finance rurale appuyé par le FIDA montre, après quatre années d'activité, de bons résultats. Environ 200 000 ruraux pauvres ont un meilleur accès aux services financiers, ce qui leur permet de développer des activités économiques viables. Le champ d'action de la microfinance dans les zones rurales s'est accru de 10%, tandis que l'épargne et les prêts augmentaient, respectivement de 30% et de 60%. Quatre robustes réseaux de microfinance autonomes opèrent actuellement dans la zone du projet. Également au Mali, un nouveau projet appuyé par le FIDA et axé sur la jeunesse donnera à plus de 15 000 jeunes un accès à des services financiers.

Gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique

Le changement climatique aggrave les sévères défis que rencontre la région sur le plan des ressources naturelles, notamment l'appauvrissement de la fertilité des sols et la désertification. Les producteurs

pauvres ont un besoin urgent d'appui pour s'adapter à des conditions en mutation et pour adopter de nouvelles pratiques qui protégeront les ressources naturelles dont dépendent leurs moyens d'existence. En coopération avec ses partenaires, le FIDA appuie un ensemble d'approches, traditionnelles et innovantes, pour aider les petits exploitants agricoles à renforcer leur résilience.

Les techniques de régénération naturelle assistée, mises au point à l'origine au Burkina Faso, sont en cours de reproduction à plus grande échelle dans l'ensemble de la région. Ces techniques peuvent inverser une extrême dégradation du sol, augmenter la superficie arable et accroître le rendement des cultures et la sécurité alimentaire. Elles vont des cuvettes de plantation améliorées – désignées sous les noms de *tassa* ou de *zai* – aux demi-lunes, diguettes en pierre en courbes de niveau, barrières végétales et barrages de pierre perméables. Entre 2005 et 2013, ces techniques ont été mises en œuvre pour contribuer à la régénération de près de 63 000 hectares.

Dans la région de Maradi, au Niger, un projet financé par le FIDA contribue à la régénération et la protection des savanes-parcs exploitées par les paysans pratiquant une agriculture de subsistance et les pasteurs. Le projet permet à ces populations de développer des entreprises à assise communautaire qui commercialisent des produits arboricoles. Il appuie aussi les activités visant à améliorer les pratiques de gestion des ressources naturelles en rapport avec la conservation du sol et de l'eau et à diversifier, adapter et conserver les arbres d'espèces prioritaires.

Au Togo, à l'appui des efforts déployés par le gouvernement pour accroître la productivité agricole, un projet financé par le FIDA contribue à diffuser les techniques d'amélioration de la fertilité des sols par le biais des fermes-écoles. À ce jour, plus de 600 écoles ont formé plus de 14 000 producteurs, dont 95% ont adopté les nouvelles pratiques, avec pour résultat une augmentation de 87% à 100% de la production de maïs.

Au cours de l'année 2015, des dons d'un montant de 27,0 millions d'USD ont été approuvés au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) du FIDA, portant à 73,9 millions d'USD, à la fin de l'année, la valeur totale du financement de l'ASAP dans la région. Des dons ont également été approuvés au titre du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) d'un montant de 7,3 millions d'USD, portant à 44,0 millions d'USD la valeur totale du financement du FEM dans la région.

Récit recueilli sur le terrain

Des marchés plus solides pour les produits agricoles locaux transforment l'économie rurale du Sénégal

Alors qu'il devait jadis lutter pour nourrir sa famille, Coumba Ndoffen Sene est un paysan qui peut maintenant payer les frais de scolarité de ses enfants et même leur acheter des habits neufs. Il s'est également lancé dans une activité d'élevage de poulets.

Coumba Ndoffen Sene participe au Projet d'appui aux filières agricoles, financé par le FIDA au Sénégal. L'une des idées à l'origine de ce projet était d'encourager les personnes à cultiver, manger et vendre des produits agricoles locaux plutôt que de consommer des céréales importées comme le riz. En changeant la manière de penser des personnes vis-à-vis de la nourriture, et en leur permettant d'avoir accès aux marchés, le projet a contribué à transformer les communautés dans lesquelles il intervient.

Coumba Ndoffen Sene fait partie des 9 000 paysans environ qui ont bénéficié d'une formation aux pratiques agricoles améliorées rendant possibles des rendements plus élevés et des récoltes de meilleure qualité.

“Avant, nous n'arrivions même pas à obtenir une tonne de mil”, dit-il. “Maintenant, nous en produisons deux à trois tonnes par an.”

Avec l'appui du projet, les organisations de producteurs ont négocié des contrats avec les acheteurs. Les coûts de transaction sur les ventes de mil, de sésame, de niébé et de maïs ont sensiblement diminué, augmentant ainsi les bénéfices. Les petits producteurs gagnent aujourd'hui davantage et consomment et vendent plus de produits cultivés localement, et la région dépend moins des importations.

La durée de la période de soudure a été raccourcie, passant de six mois à moins d'un mois. Plus de 5 000 chômeurs ont trouvé des emplois, et 250 000 personnes ont appris à cultiver, manger et vendre des aliments locaux.

Les femmes participent aux activités de production, de transformation et de commercialisation des produits agricoles et ont plus facilement accès à la terre. Plus de 800 femmes – et chefs dans des hôtels locaux – ont appris à cuisiner des aliments cultivés localement, plus nourrissants que des produits importés comme le riz. Les femmes lancent de nouvelles entreprises, conditionnant des produits – comme de la bouillie pour bébés – vendus sur le marché local et national. En reconnaissance de ses réalisations, ce projet a reçu en 2015 un Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes, mettant en lumière ses meilleures pratiques en matière d'autonomisation des femmes.

De nombreux restaurants de la zone du projet proposent désormais uniquement des produits alimentaires cultivés localement. Aissatou Cisse, qui gère un restaurant, voit dans cette tendance l'avenir du pays.

“Notre économie ne peut pas se développer si nous continuons à importer”, dit-elle. “Nous devons consommer ce que nous produisons ici, au Sénégal.”

Aissatou Cisse a remporté en 2015 le Prix du Président du Sénégal pour l'innovation.

L'agriculteur Coumba Ndoffen Sene a suivi une formation pour améliorer ses rendements et accroître le revenu de sa famille
Sénégal: Projet d'appui aux filières agricoles

©FIDA/Horaci Garcia Marti



Autonomisation des jeunes

Comme on l'a noté dans la vue d'ensemble, le chômage des jeunes est un problème majeur, et l'agriculture une source croissante d'emplois informels. Afin que les jeunes soient davantage capables de tirer parti des possibilités, les programmes financés par le FIDA s'attachent à améliorer leurs compétences et à renforcer les organisations et l'infrastructure qui les appuient.

Au Bénin, un programme appuyé par le FIDA a noué un partenariat avec un centre de formation agricole destiné aux jeunes agriculteurs et entrepreneurs, mettant particulièrement l'accent sur les femmes. Le centre a formé 590 jeunes entrepreneurs à des techniques parmi lesquelles la conservation de semences, le compostage, et la transformation du soja en lait et en fromage.

Au Nigéria, un programme financé par le FIDA contribue à réduire les tensions dans le delta du Niger en améliorant les perspectives d'emploi pour les jeunes et en créant des institutions rurales qui appuient le développement participatif et le partage des savoirs. Il a contribué, à ce jour, à la création de 9 200 micro ou petites entreprises rurales le long de diverses filières agricoles – avec notamment des activités agricoles et agroalimentaires et des entreprises hors exploitation. Les activités les plus rentables sont observées dans la filière du manioc. Dans l'ensemble, près de 60 000 emplois ont été créés, et les revenus ont augmenté d'environ 60%.

En Sierra Leone, le FIDA appuie le développement d'associations de services financiers et de banques communautaires. Le Programme de finance rurale et d'amélioration communautaire – Phase II fait fond sur les réalisations de sa première phase. Il a contribué à l'établissement d'une banque faitière qui fournit des services essentiels à un réseau d'associations de services financiers et de banques communautaires pour en assurer la viabilité, l'efficacité et la rentabilité. Afin de garantir l'inclusion des jeunes, chaque association recrute un gestionnaire et un caissier âgés de 21 à 29 ans parmi les membres de la communauté locale, et le programme prend en charge leur formation.

Un important programme régional financé par un don et ayant pour but de créer des possibilités pour la jeunesse dans les zones rurales met actuellement au point une application mobile de financement participatif pour aider de jeunes entreprises agroalimentaires à voir le jour. Trente-deux facilitateurs ont été formés au niveau du pays. Ils formeront à leur tour 600 jeunes ruraux et mettront en place une plateforme web/SMS fournissant un accès à de multiples ressources d'appui à l'entrepreneuriat.

Afrique orientale et australe

22 pays: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Comores, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Soudan du Sud, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

Vue d'ensemble

Selon les prévisions, la forte croissance économique de la région Afrique orientale et australe se poursuivra au cours des deux prochaines années. Le Fonds monétaire international prévoit une croissance réelle du PIB d'environ 6,6% dans les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est tout comme dans ceux du Marché commun de l'Afrique orientale et australe. Il y a aussi d'autres facteurs positifs, notamment un fort flux d'investissements étrangers et nationaux, une classe moyenne croissante, et une augmentation des envois de fonds en direction des zones rurales, provenant de sources nationales et étrangères. Pour les interventions du FIDA, un élément particulièrement pertinent est à trouver dans les importantes possibilités de renforcement de la production alimentaire nationale, dont bénéficient les petits exploitants agricoles et qui réduit sensiblement les importations des principales denrées alimentaires de base, en particulier le sucre et les huiles comestibles.

Comme dans de nombreuses autres régions, toutefois, la croissance économique ne bénéficie pas à tous les secteurs de la société. À l'échelle mondiale, les zones rurales continuent de présenter les plus fortes concentrations de pauvreté, et les femmes risquent davantage que les hommes d'être pauvres.

Malgré l'essor de la classe moyenne, le progrès est douloureusement lent. En fait, le nombre absolu de personnes vivant sous le seuil de pauvreté en Afrique orientale et australe est en augmentation, tout comme l'inégalité de revenu. En outre, la région présente les taux de natalité les plus élevés du monde, ce qui continuera à y faire augmenter le nombre des demandeurs d'emploi au cours des quelques prochaines décennies. Le défi, pour les gouvernements des pays et leurs partenaires de développement, consiste à transformer le potentiel significatif que possède la région en une croissance équitable et à large base dont ne seront exclus ni les femmes et les hommes des zones rurales, ni les groupes particulièrement vulnérables comme les jeunes et les minorités ethniques.

Cinq pays de la région ont atteint la cible de l'OMD1 – réduire de moitié l'extrême pauvreté – et deux autres pays ont réalisé des progrès substantiels. Onze pays demeurent loin de la cible.

La performance relative à l'objectif de réduction de moitié du pourcentage de personnes souffrant de la faim a également été une importante source de préoccupation. Trois pays seulement y sont parvenus, un autre a réalisé des progrès suffisants, et 14 pays sont encore plutôt ou sérieusement loin de la cible.

Travaux et résultats en 2015

En 2015, notre programme de travail dans la région Afrique orientale et australe a été principalement axé sur les secteurs suivants:

- technologies agricoles et sécurité alimentaire;
- finance rurale;
- autonomisation des femmes et des jeunes;
- concertation sur les politiques et participation à leur élaboration;
- gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique.

Technologies agricoles et sécurité alimentaire

Donner aux petits exploitants agricoles la possibilité d'avoir accès à des technologies agricoles améliorées constitue un chemin direct vers l'augmentation de la production, la diversification des cultures, de meilleurs revenus et un renforcement de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Vingt et un projets appuyés par le FIDA dans la région ont formé plus de 385 000 personnes à la production végétale. Un tiers de ces personnes participent au projet de revenu rural au Rwanda, dont les activités ont débuté en 2011. L'initiative se concentre sur l'amélioration de la qualité de la production de thé, de café, de fruits, de légumes et de soie pour permettre aux agriculteurs de rejoindre les marchés d'exportation.

L'expansion de la production de café et de thé s'est traduite par des résultats particulièrement bons.

Le projet touche un nombre croissant de femmes, spécialement dans le secteur de la sériciculture. Les femmes commencent aussi à occuper des postes dirigeants au sein de groupes de divers types.

Le petit et le gros bétail jouent un rôle important dans les moyens d'existence des populations rurales pauvres. Douze projets ont formé environ 230 000 personnes dans le domaine de la production animale – dont la moitié en République-Unie de Tanzanie. Au Burundi, sur les 15 000 ménages ayant adopté les pratiques d'insémination artificielle, 90% d'entre eux ont observé une augmentation de la productivité du bétail. Les petits producteurs laitiers du Kenya ont également été formés à la pratique de l'insémination artificielle et à la vaccination de leur bétail.

Finance rurale

La possibilité d'accès à des services financiers permet aux petits producteurs et aux microentrepreneurs de développer leurs entreprises, d'acquérir les intrants essentiels et de se prémunir contre le risque. Dans les pires scénarios, les pauvres deviennent la proie des prêteurs, parce qu'ils n'ont aucune autre solution. Dans les pays en développement, les zones rurales sont particulièrement mal desservies: seulement 10% environ des communautés rurales ont accès à des services financiers de base.

Quatorze projets financés par le FIDA dans la région sont axés sur la finance rurale. Ils apportent un appui aux organisations qui répondent spécifiquement aux besoins des petits producteurs et des microentrepreneurs, notamment les banques communautaires, les institutions de microfinance et les coopératives d'épargne et de crédit. Le FIDA collabore également avec les institutions gouvernementales de plus haut niveau pour renforcer le cadre d'action des pouvoirs publics dans le domaine de la finance rurale (voir la section relative à la concertation sur les politiques et à la participation à leur élaboration).

Le nombre des emprunteurs actifs dépasse les trois millions de personnes, et plus de quatre millions participent à des opérations formelles d'épargne. Un projet en Éthiopie est responsable de 90% de cette activité. La deuxième phase de ce projet national appuie plus de 10 000 coopératives rurales d'épargne et de crédit et plus de 30 institutions de microfinance, en renforçant leur capacité organisationnelle et leurs compétences professionnelles. Les femmes ont un accès croissant aux services et représentent désormais près de la moitié de la base de clients.

Au Rwanda, où les vaches laitières jouent un rôle de premier plan dans les moyens d'existence ruraux, et où les médicaments vétérinaires sont extrêmement coûteux, un projet financé par le FIDA a élaboré un système innovant d'assurance santé

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 46 programmes et projets en cours à la fin de 2015, en partenariat avec 17 gouvernements bénéficiaires dans la région;
- 1 463,1 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 399,4 millions d'USD approuvés en 2015 pour 7 nouveaux programmes et projets en Angola, au Burundi, au Kenya, à Madagascar, au Malawi, en République-Unie de Tanzanie et au Swaziland, et pour un financement additionnel accordé à des projets en cours au Burundi, en Éthiopie, au Kenya, à Madagascar, au Mozambique et en République-Unie de Tanzanie.

animale. Pour y adhérer, les paysans versent une cotisation initiale d'environ 15,50 USD. De petites primes mensuelles, de moins de 1 USD, sont ensuite déduites de leurs ventes mensuelles de lait. Avec cette assurance, les paysans peuvent acheter à moitié prix les médicaments prescrits pour leurs vaches.

Autonomisation des femmes et des jeunes

Le FIDA se concentre spécialement sur les femmes et les jeunes parce que ces deux groupes sont particulièrement vulnérables à la pauvreté et à l'exclusion économique. Le ciblage direct est très largement utilisé pour toucher les ménages dirigés uniquement par des femmes, et les projets dépassent de plus en plus souvent la cible de 30% de participation des femmes.

Ainsi, le rapport d'un programme de développement de filière au Burundi indique que 60% des membres du groupe d'épargne sont des femmes, et que 30% d'entre elles ont eu accès à au moins trois cycles de crédit, ce qui leur a permis de développer leurs entreprises et d'accroître leurs revenus.

Le FIDA et ses partenaires ont élaboré une méthode innovante d'intervention au niveau des ménages, qui permet aux membres de la famille de réexaminer les normes enracinées qui définissent les responsabilités, possibilités et rôles respectifs des femmes et des hommes. Désignée sous le nom de méthode d'encadrement des ménages, cette approche utilise des outils tels que la visualisation et le mentorat pour aider les familles à décrire clairement leur situation actuelle et à élaborer un plan partagé

pour l'avenir. Dans le cadre de ce processus, l'inégalité entre les sexes – qui, dans la plupart des cas, surcharge les femmes de travaux non rémunérés et limite leur liberté de mouvement et leur capacité d'obtenir des revenus – est souvent reconnue comme l'un des facteurs qui maintiennent les ménages dans la pauvreté. La nouvelle méthode touche actuellement entre 75 000 et 100 000 ménages pauvres en Afrique subsaharienne.

Un projet de gestion des ressources naturelles en Éthiopie a reçu en 2015 un Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes, récompensant son action en faveur du renforcement de l'accès des femmes à la terre. Dans la zone cible, toutes les femmes chefs de ménage ont reçu des titres de propriété; pour les terres familiales, les titres de propriété sont enregistrés au nom du mari et de la femme, désignés comme copropriétaires. Les femmes commencent aussi à recevoir une formation dans le domaine du leadership et jouent un rôle croissant dans la prise des décisions au niveau communautaire.

Concertation sur les politiques et participation à leur élaboration

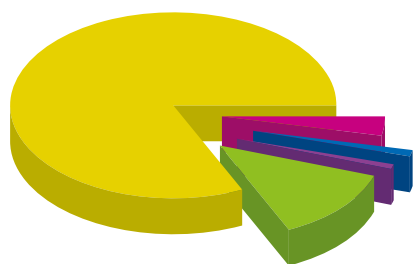
Les politiques façonnent le monde dans lequel vivent les populations rurales et définissent les possibilités économiques qui leur sont offertes. Des politiques de soutien ouvrent des portes qui peuvent permettre aux personnes de s'extraire elles-mêmes de la pauvreté. Des politiques défavorables créent des obstacles et profitent souvent à certains groupes sociaux au détriment d'autres. Les projets appuyés par le FIDA

AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE

GRAPHIQUE 2a

Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2015^a

Sur un montant total de 3 331,3 millions d'USD



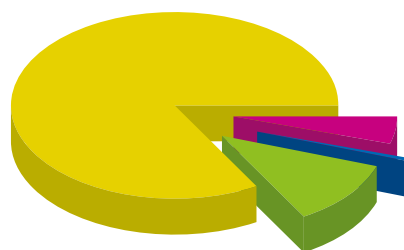
- Prêts à des conditions particulièrement favorables
2 745,2 millions d'USD - 82,4%
- Prêts à des conditions intermédiaires
108,9 millions d'USD - 3,3%
- Prêts à des conditions ordinaires
23,3 millions d'USD - 0,7%
- Prêts à des conditions mixtes
11,1 millions d'USD - 0,3%
- Dons au titre du CSD
442,7 millions d'USD - 13,3%

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 2b

Décaissement des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2015^a

Sur un montant total de 2 123,0 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
1 781,4 millions d'USD - 83,9%
- Prêts à des conditions intermédiaires
100,7 millions d'USD - 4,7%
- Prêts à des conditions ordinaires
4,1 millions d'USD - 0,2%
- Dons au titre du CSD
236,8 millions d'USD - 11,2%

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Récit recueilli sur le terrain

Améliorer la nutrition des personnes touchées par le VIH/sida au Mozambique

Dans le nord du Mozambique, un projet appuyé par le FIDA a contribué à enseigner aux personnes à mieux se nourrir, et leur a permis de vivre plus longtemps et en meilleure santé.

Le Projet de prévention du VIH/sida et d'amélioration de la nutrition en zones côtières (CHAPANI), cofinancé par le Fonds belge pour la sécurité alimentaire, est intervenu aux côtés des communautés de pêcheurs dans les zones côtières du Nord pour lutter contre la double menace du VIH/sida et de la malnutrition. Du fait de leurs régimes alimentaires pauvres, souvent limités à du poisson et de la bouillie de manioc, les personnes parviennent difficilement à lutter contre la maladie.

Sur le terrain, les agents locaux du projet CHAPANI ont apporté jusque dans les maisons des informations sur la prévention et le traitement du VIH et enseigné aux personnes à préparer des aliments nutritifs.

Le projet a organisé des démonstrations culinaires utilisant des plantes cultivées localement, comme le moringa. Avant l'introduction, par le personnel du projet, de recettes à base de moringa, les familles de pêcheurs ne consommaient pas cette plante, qui contient des protéines, des vitamines et des minéraux. Le moringa est désormais un ingrédient populaire dans la cuisine locale.

Lorsque Alima Artur, alors âgée de 21 ans, a commencé à se sentir malade il y a quelques années, un agent de terrain de CHAPANI l'a encouragée à effectuer un test de dépistage du VIH, dont le résultat s'est révélé positif.

“J'étais très triste et désespérée”, dit-elle. “Ma vie se résumait à pleurer et à penser que j'allais mourir.”

Le projet a aidé Alima Artur à trouver un appui au sein de sa famille et à demeurer optimiste. Il lui a enseigné à enrichir son régime alimentaire de manière à stabiliser ses niveaux d'hémoglobine, et aujourd'hui elle est heureuse et en bonne santé.

“Quelqu'un peut me regarder et ne jamais imaginer que j'ai ce genre de problème. Je me sens réellement bien.”

Alima Artur a adhéré à un groupement volontaire, “Vivre de manière positive”, qui utilise des chansons pour apprendre aux gens comment prévenir le VIH/sida, comment mieux se nourrir et comment bien vivre avec la maladie. Elle se décrit elle-même comme une preuve vivante de la différence qui peut résulter d'une vie saine.

Plus de 6 000 familles de la zone du projet ont commencé à cultiver un potager pour faire pousser leur propre nourriture. Les nouvelles connaissances se sont rapidement diffusées, grâce à des volontaires formés localement qui pilotent le processus.

Robson Mutandi, Directeur du FIDA dans le pays et représentant du FIDA au Mozambique, a observé l'appropriation par les communautés des activités du projet.

“Tout le monde est excité, et c'est pour nous la clé. Une fois que la communauté s'empare du processus, elle n'a plus besoin de personnes extérieures pour lui dire comment cuisiner ses aliments. Elle le fait elle-même.”

Alima Artur (à gauche), volontaire au sein du groupement “Vivre de manière positive”, partage le savoir nouvellement acquis en matière d'alimentation saine
Mozambique: Projet de prévention du VIH/sida et d'amélioration de la nutrition en zones côtières

©FIDA/Jonathan Crawford



interviennent en partenariat avec les gouvernements des pays pour élaborer des politiques qui favorisent la réduction de la pauvreté et sont les éléments moteurs d'une croissance économique inclusive.

En Afrique orientale et australe, les projets que nous appuyons et les politiques nationales du secteur de la finance rurale sont étroitement liés. En Ouganda, les travaux sur les questions de fond ont abouti à la mise en œuvre du cadre de régulation du niveau 4 pour les coopératives d'épargne et de crédit, fondé dans une large mesure sur les données de fait tirées du Programme relatif aux services financiers ruraux appuyé par le FIDA et clôturé en 2011.

Au Swaziland, un projet de finance rurale a contribué à l'élaboration de plusieurs politiques de modernisation des conditions d'exercice de l'activité des entreprises, notamment la Politique relative aux petites, micro et moyennes entreprises, la Politique relative à la microfinance, la Loi sur le crédit à la consommation et une stratégie d'inclusion financière. En République-Unie de Tanzanie, un projet axé sur l'infrastructure de marché et l'ajout de valeur a joué un rôle dans l'élaboration de réglementations destinées au secteur de la microfinance.

Gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique

Les ressources naturelles telles que la terre et l'eau sont fondamentales pour les moyens d'existence des populations rurales. L'érosion du sol constitue un problème de première importance dans la région – l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que 40% des ressources en terre de l'Afrique sont actuellement dégradées.

Grâce à dix projets appuyés par le FIDA en Afrique orientale et australe, près de 180 000 hectares bénéficient actuellement de pratiques améliorées de gestion des terres, et des périmètres d'irrigation ont été mis en place pour 62 000 hectares. Plus de 1 000 groupes communautaires gérant des ressources naturelles reçoivent un appui. Les membres de ces groupes ont bénéficié d'une formation concernant la maintenance de l'infrastructure d'irrigation et l'élaboration de plans de gestion environnementale.

Dans l'État insulaire des Comores, plus de 450 hectares de terres ont été reboisés et plus de 450 000 jeunes plants ont été plantés – dont 15% d'espèces endémiques protégées. Des campagnes publiques de sensibilisation à la gestion intégrée des écosystèmes, portant également sur la protection des mangroves, ont été menées par le biais de la radio, de programmes télévisés, de sessions de formation et d'ateliers de concertation sur les politiques.

Les interventions financées par le FEM et l'ASAP sont de plus en plus intégrées aux programmes appuyés par le FIDA dans la région, et la résilience face

au changement climatique est en cours d'intégration aux projets et aux programmes d'options stratégiques pour le pays. Au cours de l'année 2015, des dons d'un montant de 38,0 millions d'USD ont été approuvés au titre de l'ASAP, portant à 66,8 millions d'USD, à la fin de l'année, la valeur totale du financement de l'ASAP dans la région. La valeur totale du financement du FEM sous forme de dons dans la région a été de 20,9 millions d'USD.

Des projets financés par le FIDA appuient des systèmes d'alerte précoce et de prévision climatique et météorologique au Burundi, en Éthiopie, au Mozambique et au Rwanda. Des activités de conservation du sol et de l'eau, en cours au Kenya, au Rwanda et au Swaziland, ont pour but de minimiser le ruissellement et de prévenir l'érosion du sol.

Asie et Pacifique

33 pays: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Kiribati, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Nioué, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Viet Nam.

Vue d'ensemble

Entraînée principalement par la Chine et l'Inde, l'économie de la région Asie et Pacifique a connu une croissance de 6% en 2013/2014, consolidant son rôle moteur dans la croissance mondiale. De manière générale, les pays à revenu moyen inférieur progressent vers un statut de pays à revenu supérieur. Même si 560 millions de personnes, dans la région, vivaient encore, en 2011, sous le seuil de pauvreté de 1,25 USD par jour, les taux de pauvreté continuent à décliner.

La réduction de la pauvreté dans la région Asie et Pacifique va de pair avec une rapide réduction du pourcentage de personnes souffrant de la faim. Entre 1990 et 2013, en effet, la faim a été réduite de moitié, pour atteindre le chiffre de 12%, correspondant à la cible de l'OMD. Au sein de la région, c'est l'Asie du Sud-Est et l'Asie de l'Est qui ont montré la voie, tandis que l'Asie du Sud rattrape son retard, encore qu'à un rythme moins soutenu.

Cependant, et malgré tous les progrès, 490 millions de personnes en Asie souffrent encore de la faim de manière chronique – soit environ 62% du total mondial de personnes souffrant de la faim. En outre, comme dans d'autres régions, les avantages de la croissance économique ne sont pas

également partagés, ce qui compromet le rythme de la réduction de la pauvreté. Les inégalités affectent de manière disproportionnée les femmes, les peuples autochtones et les minorités ethniques, et ont un impact sur l'accès à la terre, au crédit, à l'éducation, aux services de santé et à d'autres actifs productifs. La pauvreté est aussi un phénomène principalement rural, puisque 76% des pauvres de la région vivent dans les zones rurales.

Dans l'ensemble de l'Asie, du fait de la mondialisation, de l'expansion du capital, de la libéralisation des échanges et de la transformation du rapport milieu rural-milieu urbain, le secteur agroalimentaire a connu, depuis les années 1980, de profonds changements. Tout en contribuant directement à la réduction de la pauvreté, l'agriculture appuie aussi la croissance économique de manière indirecte par le biais de liaisons accrues avec le secteur agroalimentaire au sens large. Dans la plupart des pays, plus de la moitié du revenu rural provient d'emplois hors exploitation, comme les activités de transformation, de conditionnement et de distribution. L'agriculture est également responsable de la qualité et de l'ampleur des services environnementaux dont jouit la société dans son ensemble, et la recherche de filières plus durables et inclusives devient une des grandes priorités partout en Asie.

Le changement climatique continue d'exercer une pression sur le secteur des exploitations agricoles – et sur les petits exploitants en particulier. En outre, de

nombreux petits exploitants sont contraints de gérer des risques croissants, dans la production comme dans la commercialisation. Leur résilience pourrait être renforcée par un recours accru à la technologie de l'information et de la communication, ainsi que par un meilleur accès à l'assurance et au crédit.

Travaux et résultats en 2015

En 2015, notre programme de travail dans la région Asie et Pacifique a été principalement axé sur les secteurs suivants:

- adaptation au changement climatique;
- autonomisation des femmes et des hommes;
- accès au marché et finance rurale;
- reproduction à plus grande échelle de nouvelles technologies.

Adaptation au changement climatique

Au Bhoutan, où les moyens d'existence de plus de 60% de la population dépendent de l'agriculture, on prévoit que le changement climatique aura des effets négatifs sur la disponibilité en eau et la fertilité du sol, et augmentera l'incidence des parasites et des maladies. Intervenant au cours de la phase initiale dans six districts du Sud et de l'Est, le FIDA a commencé à aider les communautés rurales dans le cadre d'un programme visant à renforcer la production agricole et à faire face plus efficacement aux chocs climatiques. Le programme aidera aussi les agriculteurs à passer d'une situation où les produits laitiers et les légumes qu'ils produisent sont principalement destinés à leur subsistance à une situation où ils pourront vendre leurs produits sur les marchés. En fin de compte, le programme vise à toucher près de 29 000 ménages de petits exploitants agricoles.

Aux Philippines, le FIDA appuie une activité visant à faire en sorte que les petits exploitants soient au centre de la stratégie d'action des pouvoirs publics, y compris pour les questions relatives au changement climatique, par le biais d'une initiative connue sous le nom de Salon des savoirs et de l'apprentissage – Participation à l'élaboration des politiques (KLMPE). Au mois de novembre, le neuvième atelier annuel du KLMPE a produit des recommandations qui doivent aider les petits exploitants à renforcer leur résilience face au changement climatique tout en augmentant leur pouvoir de marché. Dans le cadre de cette manifestation, les exposants, les paysans et les praticiens du développement venus de différentes régions du pays ont présenté leurs meilleures pratiques en matière d'agriculture familiale et de plaidoyer en faveur des petits exploitants.

Avec l'appui de l'ASAP, la région a commencé à intégrer de manière plus systématique les considérations relatives au changement climatique

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 66 programmes et projets en cours à la fin de 2015, en partenariat avec 21 gouvernements bénéficiaires dans la région;
- 2 142,2 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 552,2 millions d'USD approuvé en 2015 pour 14 nouveaux programmes et projets en Afghanistan, au Bangladesh, au Bhoutan, en Chine, aux Fidji, aux Îles Salomon, en Inde, en Indonésie, au Myanmar, au Népal, au Pakistan, aux Philippines (2 projets) et à Sri Lanka, et pour un financement additionnel accordé à des projets en cours au Bangladesh, au Cambodge, en Inde, au Pakistan, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam;
- 1 nouveau programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour Sri Lanka.

dans les projets de gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Au cours de l'année 2015, des dons d'un montant de 10,0 millions d'USD ont été approuvés au titre de l'ASAP, portant à 67,1 millions d'USD, à la fin de l'année, la valeur totale du financement de l'ASAP dans la région. Au Cambodge, par exemple, le FIDA a aidé les petits exploitants agricoles à tirer parti des débouchés offerts sur le marché, à renforcer leur résilience face au changement climatique et à d'autres chocs, et à obtenir un meilleur accès aux services.

Au Bangladesh, les fonds octroyés par l'ASAP ont été intégrés à un projet conduit dans le lointain Nord-Est, une zone de basse altitude complètement inondée jusqu'à six mois par an. Outre la collaboration avec les communautés pour protéger l'infrastructure des dégâts des inondations, le projet a commencé à installer un système d'alerte précoce qui permettra aux paysans de récolter la plus grande partie possible de leur production avant que l'inondation n'atteigne leurs parcelles.

Outre les fonds de l'ASAP qu'il mobilise, le FIDA intègre également le financement du FEM pour renforcer sa réaction au changement climatique dans la région. À la fin de l'année, la valeur totale du financement du FEM était de 2,2 millions d'USD. En Mongolie, 60 groupements d'éleveurs, travaillant avec un projet appuyé par le FIDA et le FEM, ont élaboré des plans de gestion des terres en vue de renforcer leur résilience face au changement climatique. Les ménages d'éleveurs obtiennent aussi un meilleur accès aux services financiers et à la formation. Ainsi, quelque

250 groupes de femmes ont acquis des compétences en matière de gestion, apprenant par exemple à préparer des plans d'activité, à demander des prêts et à gérer des coopératives. Elles ont aussi reçu une formation technique à des activités telles que la couture, l'artisanat, la broderie et la transformation du feutre, des légumes et du lait.

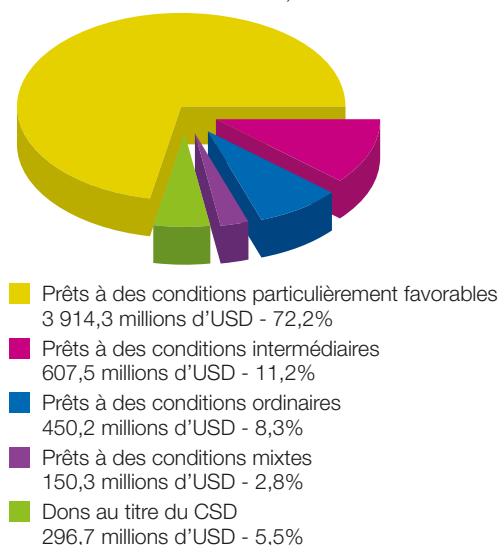
Autonomisation des femmes et des hommes

Partout dans la région, le FIDA appuie l'autonomisation économique et sociale, en particulier celle des femmes, en mettant en œuvre des stratégies telles que la microfinance, les groupes d'épargne et de crédit, le développement de petites et de microentreprises, et le renforcement des capacités.

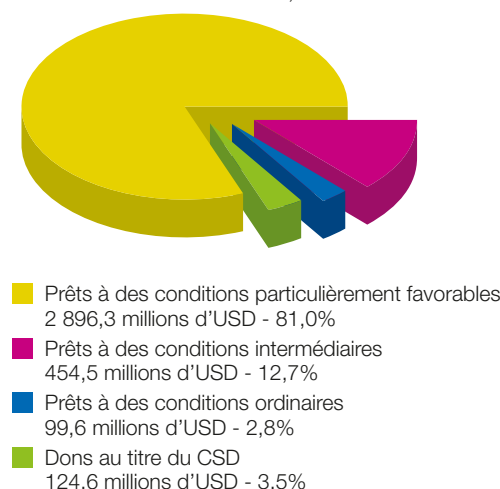
En Inde, le Programme d'autonomisation des femmes rurales (Tejaswini) conduit dans l'État de Maharashtra a reçu en 2015 un Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes, récompensant son travail sur diverses formes d'autonomisation et d'inclusion financière. Plus de 75 000 groupes d'auto-assistance en matière d'épargne et de crédit ont été constitués, réunissant plus de un million de femmes. Des comités villageois et des centres de ressources communautaires abordent les questions sociales et encouragent les approches fondées sur les filières et les partenariats avec des prestataires de services financiers. Le programme fait également participer les hommes à l'examen des questions d'inégalité entre les sexes, avec notamment la prévention des violences domestiques et du mariage des enfants, et en encourageant la propriété conjointe.

ASIE ET PACIFIQUE

GRAPHIQUE 3a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2015^a
Sur un montant total de 5 418,9 millions d'USD



GRAPHIQUE 3b
Décaissement des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2015^a
Sur un montant total de 3 575,0 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Dans les provinces de Ha Tinh et Quang Binh, au Viet Nam, le FIDA cible les ménages ruraux vulnérables, notamment ceux comprenant des membres non qualifiés et chômeurs, les minorités ethniques et les paysans sans terre. Parmi les réalisations récentes, on relève l'autonomisation des ruraux pauvres, femmes et hommes, qui ont pu participer à la prise de décisions au niveau communautaire et renforcer leur accès aux marchés.

En Indonésie, le FIDA intervient dans cinq districts de la région centrale de Sulawesi pour renforcer les capacités des communautés rurales et accroître la productivité agricole. Dans le cadre de l'un des premiers partenariats public-privé dans le secteur agricole du pays, la société Mars, Inc. – société internationale du secteur du chocolat – a apporté un appui technique aux producteurs de cacao et a formé des "docteurs du cacao" comme sources de savoirs sur les nouvelles techniques agricoles à la disposition de leurs pairs.

La production de cacao a augmenté de plus de 190%, ce qui a considérablement accru les revenus des paysans participants et en a convaincu d'autres de conserver leurs plantations de cacao et d'y investir. Compte tenu du succès du programme, le Gouvernement indonésien prévoit de reproduire ce modèle à plus grande échelle dans toute l'île de Sulawesi, l'une des principales zones de production de cacao du pays.

Accès au marché et finance rurale

Tandis que la mondialisation continue de transformer les marchés agricoles dans la région Asie et Pacifique, les petits exploitants et les producteurs familiaux peuvent lutter pour avoir accès aux débouchés émergents. En réponse, le FIDA renforce les filières et offre un accès à la formation, ainsi qu'aux intrants tels que les engrais et les semences. Nous développons aussi l'accès aux services financiers essentiels, et nous facilitons, pour les migrants, les envois de fonds à leurs familles.

Selon des résultats relatifs à 2015, près de un million de personnes ont obtenu un accès aux services financiers ruraux, particulièrement nécessaires dans la région, soit par le biais d'institutions formelles de microfinance, soit par l'intermédiaire de groupes d'auto-assistance. En outre, près de 180 000 bénéficiaires ont obtenu un appui pour la création et le fonctionnement de groupes de commercialisation; 77 000 personnes ont été formées aux techniques de post-production et de transformation, et plus de 1 300 kilomètres de routes d'accès aux marchés ont été construits ou remis en état.

Reproduction à plus grande échelle de nouvelles technologies

Au cours des dernières années, le FIDA s'est attaché à transposer les résultats de projets réussis au sein d'une communauté et à les appliquer à plus grande échelle dans un pays ou une région, voire au-delà. Les processus de partage des savoirs ou d'élargissement de la portée vont de l'utilisation des approches traditionnelles, comme l'apprentissage par les pairs, à l'expansion de la portée par le recours aux nouvelles technologies.

Au Népal, dans le cadre de l'approche plus générale de l'amélioration des rendements agricoles dans les petites exploitations rurales, le FIDA, Intel et la société Grameen Intel Social Business Ltd. œuvrent de concert pour promouvoir l'"e-agriculture". Les entrepreneurs ayant accès à un ordinateur portable ou des dispositifs informatiques mobiles utilisent des logiciels spécialisés pour effectuer des tests à distance de la qualité du sol, de la germination des semences et de l'application des pesticides. Grâce à ce logiciel, qui a été traduit dans les langues locales, ils peuvent recommander l'adoption, par les paysans, de semences ou d'engrais particuliers appropriés à la chimie du sol. En 2015, cette approche a fait l'objet d'essais pilotes au Népal, et les résultats obtenus ont été partagés avec un projet du même type financé par le FIDA, focalisé sur le développement agricole et l'autonomisation économique au Cambodge.

Le même projet, au Cambodge, travaille en partenariat avec le FEM pour promouvoir les technologies d'énergie renouvelable comme alternative à l'utilisation des ressources de la biomasse ou du kérosène, tous deux nuisibles à la santé. En outre, afin de réduire le déboisement et la dégradation des terres, l'énergie solaire et d'autres sources renouvelables seront utilisées pour faire fonctionner de petits périmètres d'irrigation. Ces interventions amélioreront l'efficacité de l'usage de l'eau pour produire des légumes de contre-saison de grande valeur.

Récit recueilli sur le terrain

Donner un avenir aux familles de pêcheurs pauvres en Indonésie

Il n'y a pas si longtemps, Ratna Sari Dewi Bani restait au foyer et s'occupait de son mari et de ses deux enfants, dans une communauté côtière de Macassar, en Indonésie. Le revenu des activités de pêche de son mari suffisait à peine à couvrir les besoins fondamentaux du ménage. La famille de Ratna Sari Dewi Bani était parmi les huit millions environ de familles de pêcheurs vivant, dans le pays, dans une situation d'extrême pauvreté.

Leurs vies se sont améliorées lorsque Ratna Sari Dewi Bani a rejoint le Projet de développement des communautés côtières (CCDP), appuyé par le FIDA et intervenant auprès de 70 000 ménages de pêcheurs dans des zones de forte pauvreté de l'est de l'Indonésie.

Aujourd'hui, Ratna Sari Dewi Bani est une entrepreneure bien établie. Grâce à un prêt et un appui technique du projet, elle et d'autres membres de son groupe ont créé une petite entreprise de transformation qui produit du fish floss (un produit dérivé du poisson séché), des croquettes de poisson et des crackers au poisson.

“Avant de lancer notre entreprise, je produisais habituellement entre cinq et dix kilos de *fish floss* par mois”, dit-elle. “Aujourd'hui, je dirige un groupe d'entrepreneures et je gagne 200 USD par mois.”

Les femmes qui constituent ce groupe n'avaient auparavant que peu ou pas de possibilités de gagner de l'argent. Aujourd'hui, elles transforment ensemble le poisson. Les revenus des participantes au projet ont augmenté, en moyenne, de près de 60%. Une partie des bénéfices est réinvestie dans l'entreprise, et le reste est partagé entre les membres du groupe.

Au moins 200 nouveaux groupes de transformation semblables à celui de Ratna Sari Dewi Bani sont actifs aujourd'hui. Ils constituent l'un des éléments de l'approche du CCDP, qui autonomise les communautés afin qu'elles puissent participer à la planification et l'exécution d'activités qui augmentent les revenus et les moyens d'existence possibles. Le projet renforce aussi la capacité des groupes de gérer les ressources côtières, y compris par le suivi des prises, la réhabilitation des mangroves et l'écotourisme.

À mi-parcours dans l'exécution du projet, des familles de 108 villages participent à des activités du même ordre dans 12 districts de l'est de l'Indonésie – une vaste zone s'étendant sur trois fuseaux horaires.

Les résultats contenus dans le rapport 2015 montrent que le bien-être des ménages s'est considérablement amélioré depuis 2013. De plus nombreuses personnes ont diversifié leurs revenus, leurs actifs et leur épargne, et emploient d'autres personnes, contribuant ainsi à la croissance économique d'ensemble. La sécurité alimentaire est accrue, la base de ressources naturelles est améliorée, et la dépendance est moindre à l'égard des prêteurs. En 2016, les activités du projet seront étendues à 72 villages supplémentaires.

Ratna Sari Dewi Bani (à droite) au travail avec des membres de son groupe de transformation du poisson
Indonésie: Projet de développement des communautés côtières
©FIDA/Susan Beccio



Amérique latine et Caraïbes

33 pays: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du).

Vue d'ensemble

La croissance économique de la région Amérique latine et Caraïbes s'est ralentie en 2014, passant de 2,7% en 2013 à 0,9%. Exception faite de la récession de 2009, ce taux de croissance annuelle est le plus faible enregistré dans la région depuis 13 ans. Les chiffres masquent toutefois de fortes différences sous-régionales. En Amérique du Sud, la croissance a été pratiquement nulle, tandis qu'en Amérique centrale et aux Caraïbes l'économie était en expansion. Selon les prévisions, la croissance de 2015 devrait encore fléchir pour tomber à environ 0,4%.

Les niveaux de pauvreté sont en recul dans la région depuis 2000, mais le rythme de cette diminution s'est récemment ralenti. Si l'on y ajoute la croissance démographique, cela signifie que le nombre réel de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté ces dernières années.

Les statistiques pour l'année 2013 montrent qu'environ 28% de la population – 165 millions de personnes – vivent dans la pauvreté, et que 11,7% – 69 millions – sont considérées comme extrêmement pauvres. Les taux de pauvreté des zones rurales demeurent sensiblement supérieurs à ceux des centres urbains. Les statistiques montrent aussi que les femmes constituent la grande majorité des pauvres de la région. Les transferts monétaires soumis à conditions et les programmes de protection sociale continuent de jouer un rôle dans la réduction du nombre de pauvres.

La région prise dans son ensemble a atteint les cibles de l'OMD1 relatives à la faim et la pauvreté, réduisant de plus de moitié, entre 1990 et 2015, le pourcentage de personnes souffrant de la faim et de la pauvreté.

Malgré des améliorations récentes, les inégalités demeurent, en Amérique latine, à des niveaux parmi les plus élevés au monde. La région est caractérisée par une répartition nettement inégale des actifs, des possibilités et des droits. Surmonter l'inégalité dans ses multiples dimensions constitue un défi de première importance, et est essentiel pour parvenir à une croissance économique robuste et inclusive.

L'agriculture familiale est une activité économique importante dans l'ensemble de la région. Depuis le début du millénaire, la demande de produits agricoles a fortement augmenté. L'accès à de nouveaux marchés en Chine, en Inde et dans des pays de diverses régions d'Afrique, combiné à la hausse des prix sur les marchés internationaux, a créé un contexte favorable à l'investissement et à l'expansion du secteur agroalimentaire. Un effort concerté s'impose pour s'assurer que les personnes pauvres et marginalisées de la région ne sont pas exclues des avantages de la croissance économique dans les zones rurales.

Travaux et résultats en 2015

En 2015, notre programme de travail dans la région Amérique latine et Caraïbes a été principalement axé sur les secteurs suivants:

- autonomisation des femmes et de la jeunesse;
- accès au marché;
- innovation, gestion des savoirs, et coopération Sud-Sud et triangulaire;
- promotion de l'agriculture familiale par le biais de la concertation sur les politiques;
- reproduction à plus grande échelle.

Autonomisation des femmes et de la jeunesse

L'augmentation des revenus et le renforcement des capacités des femmes et des jeunes dans les zones rurales figurent parmi les priorités du FIDA dans cette région, comme dans les autres. Au Belize, un programme de finance rurale a reçu en 2015 un Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes, récompensant le travail accompli pour assurer aux femmes l'égalité d'accès aux services financiers. Un module de formation préfinancière constitue pour les femmes une initiation de base aux questions financières et les encourage à adhérer aux caisses de crédit mutuel.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 36 programmes et projets en cours à la fin de 2015, en partenariat avec 20 gouvernements bénéficiaires dans la région;
- 535,8 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 116,6 millions d'USD approuvé en 2015 pour 7 nouveaux programmes et projets en Argentine, en Bolivie, en El Salvador, en Équateur, au Mexique, au Paraguay et au Venezuela;
- 3 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR) pour la Bolivie, El Salvador et le Paraguay.

Depuis 2011, les caisses de crédit mutuel ont accordé plus de 2 800 prêts, dont 60% à des femmes, d'une valeur d'environ 2,7 millions d'USD.

En Colombie, un programme récemment clôturé s'était attaché à cultiver la créativité et l'esprit d'initiative chez les jeunes pour les aider à trouver un emploi et à lancer des entreprises. Connu localement sous le nom de Oportunidades Rurales, le projet ciblait les peuples autochtones, les Colombiens d'ascendance africaine et les jeunes. Il a fourni une formation, une assistance technique et des services commerciaux et financiers, et a utilisé la formule des concours pour encourager la participation. Les bénéficiaires potentiels devaient gagner des fonds de démarrage dans le cadre de concours dont les juges étaient des microentrepreneurs expérimentés.

Le projet a touché environ 47 000 familles propriétaires de petites entreprises – dont 40% dirigées par des femmes. Le gouvernement intègre désormais le programme Oportunidades Rurales dans le cadre des opérations ordinaires du Ministère de l'agriculture, et lui a affecté un budget annuel de 20,0 millions d'USD, investissant en un an l'équivalent du prêt du FIDA pour un programme quinquennal.

Accès au marché

Le renforcement de l'accès des petits producteurs aux marchés enclenche un cycle vertueux dans les zones rurales, avec une augmentation de la production et des quantités commercialisées, une hausse des

revenus, une prospérité accrue des familles et des communautés florissantes.

Un projet de filière et d'accès au marché appuyé par le FIDA, au Nicaragua, intervient aux côtés des paysans dans trois des départements les plus pauvres du pays afin de renforcer les liaisons avec les marchés et d'accroître les revenus. Le projet a appuyé 57 000 bénéficiaires – dont 46% de femmes – en les reliant aux filières commerciales. Il a également favorisé une hausse générale des salaires et de la productivité, et créé plus de 5 900 emplois. Il a en outre renforcé la capacité de gestion de plus de 360 organisations de producteurs.

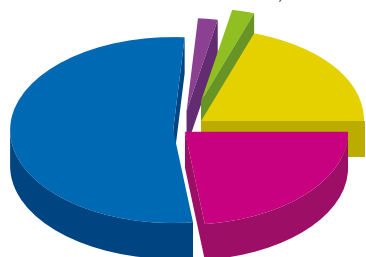
Face à une déforestation croissante dans les États du sud du Mexique, le FIDA collabore avec la Commission nationale mexicaine des forêts et avec le FEM pour aider les communautés à établir des moyens d'existence durables en liaison avec les marchés et pour protéger les ressources naturelles. L'écotourisme en constitue un exemple, où les touristes deviennent un marché naturel pour les artisans qui leur vendent des produits traditionnels. Avec l'appui du FIDA, les femmes locales ressuscitent l'art traditionnel de production de la soie. Le projet contribue aussi à la création de nouveaux systèmes de foresterie durable et de piégeage du carbone. Il vise à toucher 18 000 familles dans les régions de Campeche, d'Oaxaca et du Chiapas.

En Argentine, un projet de développement rural appuyé par le FIDA en Patagonie et clôturé à la fin de 2014 a permis à plus de 11 000 familles d'établir

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

GRAPHIQUE 4a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2015^a

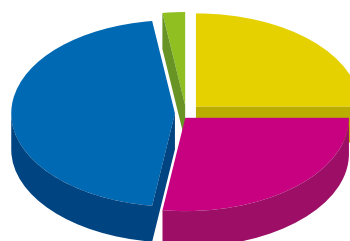
Sur un montant total de 2 128,9 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
411,4 millions d'USD - 19,3%
- Prêts à des conditions intermédiaires
488,0 millions d'USD - 22,9%
- Prêts à des conditions ordinaires
1 146,1 millions d'USD - 53,8%
- Prêts à des conditions mixtes
32,2 millions d'USD - 1,5%
- Dons au titre du CSD
51,2 millions d'USD - 2,4%

GRAPHIQUE 4b
Décaissement des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2015^a

Sur un montant total de 1 517,4 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
381,8 millions d'USD - 25,2%
- Prêts à des conditions intermédiaires
412,2 millions d'USD - 27,2%
- Prêts à des conditions ordinaires
694,2 millions d'USD - 45,8%
- Dons au titre du CSD
29,2 millions d'USD - 1,9%

^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

des liaisons avec les marchés et de développer leurs actifs productifs. La proportion de biens produits et ensuite commercialisés est passée de 57% à 71%. Il est important de noter que près d'un tiers de cette production était transformée, apportant une valeur ajoutée au producteur.

Au Honduras, une coopérative féminine de transformation des noix de cajou a accru sa production de 50% avec l'appui du FIDA. La Cooperativa Regional de Producción Agropecuaria La Sureñita est rattachée à une filière comprenant des producteurs, des transformateurs et des vendeurs de noix de cajou sur les marchés national et international, principalement en Allemagne.

Innovation, gestion des savoirs, et coopération Sud-Sud et triangulaire

Les activités hors prêts telles que l'innovation, la gestion des savoirs et la coopération Sud-Sud apportent une contribution significative à la transformation du monde rural. Elles constituent d'importants éléments du portefeuille du FIDA dans la région, et nous permettent de plaider en faveur des producteurs familiaux et d'appuyer, de diverses manières, le développement rural.

Les innovations consistent, entre autres, en de nouvelles approches des défis concrets, et en de nouvelles manières de s'engager aux côtés des participants au projet et des parties prenantes locales. Au Mexique, par exemple, le partenariat du FIDA avec le plus important programme gouvernemental de transferts monétaires – Prospera – a conduit à la conception d'un programme pilote innovant qui aide les bénéficiaires de ces transferts à améliorer leurs moyens d'existence.

En République dominicaine, la stratégie actuelle du FIDA comprend plusieurs éléments innovants, notamment une approche sensible à l'égalité entre les sexes et rattachant les zones rurales aux circuits touristiques. Une stratégie détaillée de finance rurale est aussi en cours d'élaboration, sur la base d'une combinaison de prêts, de dons de contrepartie et de mécanismes pilotes de partage du risque.

La gestion efficace des savoirs garantit le partage des nouveaux apprentissages et expériences, et sert de moteur aux innovations réussies. En février, en El Salvador, un important groupe de jeunes ruraux a participé à un "itinéraire d'apprentissage" – une forme de gestion des savoirs en immersion totale, dans laquelle les participants voyagent et apprennent ensemble. Quarante jeunes, femmes et hommes, y ont participé, en compagnie de personnel technique

d'institutions de développement rural de plusieurs pays: Belize, Brésil, El Salvador, Haïti, Honduras, Nicaragua et Venezuela.

Le FIDA appuie le recours aux activités de coopération Sud-Sud et triangulaire pour recenser, fournir et exécuter des solutions à des défis courants en matière de développement. Au Brésil, le Marché des innovations agricoles, cofinancé par un don du FIDA, a mis à la disposition des petits exploitants agricoles du Brésil, de dix autres pays de la région et de 12 pays africains des technologies testées par la Société brésilienne de recherche agricole (Embrapa) – la principale agence nationale de recherche agricole. Compte tenu du succès du premier don, un second don a été approuvé; il mettra l'accent sur la reproduction et l'adaptation de la technologie, et sur l'apprentissage et le partage des savoirs entre Embrapa, les organisations participantes et les bénéficiaires.

Promotion de l'agriculture familiale par le biais de la concertation sur les politiques

Comme indiqué dans la vue d'ensemble, l'agriculture familiale constitue une importante activité économique dans la région. Le FIDA a entrepris une concertation à long terme sur les politiques avec les gouvernements et les organismes régionaux, afin de promouvoir l'agriculture familiale et de faire en sorte que les producteurs pauvres des zones rurales, où la pauvreté est enracinée, soient traités sur un pied d'égalité. L'expérience a montré qu'une concertation effective sur les politiques – allant au-delà des ministères de l'agriculture pour inclure d'autres parties prenantes clés, publiques ou non – joue un rôle important dans la performance du projet.

Au Nicaragua, par exemple, des interventions de développement alternatif soutenues par deux projets appuyés par le FIDA ont influencé les politiques publiques à l'échelle nationale. Un projet de filière est devenu un modèle pour la promotion de l'adaptation au changement climatique, et a été étendu de 3 à 12 départements. Au Guyana, le FIDA a contribué à l'évolution de la politique relative à la gestion de l'eau, dont l'importance pour le pays est capitale. À la Grenade, le gouvernement a adopté l'approche du FIDA en matière d'égalité entre les sexes.

Reproduction à plus grande échelle

Pour le FIDA, la reproduction à plus grande échelle consiste à étendre, adapter et appuyer les politiques, programmes et savoirs couronnés de succès, afin de mobiliser des ressources et des partenaires en vue de

Récit recueilli sur le terrain

Semer les germes de la bonne vie en Équateur

L'achiote est un condiment préparé à partir des graines rouges de l'arbuste *Bixa orellana*. Les populations d'Amérique latine l'utilisent depuis longtemps, dans les plats traditionnels et comme teinture. Il est très recherché aujourd'hui sur le plan international comme colorant alimentaire industriel pour les fromages, les amuse-gueules et les saucisses.

La municipalité 24 de Mayo, dans la province de Manabí, en Équateur, était jadis un important producteur d'achiote, mais les rendements ont décliné au fil des ans. Maintenant, avec l'aide du Programme d'appui aux territoires ruraux Buen Vivir (Bien vivre), soutenu par le FIDA, la communauté relance l'activité liée à l'achiote.

Depuis 2014, le Centre de gestion communautaire de San Jacinto de la Mocora Grande – une association de producteurs locaux regroupant 99 familles – a formé dix jeunes comme agents de vulgarisation. Ces jeunes ont ensuite commencé à enseigner aux petits exploitants comment utiliser les engrais organiques et la lutte biologique contre les ravageurs pour améliorer la qualité et la quantité de la production d'achiote.

En conséquence, 400 ménages ont amélioré leurs rendements. Certains ont doublé leur productivité, passant de 15 à 30 quintaux/hectare. Leur revenu mensuel moyen est passé de 175 USD à plus de 280 USD.

Ils ont, parallèlement, créé l'ASOAM – une entreprise commerciale qui vend de l'achiote et des produits dérivés – et construit une usine de transformation. Ils ont fixé à 80 USD le prix du quintal (environ 46 kilos) d'achiote, ce qui laisse aux paysans une marge bénéficiaire de 50%. Auparavant, les agriculteurs

étaient obligés de passer par des intermédiaires pour écouler leur production.

“Les intermédiaires avaient l'habitude de nous escroquer, non seulement sur le prix mais aussi sur le poids de la marchandise”, déclare Victor Bailes, un ingénieur travaillant pour l'ASOAM.

“Les paysans ne réalisaient aucun bénéfice, ce qui a conduit au recul de la production. Fort heureusement, tout cela appartient à l'histoire.”

Le groupe vend maintenant de l'achiote à de grandes sociétés comme La Fabril, l'un des principaux producteurs d'huile de cuisson et de condiments de l'Équateur.

Les 99 familles ne représentent qu'une faible proportion de ceux qui bénéficient de l'appui du programme Buen Vivir, qui s'étend sur neuf provinces. Les personnes engagées dans plus de 160 initiatives de moindre importance au titre du programme ont mis en place des systèmes d'irrigation, des prairies améliorées pour le bétail, et ont construit des installations de transformation pour les haricots, le maïs et le café. Exactement à mi-parcours de l'exécution du programme, plus de 12 000 familles en ont déjà tiré profit.

Juan Ponce, l'un des jeunes travaillant dans l'installation de transformation de l'ASOAM, tient une grappe de fruits d'achiote Équateur: Programme d'appui aux territoires ruraux Buen Vivir
©FIDA/Juan Ignacio Cortés Carrasbal



l'obtention de résultats plus significatifs pour un plus grand nombre d'habitants des zones rurales.

Le Pérou et le Venezuela offrent deux exemples remarquables d'une reproduction à plus grande échelle réussie dans la région. Le FIDA coopère depuis 20 ans avec le Gouvernement péruvien pour agrandir l'échelle des investissements consacrés au développement agricole et rural dans les zones pauvres des Andes. Maintenant, les résultats préliminaires du Projet de renforcement des marchés et de diversification des moyens d'existence dans la sierra méridionale – Phase II montrent une continuation du succès en termes d'accroissement des revenus et d'amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire dans la zone du projet.

Au Venezuela, la seconde phase d'un projet réalisé dans les zones semi-arides a fait fond sur les réalisations de la première phase pour réduire de 42% les taux de pauvreté. Intervenant aux côtés des petits producteurs dans des zones peu hospitalières, où la gestion de l'eau est un problème majeur, le projet a construit ou réparé plus de 100 systèmes d'approvisionnement en eau. En conséquence, on a pu observer des économies d'eau allant jusqu'à 60%, une augmentation de la production de légumes et une amélioration de l'état du sol. À la clôture du projet, en 2014, 66 entreprises avaient été créées par des jeunes, et près de la moitié de ces jeunes entrepreneurs étaient des femmes. L'expansion des possibilités d'emploi pour les jeunes dans la zone du projet a été l'un des facteurs clés de son succès.

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

24 pays et Gaza et la Cisjordanie: Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Djibouti, Égypte, Géorgie, Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Liban, Maroc, Monténégro, Ouzbékistan, République arabe syrienne, République de Moldova, Somalie, Soudan, Tadjikistan, Tunisie, Turquie et Yémen

Vue d'ensemble

Les pays couverts par la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe du FIDA font face, sur le plan du développement, à des défis de grande ampleur. La situation prolongée de conflit et d'instabilité politique qui affecte l'Iraq, la Libye, la Somalie, la République arabe syrienne et le Yémen entraîne de graves perturbations pour les vies et les moyens d'existence des populations du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. Au Yémen, près de 13 millions de personnes sont confrontées à une urgence alimentaire.

Le nombre de personnes sous-alimentées au Proche-Orient et en Afrique du Nord a doublé au cours des 25 dernières années, passant de 16,5 millions à 33 millions. Les prévisions relatives à la croissance économique de l'ensemble de la région font état d'un ralentissement d'environ 3% en 2016, imputable à la situation de conflit, à la faiblesse des cours du pétrole et à la lenteur des réformes structurelles.

Selon les données récentes du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le conflit en République arabe syrienne a contraint, à lui seul, plus de 11 millions de personnes à quitter leur maison, et plus de 4 millions d'entre elles ont cherché refuge en Égypte, en Iraq, en Jordanie, au Liban et en Turquie. Ces soudaines augmentations de la population – 23,5% pour le Liban et près de

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 36 programmes et projets en cours à la fin de 2015, en partenariat avec 18 gouvernements bénéficiaires dans la région;
- 773,7 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 78,0 millions d'USD approuvé en 2015 pour 4 nouveaux programmes et projets en Bosnie-Herzégovine, en Ouzbékistan, au Tadjikistan et en Turquie.

10% pour la Jordanie – mettent à rude épreuve les ressources naturelles et la sécurité alimentaire de ces pays.

La situation de conflit a accru la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles, aggravant l'inégalité entre les sexes dans la région. Le taux de chômage de la jeunesse y est le plus élevé au monde: 29,5% en 2014, plus du double de la moyenne mondiale de 13%. Il est essentiel, pour l'équité et la stabilité sociales, de faire en sorte que les femmes et les hommes aient des emplois décents. L'investissement dans l'agriculture – qui est de deux à quatre fois plus efficace pour la réduction de la pauvreté que l'investissement dans d'autres secteurs – peut endiguer la migration de la main-d'œuvre en permettant aux jeunes ruraux de trouver du travail dans leurs régions d'origine.

Le changement climatique et la dégradation des ressources naturelles présentent d'autres défis. Les pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord ont la plus faible part par habitant des ressources mondiales disponibles en eau douce, et la plupart de leurs ressources en eau douce sont transfrontalières. Le changement climatique pourrait réduire de 30% à 50%, d'ici à 2050, les disponibilités en eau.

En Europe centrale et orientale et dans les nouveaux États indépendants, les pays effectuent lentement leur transition d'un système d'économie centralement planifiée à celui d'une économie de marché. Le fléchissement économique de la Fédération de Russie, déclenché par la chute des

prix du pétrole et les sanctions économiques, a des répercussions dans l'ensemble de l'Europe centrale et orientale et des nouveaux États indépendants. La baisse des revenus des exportations agricoles à destination de la Fédération de Russie, les dévaluations des monnaies et la contraction des envois de fonds touchent durement certains de ces pays.

Travaux et résultats en 2015

En 2015, notre programme de travail dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe a été principalement axé sur les secteurs suivants:

- gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique;
- productivité agricole et sécurité alimentaire;
- finance rurale et appui aux entrepreneurs;
- accès au marché et développement des filières;
- autonomisation des jeunes et des femmes.

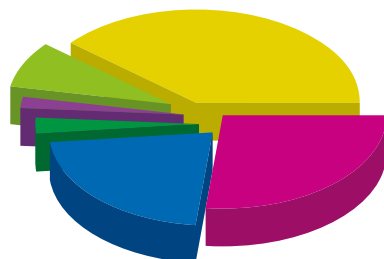
Gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique

Il est essentiel, pour pouvoir prendre des décisions et gérer le programme de pays de manière efficace, de disposer en temps opportun d'informations fiables sur les ressources naturelles et l'impact du changement climatique. Le FIDA promeut, dans plusieurs pays de la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe, un outil de cartographie terrestre pour améliorer le ciblage des projets.

PROCHE-ORIENT, AFRIQUE DU NORD ET EUROPE

GRAPHIQUE 5a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2015^a

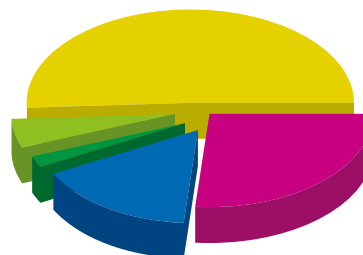
Sur un montant total de 2 477,3 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
979,0 millions d'USD - 39,5%
- Prêts à des conditions intermédiaires
665,0 millions d'USD - 26,8%
- Prêts à des conditions ordinaires
531,9 millions d'USD - 21,5%
- Prêts à des conditions durcies
59,1 millions d'USD - 2,4%
- Prêts à des conditions mixtes
48,2 millions d'USD - 1,9%
- Dons au titre du CSD
194,1 millions d'USD - 7,8%

GRAPHIQUE 5b
Décaissement des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2015^a

Sur un montant total de 1 674,7 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
862,2 millions d'USD - 51,5%
- Prêts à des conditions intermédiaires
439,8 millions d'USD - 26,3%
- Prêts à des conditions ordinaires
267,1 millions d'USD - 15,9%
- Prêts à des conditions durcies
25,0 millions d'USD - 1,5%
- Dons au titre du CSD
80,6 millions d'USD - 4,8%

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

À Djibouti, par exemple, des outils géospatiaux ont fourni une image plus précise des mangroves du pays, qui protègent les communautés côtières des risques climatiques. Cette information est exploitée par un projet qui cherche à renforcer la filière de la pêche à Djibouti par le biais de la réhabilitation des mangroves et des aires de reproduction du poisson, et à mettre à la disposition des communautés de pêcheurs du crédit pour l'acquisition de bateaux et d'équipement. Le but du FIDA est de faire en sorte que tous les pays de la région utilisent, d'ici à 2018, le système de cartographie géospatiale.

Le FIDA appuie la formation des petits exploitants agricoles à l'agriculture de conservation en République de Moldova, où sécheresses et inondations sont devenues fréquentes. Les techniques d'agriculture de conservation ont permis aux agriculteurs moldaves qui les appliquent d'accroître leurs rendements de 20% en moyenne et d'observer une amélioration de la qualité de leurs parcelles. La superficie cultivée suivant ces techniques est passée de 40 000 hectares en 2011 à 151 000 hectares en 2015. L'utilisation de machines pour le travail minimum du sol a réduit les coûts de production de 37% pour le maïs, de 7% pour l'orge d'hiver et de 8% pour le tournesol.

Outre les ressources de base du FIDA investies en 2015, des dons d'un montant de 5,0 millions d'USD ont été approuvés au titre de l'ASAP, portant à 45,2 millions d'USD la valeur totale du financement de l'ASAP dans la région. Des dons d'un montant de 32,1 millions d'USD ont aussi été approuvés au titre du FEM, portant à 68,2 millions d'USD la valeur totale du financement du FEM. Huit projets dans le cadre de l'ASAP et 15 projets dans le cadre du FEM sont en cours dans 13 pays, pour un investissement total de 113,4 millions d'USD consacré, dans la région, à l'environnement et au climat.

Productivité agricole et sécurité alimentaire

Il est essentiel de donner une impulsion à la productivité des cultures, de l'élevage et de la pêche pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle du nombre croissant de personnes souffrant de la faim dans la région.

Dans les provinces orientales de la Turquie, un projet appuyé par le FIDA intervient pour améliorer la production de bétail, de fruits et de légumes, et pour aider 42 000 petits producteurs à accroître leurs bénéfices. Plus de 700 agriculteurs des régions de Diyarbakir, Batman et Siirt cultivent maintenant des fraises sur des champs de blé en jachère et des terres inutilisées, qui ont été dotés de systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte. Ils gagnent 1 045 USD par 0,1 hectare – 30 fois plus que le revenu procuré par la culture de blé sur la même terre.

Au Tadjikistan, dans la région de Khatlon, le FIDA aide 22 400 ménages de paysans pauvres à avoir accès à des technologies agricoles améliorées, des intrants et une formation pour développer la production. Bien que les activités soient axées sur l'élevage, le projet aide aussi les agriculteurs à pratiquer des cultures vivrières, comme les fruits ou le quinoa, afin de diversifier leurs régimes alimentaires. Le pâturage en rotation a accru de 25% la production de lait, tandis que le poids moyen des ovins passait de 40 à 50 kilos, et le poids des bovins de 250 à 260-270 kilos.

Finance rurale et appui aux entrepreneurs

Le FIDA s'attache à rendre les services financiers plus accessibles et plus efficaces pour les communautés rurales. Au Soudan, des projets financés par le FIDA appuient trois modèles de microfinance: Initiative de microfinance de la Banque agricole du Soudan (ABSUMI), institutions faïtières appartenant à la communauté, et groupes d'épargne et de crédit.

Dans les régions du Grand Kordofan, de Sennar et du Butana, 36 000 personnes – en majorité des femmes – ont adhéré à près de 2 000 nouveaux groupes d'épargne et de crédit. L'épargne ainsi constituée atteint un total de 6,0 millions de SDG (près de 1,0 million d'USD) répartis sur 430 communautés. L'ABSUMI a octroyé 86 400 prêts, d'une valeur de 105,0 millions de SDG (près de 16,0 millions d'USD). Sur une période de huit ans, l'ABSUMI et d'autres projets financés par le FIDA dans le Kordofan ont contribué à réduire de 45% l'extrême pauvreté dans la zone du projet.

Un projet financé par le FIDA en Azerbaïdjan a amélioré l'accès des populations rurales pauvres aux services financiers. Le FIDA a noué un partenariat avec deux institutions de financement qui ont accordé des prêts individuels à plus de 100 emprunteurs, et plus de 2 600 prêts de groupe à plus de 10 300 emprunteurs, dont 68% de femmes. Les bénéficiaires de ces prêts ont utilisé les fonds pour investir dans la production animale (70%), la production commerciale de légumes et d'arbres fruitiers (29%) et une boulangerie. Ces activités, ainsi que d'autres composantes du projet, ont contribué à accroître de 30% les revenus des ménages, comme en témoigne l'étude d'impact finale. Tous les prêts ont été remboursés, et les paiements versés sur un fonds de crédit renouvelable géré par l'Agence d'État pour les crédits agricoles.

Accès au marché et développement des filières

Dans les zones rurales de la Bosnie-Herzégovine, la pauvreté est largement répandue et le chômage touche, en moyenne, 40% des jeunes. Le FIDA s'attache à associer un plus grand nombre de personnes – spécialement les femmes et les jeunes – aux filières du lait, des fruits et des légumes. Cette activité est axée sur le renforcement de la participation des producteurs au sein de 45 organisations paysannes. Elle se propose d'améliorer la capacité de commercialisation collective des producteurs et de promouvoir des relations plus équitables d'agriculture sous contrat avec le secteur privé.

Grâce aux dons de contrepartie mis à disposition par le projet, environ 6 000 producteurs ont été en mesure d'acquérir des planteuses de pommes de terre, des séchoirs à fruits, des serres, des chambres de refroidissement et des installations de pasteurisation du lait pour améliorer la production, l'entreposage et la transformation. Selon les prévisions, les agriculteurs devraient accroître leurs revenus de 40% sur trois ans.

Le programme de pays du FIDA au Maroc vise à réduire la pauvreté de 30% d'ici à 2030 et à améliorer les conditions de vie des populations rurales. L'approche pleinement participative suivie contribue à transformer les communautés rurales des zones montagneuses du pays, où la pauvreté est élevée, et qui n'ont qu'un accès limité à l'infrastructure, aux services et aux marchés.

L'investissement dans le développement du secteur agroalimentaire dans 17 communes éloignées de la province d'Al-Haouz a eu pour bénéficiaires, à ce jour, près de 33 000 ménages ruraux. En passant à des cultures à haute valeur commerciale et en intensifiant la production (principalement de pommes et d'olives), les agriculteurs ont obtenu un accroissement moyen de 30% de leurs rendements et de leurs revenus. Les membres du Conseil d'administration du FIDA ont visité le projet en 2015 pour en observer directement les réalisations.

La seconde phase de ce projet fait fond sur ces résultats tout en aidant le Gouvernement du Maroc à intégrer l'approche participative du développement des filières dans son Plan Maroc vert, qui expose la stratégie globale de développement agricole du

pays. Le FIDA plaide pour que les petits exploitants agricoles marocains, y compris les femmes et les jeunes chômeurs ruraux, demeurent au centre du développement dans le deuxième pilier du Plan.

Autonomisation des jeunes et des femmes

Un programme appuyé par un don du FIDA mobilise des approches innovantes en vue d'augmenter les possibilités d'emploi pour les personnes de 15 à 35 ans en Égypte, au Maroc, en Tunisie et au Yémen. Par l'intermédiaire de cette initiative, les institutions locales sont renforcées afin qu'elles puissent offrir des services d'épargne et de prêt, ainsi qu'une formation aux questions financières, à l'entrepreneuriat et à la gestion commerciale.

La banque Al Barid, au Maroc, a ouvert plus de 45 000 nouveaux comptes d'épargne pour les jeunes. En Égypte, plus de 580 groupes d'épargne ont été créés à l'intention des jeunes, et plus des deux tiers de leurs 7 800 membres sont des femmes. Le programme aide la Tunisie à mettre en place ses premiers prêts de démarrage pour des petites entreprises. Ces prêts sont conçus pour les jeunes ruraux qui cherchent à financer des activités commerciales dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la production de fruits et de légumes, et de l'artisanat. L'utilisation d'une application pour téléphone mobile aide les jeunes ruraux propriétaires de boutiques, en Tunisie, à surmonter les goulets d'étranglement avec les fournisseurs et les distributeurs et à établir des historiques formels des transactions et du crédit.

Appuyé par le FIDA, un programme de don pour la coopération Sud-Sud et triangulaire touche plus de 1 000 femmes et jeunes actifs dans le secteur de l'agriculture en Algérie, au Maroc, en Ouzbékistan et en Turquie. La Banque islamique de développement cofinance ce programme et élargira probablement ses opérations au Kirghizistan, au Soudan, au Tadjikistan et à la Tunisie. Les participants échangent des savoirs et partagent des solutions innovantes sur des questions telles que les cultures peu exigeantes en eau et l'élevage bovin pour accroître la production alimentaire et les revenus.

Récit recueilli sur le terrain

Financer les jeunes agriculteurs en République de Moldova

Les jeunes, femmes et hommes, des zones rurales de la République de Moldova mettent à profit les lignes de crédit avantageuses et les autres avantages que leur offre un projet appuyé par le FIDA.

Âgée de 19 ans, Anastasia Gilca est l'une des plus de 700 femmes qui ont contracté un emprunt. Elle gère maintenant les 3 hectares de sa propre plantation rentable de mûres. Suivant les conseils de sa mère, Anastasia Gilca a lancé son entreprise il y a deux ans. Lorsqu'elle a entendu parler du programme pour les jeunes entrepreneurs géré par le Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires, elle s'est inscrite à une formation en développement des entreprises, gestion financière et comptabilité.

Avec son premier prêt, Anastasia Gilca a acheté et installé un système d'irrigation au goutte-à-goutte, ce qui a doublé sa récolte et accru son revenu. Aujourd'hui, cette remarquable jeune femme emploie six personnes et possède son propre matériel – tracteur, motoculteur et tête de coupe. Elle loue également un véhicule réfrigéré pour le transport des mûres fraîches jusqu'à la capitale, Chisinau, où elle vend sa production à des magasins internationaux à succursales multiples et à des grossistes – notamment Linella, Fourchette et Metro.

Durant la saison des mûres, de juin à septembre, le kilo de baies se vend entre 40 et 60 leu moldoves (2-3 USD).

Le prochain objectif d'Anastasia Gilca est d'étendre son exploitation en plantant 6 hectares supplémentaires de mûres de ronce et en passant de la taille de

petite exploitation à celle d'exploitation commerciale. Elle prévoit aussi d'acheter un camion réfrigéré et de concevoir son propre nom de marque, son logo et son conditionnement.

“Quiconque veut lancer sa propre entreprise doit être très déterminé”, déclare-t-elle. “Vous devez être très travailleur, et vous ne pouvez pas permettre que les risques potentiels ou les réponses négatives de certaines personnes vous démoralisent.”

En 2015, le projet a reçu un Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes, récompensant son travail en faveur de l'autonomisation des femmes. Bien que les femmes ne représentent que 35% des personnes contractant un emprunt, la plupart des stagiaires dans les domaines de la gestion financière, de l'entrepreneuriat commercial et des techniques de production des légumes et du bétail sont des jeunes femmes. En outre, les entreprises des femmes obtiennent de meilleurs résultats que celles de leurs homologues masculins en termes de rentabilité et d'accumulation d'actifs. Les femmes sont de plus en plus nombreuses à occuper des fonctions de décision au sein des organes directeurs publics à l'échelon local, et plusieurs d'entre elles dirigent maintenant des périmètres d'irrigation.

Anastasia Gilca, une ambitieuse jeune agricultrice, prépare les mûres de sa plantation en vue de leur transport vers le marché République de Moldova: Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires

©FIDA/Igor Spivacenco





Principales initiatives et nouveaux programmes

Principales initiatives L'année de la décision

L'année 2015 a été capitale pour la communauté internationale du développement: elle était confrontée à l'expiration des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et elle souhaitait élaborer un nouvel ensemble universel d'objectifs de développement durable (ODD) et cherchait à résoudre la question du changement climatique. Le FIDA s'est associé à une série d'initiatives mondiales qui façonneront, au cours des prochaines années, le paysage du développement. Nous avons fait entendre avec succès les préoccupations et les intérêts des petits exploitants agricoles et d'autres membres des populations rurales dans le contexte du nouveau programme, et le FIDA a été distingué pour son rôle en faveur de l'investissement dans les populations rurales.

Le Programme 2030

Au mois de septembre, les dirigeants du monde ont adopté le Programme 2030 et ses 17 ODD mondiaux, parmi lesquels un objectif consacré à l'agriculture familiale. Au cours de la période précédant le sommet de septembre, le FIDA a participé activement à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est déroulée à Addis-Abeba au mois de juillet, et durant laquelle il a organisé plusieurs débats et manifestations parallèles de haut niveau, et y a participé. Les questions de l'inclusion financière, de l'investissement dans l'agriculture familiale et le secteur rural, et de l'appui aux petites et moyennes entreprises ont été mises en relief dans le document final de la conférence, le Programme d'action d'Addis-Abeba. Le document a distingué le FIDA et rendu hommage aux efforts que nous menons dans la mobilisation d'investissements qui "permettent aux populations des zones rurales vivant dans la pauvreté d'améliorer leur sécurité alimentaire, leur nutrition et leurs revenus et de renforcer leur résilience". Le document affirme, en outre, que le développement rural peut générer d'"importants avantages en relation avec tous les objectifs de développement durable". Le FIDA a

également coprésidé le groupe de travail sur les cibles et les politiques en rapport avec l'augmentation de la productivité et des revenus des petits exploitants, l'un des piliers fondamentaux de l'initiative "Défi Faim zéro" lancée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Le cinquième Cadre stratégique du FIDA, élaboré en 2015, est cohérent avec la contribution du Fonds au Programme 2030. Le Cadre stratégique présente l'objectif général, les principes d'action, les objectifs stratégiques, les effets et les piliers pour l'obtention des résultats qui guideront les opérations du FIDA durant la période 2016-2025, et situe le FIDA au sein du contexte mondial en mutation. Les quatre piliers qui sous-tendent l'action menée par le FIDA pour obtenir des résultats en matière de développement sont les suivants: les programmes de pays; l'acquisition et la diffusion des savoirs, et la participation à l'élaboration des politiques; la capacité et les instruments financiers; et les fonctions, services et systèmes institutionnels.

Le changement climatique et la COP21

Les enfants, les femmes et les hommes des zones rurales représentent plus de 70% des populations les plus pauvres et les plus sous-alimentées du monde, et dépendent, pour la plupart d'entre eux, de l'agriculture familiale pour leurs moyens d'existence et de subsistance. Ils sont aussi extrêmement vulnérables au changement climatique. En décembre, le FIDA a présenté, à Paris, le point de vue des petits exploitants agricoles à la vingt et unième session de la Conférence des Parties (COP21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), insistant pour que soit reconnue, dans l'accord sur le changement climatique, l'importance de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Il a aussi lancé, à l'occasion de la COP, sa publication *L'avantage de mettre en place des politiques: Prendre en compte les priorités des petits exploitants en matière d'adaptation*, dans laquelle il attire l'attention sur l'importance d'associer les petits exploitants à la formulation des réponses, en termes de politiques, au changement climatique

et sur la nécessité de faire parvenir davantage de financement climat aux populations rurales. Une manifestation a été organisée pour mettre en évidence l'impact des programmes de recherche appliquée utiles aux pauvres dirigés par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) sur l'adaptation des petits exploitants et sur l'atténuation des effets du changement climatique. Ces programmes ont été financés par des fonds de la Commission européenne gérés par le FIDA, et dont le total, depuis 2007, s'élève à 233 millions d'EUR. Le FIDA a apporté une contribution de 12 millions d'EUR à titre de cofinancement pour des programmes définis, conçus et financés conjointement avec la Commission européenne.

Au cours de l'année 2015, le FIDA a poursuivi la mise en œuvre de son plan d'intégration des questions climatiques dans l'ensemble de son portefeuille. La République de Corée est devenue le neuvième pays contributeur au Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), dont le financement total a dépassé 366,0 millions d'USD. En juin, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a lancé les programmes pilotes fondés sur une approche intégrée, qui visent à promouvoir la gestion et la résilience durables des écosystèmes et de leurs différents services (terre, eau, biodiversité, forêts) comme moyen de lutter contre l'insécurité alimentaire. Le FIDA sera le chef de file de ces programmes et exécutera sept des 12 projets prévus.

Le FIDA mesure ses propres émissions de gaz à effet de serre et en rend compte, conformément au cadre général des Nations Unies. Grâce à la réduction de sa consommation d'énergie, au recours aux téléconférences à la place des déplacements professionnels et à l'acquisition d'énergie certifiée renouvelable, les émissions de CO₂ du FIDA sont tombées de 5 579 tonnes à 3 930 tonnes entre 2010 et 2014. Conformément au cadre général agréé des Nations Unies, le FIDA a compensé ses émissions restantes pour 2013 et 2014 par l'intermédiaire du Fonds pour l'adaptation de la CCNUCC. À la COP21, à Paris, le FIDA a été cité parmi les institutions des Nations Unies climatiquement neutres. Nous sommes devenus, en août, la première entité des Nations Unies à se voir attribuer une certification platine dans la catégorie "Bâtiments existants: fonctionnement et maintenance" par le programme de certification Leadership in Energy and Environmental Design (LEED) (voir page 62).

Expo Milano

Coïncidant avec le point culminant des travaux visant à définir un nouveau programme de développement, l'Expo Milano 2015 a focalisé l'attention mondiale

sur les défis relatifs à l'alimentation et aux ressources naturelles. La participation du FIDA à l'Expo avait pour principal objectif de donner une visibilité accrue au rôle que jouent l'agriculture familiale et les petits exploitants agricoles dans la production durable de nourriture pour les habitants de la planète, aujourd'hui et à l'avenir. Le FIDA a partagé ses expériences et ses points de vue par le biais de quelque 120 produits de communication présentés dans 18 espaces spécifiques des Nations Unies répartis sur l'ensemble du site de l'Expo, et par la participation à une trentaine de manifestations.

En juin, agissant en coordination avec la Banque mondiale et la Commission européenne, le FIDA a organisé le cinquième Forum mondial sur les envois de fonds et le développement (GFRD), qui a réuni plus de 400 experts et praticiens des secteurs public et privé et de la société civile pour débattre des questions qui se posent à l'échelle mondiale en rapport avec les envois de fonds et pour chercher des solutions qui optimisent leur impact sur le développement. En octobre, il a organisé conjointement avec le Gouvernement italien un débat de haut niveau sur le thème "Financer l'alimentation: investir dans l'agriculture pour un avenir durable", auquel ont participé le Président de la République italienne, Sergio Mattarella, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, et d'autres personnalités. La présentation du FIDA sur le système d'intensification de la production rizicole a remporté le concours, organisé dans le cadre de l'Expo, de la meilleure pratique pour le développement durable dans la sécurité alimentaire, attirant l'attention sur l'impact des investissements du FIDA.

Comité de la sécurité alimentaire mondiale

Le FIDA a participé activement, tout au long de l'année 2015, au Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), faisant en sorte que ses connaissances opérationnelles et les préoccupations des petits exploitants agricoles soient prises en compte dans la préparation des politiques et des initiatives du CSA. Le FIDA a fait partie de l'équipe technique des institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome qui a préparé le Cadre d'action du CSA visant à favoriser la sécurité alimentaire et la nutrition dans les situations de crise prolongée, adopté en octobre 2015. Il a aussi joué un rôle actif au sein du Groupe consultatif du CSA et dans les délibérations portant sur un processus de suivi du CSA, sur la définition d'un nouveau programme de travail pluriannuel, et sur la détermination d'éléments d'un rôle qui pourrait être attribué au CSA dans la mise en œuvre des ODD.

Envois de fonds

Le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (MFEF) du FIDA, mécanisme multidonateur doté de 36,0 millions d'USD, conduit des opérations dans 40 pays, avec 50 initiatives pilotes innovantes visant à améliorer l'accès aux envois de fonds et leur utilisation, et également à autonomiser la diaspora. Le MFEF est reconnu comme leader mondial dans le domaine des envois de fonds, des migrations et du développement. Outre sa dimension opérationnelle, il poursuit d'importantes activités, à l'échelle mondiale, pour ce qui est du plaidoyer et des politiques.

L'année 2015 a été historique pour l'action du FIDA en matière d'envois de fonds, puisque le Conseil des gouverneurs a proclamé le 16 juin Journée internationale des envois de fonds familiaux. Cette journée a été célébrée pour la première fois à Milan dans le cadre du cinquième GFRD. Dans ce contexte, le FIDA a diffusé le document *Travailleurs migrants et transferts de fonds: Marchés et flux européens – premier rapport* à explorer les flux d'envois de fonds et les questions connexes spécifiques au continent européen et aux pays et régions bénéficiaires dans le monde en développement. Également en 2015, en sa qualité de partenaire officiel d'exécution du Partenariat mondial pour l'inclusion financière et du Groupe des 20 (G20), le MFEF a préparé une étude sur l'utilisation des envois de fonds et l'inclusion financière, qui a été entérinée au mois de novembre par les dirigeants du G20 à leur sommet d'Antalya, en Turquie.

Agriculture sensible aux enjeux nutritionnels et développement rural

L'approbation, en 2015, d'un plan d'action pour l'intégration de la nutrition au cours de la période 2016-2018 a constitué un pas important dans le travail mené par le FIDA pour améliorer la nutrition. Ce plan comprend des mesures dans cinq domaines interconnectés: concevoir et exécuter des projets, stratégies de pays et dons sensibles aux enjeux nutritionnels; renforcer les capacités techniques, analytiques et de gestion des partenaires d'exécution, y compris les institutions gouvernementales; améliorer la participation à l'élaboration des politiques et les partenariats aux niveaux mondial, régional et national pour une meilleure gouvernance de la nutrition et créer un contexte porteur; constituer et gérer une base de données de fait pour appuyer la conception et l'exécution des projets, par le biais de recherches, études, suivi et évaluation, et communications pour en encourager l'adoption et l'utilisation; et garantir la capacité interne du

FIDA d'exécuter efficacement le plan d'action en lui assurant des ressources financières et humaines suffisantes et des orientations techniques et un appui adéquats.

Le FIDA a été invité, en septembre, au Forum mondial sur la protection sociale sensible aux enjeux nutritionnels, organisé conjointement par la Fédération de Russie et la Banque mondiale. Le FIDA a joué un rôle de premier plan dans les débats en tables rondes sur la nutrition, la protection sociale, l'autonomisation des femmes, la passation des marchés au niveau local, les contextes affectés par un conflit, et les solutions pour remédier à la malnutrition par le biais des programmes de protection sociale.

La Plateforme pour la gestion des risques agricoles

Le renforcement de la résilience est une composante essentielle de l'objectif primordial du FIDA, qui est d'autonomiser les populations rurales. Le FIDA héberge la Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM), une initiative lancée par le G20 en 2013. La PARM se concentre sur neuf pays d'Afrique subsaharienne et prend pour point de départ les initiatives de gestion des risques agricoles qui existent déjà au niveau des pays. En coopération avec le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et d'autres institutions comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque mondiale, la PARM procède actuellement à des évaluations de la gestion des risques agricoles en Éthiopie, au Niger et en Ouganda, et cherche, avec les Gouvernements éthiopien et ougandais, à traduire les résultats de l'évaluation en outils spécifiques. La PARM a également débuté, en 2015, des opérations au Cabo Verde, au Cameroun, au Mozambique et au Sénégal.

En 2014-2015, l'accent a été mis sur la visibilité de la PARM avec le lancement de son site web (www.p4arm.org), le début d'études et l'évaluation des besoins. Une stratégie de gestion des savoirs de la PARM a été lancée au mois de mars. Durant l'année, la PARM a participé activement à plusieurs initiatives dirigées par divers organismes et parties prenantes, notamment le Forum pour la gestion des risques agricoles dans le développement (FARMD), la Banque mondiale, l'Association africaine du crédit rural et agricole (AFRACA), AGRINATURA (l'Alliance européenne dans le domaine des connaissances agricoles pour le développement), la FAO, l'Union africaine et le NEPAD.

L'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones

La collaboration avec les peuples autochtones et leurs organisations est essentielle pour stimuler une transformation inclusive du monde rural. Le FIDA a accueilli en février 2015 la seconde réunion mondiale du Forum des peuples autochtones, qui a abordé le thème des systèmes alimentaires et des moyens d'existence durables de ces peuples. Les recommandations issues de la réunion ont été adressées conjointement au FIDA, aux gouvernements et aux organisations des peuples autochtones elles-mêmes:

- adopter une approche holistique d'appui et de renforcement des systèmes alimentaires des peuples autochtones, de leurs pratiques assurant un mode de vie durable, de leurs systèmes de gouvernance et de leurs valeurs;
- sensibiliser davantage aux valeurs des systèmes alimentaires des peuples autochtones;
- faciliter la concertation avec le secteur privé pour respecter les systèmes alimentaires des peuples autochtones et leurs moyens d'existence durables.

En 2015, le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones du FIDA a approuvé 25 propositions de don pour un total de 1 050 000 USD en faveur de projets conçus et exécutés par les communautés et les organisations des peuples autochtones.

Le FIDA a aussi appuyé la seconde rencontre Indigenous Terra Madre (ITM 2015) qui s'est déroulée en novembre dans le nord-est de l'Inde. Cette manifestation a attiré 600 participants de 140 tribus réparties dans 58 pays pour débattre des moyens de façonner, pour les systèmes alimentaires locaux, un avenir durable qui soit plus juste et holistique et qui respecte la terre et ses ressources.

La Coalition internationale pour l'accès à la terre

La Coalition internationale pour l'accès à la terre est une alliance mondiale entre organisations de la société civile et organisations intergouvernementales hébergée par le FIDA. Son but est de répondre aux besoins des femmes, des hommes et des communautés qui vivent sur et de la terre, et de protéger leurs droits. En 2015, les membres de la Coalition ont mis en œuvre 79 politiques et programmes fonciers

nationaux, organisé 13 campagnes et mobilisé plus de 35 000 personnes pour plaider en faveur de modifications des politiques foncières dans leurs pays. Grâce à son action, plus de 84 000 paysans jouissent aujourd'hui d'une plus grande sécurité foncière. La Coalition a aussi promu l'inclusion des droits fonciers dans le Programme 2030, ainsi que les indicateurs permettant de les mesurer. Alors que les OMD ne faisaient aucune allusion aux droits fonciers, on trouve dans les ODD quatre cibles faisant référence au régime et aux droits fonciers. À la huitième réunion biennale du Forum foncier mondial et de l'Assemblée des membres de la Coalition, qui s'est tenue à Dakar, au Sénégal, une nouvelle stratégie a été adoptée, et plus de 50 nouveaux membres ont été admis, portant à 207 le nombre des membres, venant de 64 pays. (Pour plus d'informations: <http://www.landcoalition.org/en>)

Nouveaux programmes et projets Afrique de l'Ouest et du Centre

Moderniser l'agriculture familiale au Niger

Les exploitations familiales demeurent la principale source de production agricole au Niger, où elles sont essentielles à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à l'obtention de revenus.

Au cours des trois dernières décennies, le FIDA est intervenu dans les zones rurales du pays, où se concentre l'essentiel de la pauvreté. En 2015, nous avons lancé le Programme de développement de l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder, également appuyé par l'ASAP. Ce programme intégrera des activités dans les quatre domaines prioritaires pour la région: intégration des paysans dans les filières; renforcement de la finance rurale; gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique; et focalisation sur la jeunesse.

La nouvelle initiative aidera plus précisément les petits exploitants menant des activités agricoles, forestières et d'élevage à accroître et à diversifier leurs produits par l'adoption de nouvelles techniques de production et l'utilisation de petits systèmes d'irrigation. Elle investira, en outre, dans l'infrastructure rurale, notamment les routes, les centres de collecte et les marchés, développant ainsi des liaisons entre les zones de production et les consommateurs.

Il est prévu que 240 000 familles rurales bénéficieront du programme au cours de ses huit années d'activité, et que les femmes et les jeunes en seront les participants prioritaires.

Afrique orientale et australe

Stimuler la production de céréales et de légumineuses au Kenya

Au Kenya, un nouveau programme appuyé par le FIDA augmentera la production de céréales de base comme le maïs, le sorgo et le mil, pour accroître les revenus des agriculteurs et renforcer la sécurité alimentaire nationale. Les légumineuses comme le pois cajan, le haricot velu et le dolique seront aussi inclus dans le programme.

L'agriculture est le pilier principal de l'économie du pays; elle emploie 70% de la population rurale et représente 65% des recettes d'exportation. Le Kenya demeure toutefois un pays à déficit vivrier qui importe jusqu'à 20% de ses besoins annuels en céréales, même au cours des années où les récoltes sont bonnes. Approximativement 10 millions de Kenyans souffrent d'insécurité alimentaire chronique et de problèmes nutritionnels.

Le Programme de renforcement de la production céréalière au Kenya est un partenariat entre le Gouvernement kényan, le FIDA, l'Union européenne (UE), la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM). Mis en œuvre dans des zones semi-arides ayant un potentiel de productivité élevée, il a pour but de permettre aux petits agriculteurs de subsistance de se convertir à une agriculture commerciale. Il inclut aussi une composante axée sur le renforcement de la résilience des producteurs pauvres face au changement climatique.

Un système de bons, financé par l'UE, aidera les petits producteurs à acquérir des intrants agricoles – outils, engrais et semences améliorées. Le programme ciblera environ 100 000 petits agriculteurs et vise à affranchir de la pauvreté 80 000 d'entre eux.

Asie et Pacifique

Appui à plus grande échelle aux tribus vulnérables en Inde

Prenant appui sur les résultats d'un précédent programme, le FIDA améliore les pratiques agricoles des populations tribales vulnérables de l'État d'Odisha, dans l'est de l'Inde.

Plus de 104 millions de personnes en Inde appartiennent à des tribus qui vivent habituellement dans les forêts, les collines et d'autres zones rurales éloignées et inaccessibles. Dans les régions des Ghats orientaux et du plateau du nord de l'Odisha, couvertes de vastes forêts, les populations tribales tirent leurs moyens d'existence de cultures itinérantes, d'agriculture pluviale et de produits forestiers non ligneux. Les pratiques culturelles sont rudimentaires, et concernent principalement la culture de riz pluvial et de mil.

Lors de sa précédente intervention dans l'Odisha, le FIDA avait contribué à la création d'organes villageois et avait associé les groupes tribaux à la planification des projets de développement, et spécialement les projets en rapport avec les ressources naturelles. Encouragé par le succès de cette initiative, le Gouvernement de l'Odisha a demandé au FIDA de reproduire cette approche à plus grande échelle pour cibler les groupes tribaux particulièrement vulnérables. C'était la première fois que le gouvernement demandait à un partenaire extérieur d'intervenir dans ces zones éloignées et difficiles.

Le nouveau programme vise à améliorer les conditions de vie et à réduire la pauvreté de plus de 62 000 ménages vulnérables. Il renforcera la capacité des ménages ciblés, contribuera à sécuriser les titres fonciers sur la terre et la forêt, améliorera les pratiques agricoles, encouragera les microentreprises génératrices de revenus, garantira l'accès à des services comme l'éducation et la santé, et améliorera l'infrastructure communautaire.

Amérique latine et Caraïbes

Expérimenter de nouveaux moyens de réduire la pauvreté au Mexique

Un nouveau projet innovant appuyé par le FIDA a été approuvé au Mexique. Le Projet d'inclusion productive en milieu rural est un projet pilote conçu pour tester des moyens de mettre en œuvre la nouvelle politique sociale du gouvernement par le biais de la promotion d'activités productives parmi les bénéficiaires de transferts monétaires du programme Prospera. Prospera est le plus grand programme de transferts monétaires et d'inclusion sociale du Mexique.

Le Mexique est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Il se caractérise, toutefois, par une répartition inégale des revenus et une productivité stagnante, qui constituent d'importantes contraintes pesant sur la performance économique et la réduction de la pauvreté. Environ 53,3 millions de personnes vivent dans la pauvreté, dont 31% dans les zones rurales. Les exploitations familiales – exploitations de subsistance sans aucune liaison avec le marché – constituent près de la moitié des unités de production rurale.

Le projet prévoit de toucher environ 12 800 familles parmi les bénéficiaires actuels du programme Prospera. Il facilitera l'accès aux investissements productifs et à l'assistance technique fournie par les programmes gouvernementaux existants, permettant

ainsi aux bénéficiaires d'augmenter la quantité de leur production, et d'en améliorer la qualité, d'être intégrés aux marchés et d'accroître leurs revenus. Il formera aussi des membres du personnel de Prospera pour les doter des moyens de répondre au nouveau rôle clé du projet dans la mise en œuvre de la stratégie nationale d'inclusion productive. Le projet vise à améliorer l'initiation des familles agricoles aux questions financières et à les mettre en rapport avec les services financiers ruraux existants.

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

Filières laitières en Ouzbékistan

Un nouveau programme financé par le FIDA en Ouzbékistan renforcera et modernisera le secteur laitier, qui fournit revenu et nourriture à un grand nombre de petits agriculteurs des régions de Jizzakh et Kashkadarya. L'élevage joue un rôle capital dans l'économie et la société de ce pays enclavé, apportant une contribution importante à la sécurité alimentaire nationale et jouant, sur les plans économique et nutritionnel, le rôle de filet de sécurité pour les ménages ruraux.

La plus grande partie de la production du secteur de l'élevage provient des 4,7 millions de petites exploitations *dehkan*, dont la superficie moyenne est inférieure à 0,2 hectare. Les éleveurs *dehkan* possèdent environ 95% des bovins du pays et 83% des caprins et des ovins. Avec les exploitations *dehkan* comme pilier principal du marché laitier, la production de lait en Ouzbékistan est bien inférieure à son potentiel.

Le programme améliorera les moyens d'existence de 12 000 ménages ruraux qui produisent et transforment le lait, et des entrepreneurs sur le marché. Il renforcera les filières et créera des possibilités d'emplois décents sur les exploitations et au niveau de la transformation. Il développera aussi les compétences des agriculteurs et leur accès à la technologie. L'accent sera mis également sur le renforcement de la participation des femmes aux activités des filières laitières, en termes de transformation, de commercialisation ou de propriété, sur l'amélioration de l'accès des femmes au crédit et aux technologies, et sur l'offre d'une formation.



PRODUCE
VAC
KEEP A

Impact, et mesure et amélioration des résultats

Évaluation de l'impact

L'ambitieuse initiative du FIDA en matière d'évaluation de l'impact, lancée en 2012 en concrétisation d'un engagement pris au cours de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9), a produit d'importants résultats en 2015. Afin d'évaluer l'impact de nos interventions, nous avons conçu et appliqué une méthodologie innovante associant une gamme d'outils, et qui a déjà attiré l'attention d'autres institutions.

Les résultats dont il a été rendu compte en 2015 ont révélé que la focalisation sur un indicateur unique, spécialement si cet indicateur utilise un paramètre monétaire, masque l'importance d'autres effets clés en matière de développement obtenus grâce aux interventions du projet appuyé par le FIDA, notamment la sécurité alimentaire, la productivité agricole et la résilience. Elle ne parvient pas non plus à saisir les avantages substantiels et importants, en termes de bien-être, transférés aux bénéficiaires du FIDA ou générés par ces bénéficiaires – les ruraux pauvres, femmes et hommes.

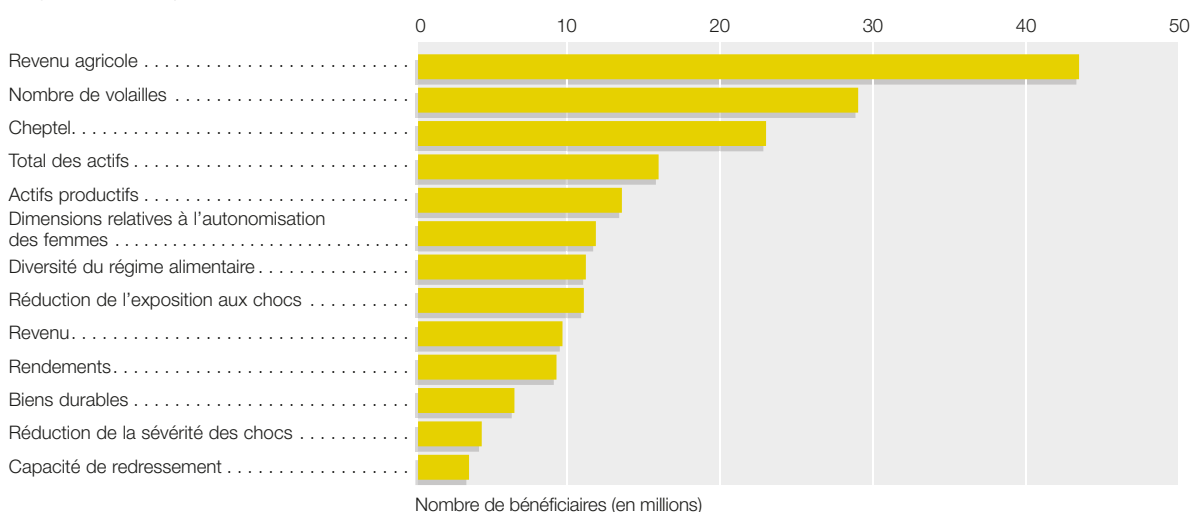
On note parmi les impacts relevés par l'évaluation que, pour l'ensemble des projets dont les activités ont débuté ou ont été clôturées entre 2010 et 2015,

quelque 139 millions de personnes ont bénéficié d'opérations appuyées par le FIDA. Si le regard se porte sur la totalité des projets en cours à la clôture de FIDA9 (projets en cours et nouveaux projets), nos opérations auront permis d'accroître de manière significative le revenu agricole de plus de 40 millions de personnes, et d'étendre leur appropriation et leur contrôle des actifs productifs, y compris le cheptel (graphique 6). Le FIDA continuera d'œuvrer vers la création d'un système pour concevoir des projets de développement judicieux, en suivre les progrès, et en mesurer les résultats et l'impact sur l'ensemble de la durée de vie du projet.

Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement

Le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) est le principal mécanisme ayant pour objectif de rendre compte de la performance de l'organisation à ses organes directeurs. Le RIDE de cette année montre que, pour tous les indicateurs, la performance s'est améliorée par rapport aux valeurs de référence. Au total, 114 millions de personnes – chiffre largement supérieur à la cible de 90 millions fixée pour 2015 – ont bénéficié des

GRAPHIQUE 6
Bénéficiaires touchés, par indicateur
Projection de l'impact, 2010-2023



Source: Synthèse des enseignements tirés de l'Initiative d'évaluation de l'impact pour FIDA9.

services de programmes en cours appuyés par le FIDA en 2014. Les femmes représentent 49% du total des personnes touchées.

Le texte intégral du RIDE est disponible à l'adresse: <https://webapps.ifad.org/members/eb/116/docs/french/EB-2015-116-R-10.pdf>

Soutien de la qualité pour la conception des programmes

Au cours de la conception, le FIDA utilise un processus en deux étapes pour optimiser la qualité des programmes et projets: amélioration de la qualité et assurance qualité.

En 2015, 27 programmes et projets ont été soumis au processus d'amélioration de la qualité. Ce processus comprend la mobilisation précoce des compétences techniques du FIDA au sein des équipes de gestion des programmes de pays afin d'accroître notre efficacité opérationnelle. La participation de personnel technique aux missions de conception a augmenté de façon significative par rapport aux années précédentes, passant de 46 missions en 2013 à 62 missions en 2015.

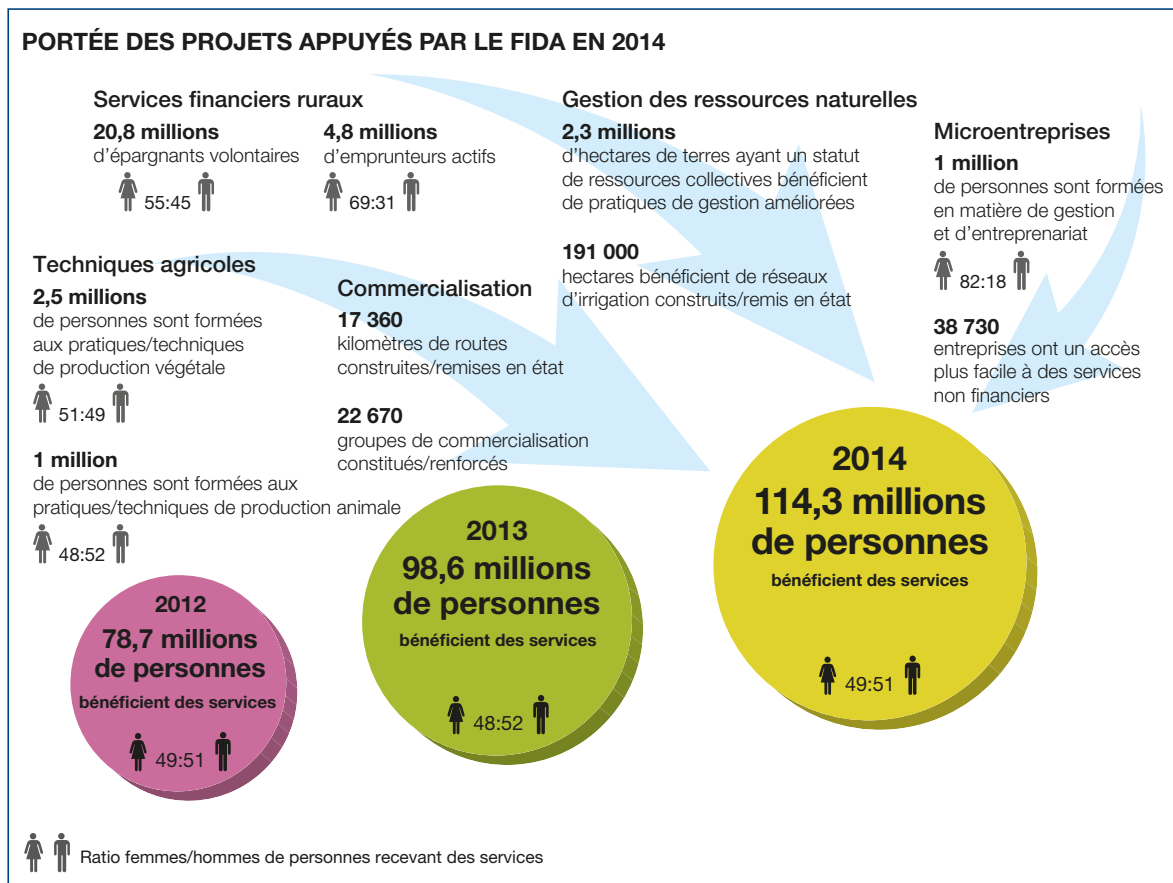
Le processus d'amélioration de la qualité a été lui-même évalué par le biais d'une enquête en ligne et de rencontres directes avec les directeurs régionaux

et les examinateurs de l'assurance qualité, et il a été reconnu que le processus contribue à améliorer la qualité de la conception. Un atelier, organisé au mois de juin pour examiner les résultats de l'enquête, a débouché sur de nouvelles améliorations du processus.

Le processus d'assurance qualité a été appliqué, au total, à 43 documents de conception de projets d'investissement – dont dix concernaient un financement additionnel pour des projets en cours –, ainsi que 19 notes conceptuelles de projet avant leur entrée dans la réserve, et quatre programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR). Conformément à la nouvelle Politique en matière de dons, 13 réunions d'assurance qualité se sont tenues pour examiner 58 dons.

Pour les 43 projets d'investissement examinés, la valeur totale du financement par le FIDA était de 1,1 milliard d'USD; ils visaient à toucher des ménages ruraux pauvres dans 38 pays, dont 16 classés dans la catégorie des États fragiles.

Le tableau 1 présente les notes attribuées à la qualité initiale en 2014 et 2015 par rapport à l'année de référence. Les cibles ont été dépassées pour pratiquement tous les indicateurs. Sur les 33 nouveaux projets dont la soumission au Conseil



d'administration a été approuvée, il a été estimé que 97% d'entre eux atteindraient probablement tous leurs objectifs.

Reproduction à plus grande échelle des résultats

L'objectif final des interventions financées par le FIDA n'est pas seulement de permettre aux populations rurales de se libérer de la pauvreté dans les limites temporelles et spatiales d'un projet donné. Notre but est aussi d'utiliser les résultats positifs obtenus pour inspirer d'autres acteurs et mobiliser les politiques, les ressources, les savoirs et les partenaires (privés, publics, et les communautés elles-mêmes) pour appliquer ces résultats à une plus grande échelle de manière durable. La reproduction à plus grande échelle des résultats correspond à une optimisation de l'impact des initiatives de développement réussies financées par le FIDA. Il s'agit ici d'une priorité fondamentale qui appuie directement la réalisation de notre mandat, et le FIDA est considéré comme un leader dans ce domaine.

L'organisation a élaboré, pour la reproduction à plus grande échelle des résultats, un nouveau cadre opérationnel qui propose une évolution où l'on renoncerait à privilégier l'exécution de projets pour s'orienter vers la mise en œuvre de programmes d'échelle nationale. De tels programmes intègrent mieux le financement des projets, les activités de participation à l'élaboration des politiques et de gestion des savoirs dans une approche à plus long terme du développement allant au-delà de la portée de projets limités dans le temps.

Nous avons élaboré un ensemble de documents pour orienter le personnel du FIDA et les partenaires sur la manière de pousser systématiquement la réflexion, dans la conception et l'exécution d'un programme, jusqu'à la reproduction à plus grande échelle. Ces documents sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.ifad.org/events/scalingup/index.htm>

Évaluation indépendante Vue d'ensemble du treizième Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA et de son thème d'apprentissage: durabilité des avantages

Le Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) de 2015 est le troisième et dernier rapport de ce type produit pendant la période 2013-2015, couverte par FIDA9. Il repose sur les évaluations relatives à des opérations achevées en 2014. Le rapport fait apparaître une image positive de la performance des opérations financées par le FIDA dans un certain nombre de domaines, notamment le revenu et les actifs, l'autonomisation du capital humain et social, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, et l'innovation et la reproduction à plus grande échelle. L'impact sur la pauvreté rurale obtient également une note positive, puisque 87% des projets en 2011-2013 sont jugés "plutôt satisfaisants" ou mieux.

Le RARI note que malgré les améliorations de la performance relevées au cours des dernières années, de nombreux projets parviennent seulement à une performance "plutôt satisfaisante" pour plusieurs

TABLEAU 1
Notes attribuées à la qualité initiale des projets et pourcentage de projets jugés plutôt satisfaisants ou mieux^a

Indicateur	Année de référence	Valeur de référence	Résultats 2014	Résultats 2015	Moyenne 2014-2015	Cible 2016
4.3 Pourcentage de projets notés 4 ou plus au stade initial/note moyenne						
4.3.1 Qualité globale de la conception	2010/2011	79	90	94	92	85
4.3.2 Qualité globale de la conception pour les projets à réaliser dans les États fragiles uniquement ^b	2010/2011	n.d.	86	94	90	80
4.3.3 Égalité entre les sexes	2010/2011	86	83	94	89	90
4.3.4 Suivi-évaluation	2010/2011	70	90	88	89	80
4.3.5 Reproduction à plus grande échelle ^c	2010/2011	72	89	100	94	80

Sources: Sur la base des notes attribuées à 33 nouveaux projets validés en vue de leur présentation au Conseil d'administration en 2015. Les projets ne sont notés qu'une fois cette validation obtenue.

^a Les notes évaluant la qualité initiale des projets sont attribuées en fonction d'un barème de 1 à 6, la note 1 correspondant à "très insuffisant" et la note 6 à "très satisfaisant". Le pourcentage indiqué correspond à la proportion de projets obtenant une note supérieure ou égale à 4 (autrement dit plutôt satisfaisant ou mieux) par rapport au nombre total de projets.

^b En 2015, les 17 projets validés en vue de leur présentation au Conseil d'administration étaient situés dans 16 États fragiles. Ces chiffres correspondent exclusivement aux projets réalisés dans ces pays.

^c Les notes pour 2015 portant sur la reproduction à plus grande échelle correspondent à 23 projets qui sont explicitement qualifiés d'activités de reproduction à plus grande échelle.

des critères d'évaluation utilisés par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE). Cela signifie qu'il existe encore une marge de progression pour porter les notes de "plutôt satisfaisant" à "satisfaisant" ou "très satisfaisant".

Par ailleurs, le RARI met en lumière plusieurs problèmes systémiques ayant eu une incidence sur la performance d'ensemble au cours de la période couverte par FIDA9:

- la nécessité de renforcer l'efficacité opérationnelle des programmes et projets appuyés par le FIDA;
- la nécessité de renforcer le suivi-évaluation en améliorant la qualité des enquêtes de référence et leur disponibilité en temps utile, en concevant des cadres logiques comportant des indicateurs plus faciles à suivre, et en mettant davantage l'accent sur les effets et l'impact;
- la nécessité d'accroître la performance dans le secteur des activités hors prêts en définissant des objectifs réalisables associés à des allocations de ressources appropriées et en renforçant les partenariats au niveau du pays;
- la nécessité de mettre l'accent sur la performance du gouvernement en renforçant les institutions nationales, en prenant en compte les limites sur le plan des ressources humaines, et en améliorant la connaissance des exigences du FIDA en termes de processus de passation des marchés, de gestion financière et de suivi-évaluation.

Dans l'ensemble, les évaluations confirment que le FIDA joue un rôle important dans l'architecture de l'aide au développement en aidant les États membres en développement à aborder les défis chroniques liés à la pauvreté rurale, la faim et la malnutrition. À cet égard, toutefois, l'analyse conduite dans le contexte du thème d'apprentissage retenu pour le RARI 2015 confirme que le Fonds doit se concentrer plus efficacement sur la durabilité des avantages après la clôture des projets. La durabilité peut être favorisée, par exemple, par la préparation de stratégies de sortie bien avant la date d'achèvement de chaque projet, en prenant en compte les investissements en cours et prévus par le FIDA dans le pays, en même temps que les activités hors prêts.

Réponse de la direction au RARI

La direction du FIDA a accueilli avec satisfaction le RARI, et noté qu'il constitue le dernier rapport institutionnel de l'évaluation indépendante produit pendant la période couverte par FIDA9, un cycle de reconstitution qui a été marqué par des résultats et des réalisations sans précédent, avec un portefeuille actif de 13,6 milliards d'USD au service de 114 millions

de personnes. La direction se félicite de l'évolution positive de la performance des projets, qui ne cesse de progresser depuis 2008, en particulier du point de vue de l'impact sur la pauvreté rurale. Environ 93% des opérations financées par le FIDA ont été notées positivement pendant la période FIDA9 (2013-2015).

La direction a pris note des premiers effets positifs de la décentralisation: les pourcentages de projets satisfaisants sont plus élevés dans les pays où ont été ouverts des bureaux de pays du FIDA.

Malgré la performance globalement positive de l'organisation, la direction est déterminée à continuer à "placer la barre de performance" plus haut. Bien que le RARI apporte des aperçus sur les domaines qui continuent à poser des problèmes, comme l'efficacité opérationnelle et la durabilité des avantages, la direction relève que les effets des solutions récemment mises en place ne sont pas encore perceptibles dans la cohorte des opérations analysées. Cette observation est particulièrement vraie en ce qui concerne l'efficacité.

La direction a également fourni des informations en retour sur les questions de méthodologie. Elle a suggéré, par exemple, que le RARI présente à l'avenir, afin de rendre les conclusions opérationnelles, une analyse plus nuancée de la fragilité. La direction a suggéré en outre que les futures éditions du RARI présentent une analyse plus poussée des aspects fiduciaires et des aspects liés à la passation des marchés, ainsi que de leurs incidences sur les résultats.

Autres activités d'évaluation en 2015

L'évaluation au niveau de l'institution de l'engagement du FIDA dans les États et contextes fragiles et touchés par un conflit a fait l'objet d'une publication. Cette évaluation a souligné que le FIDA doit élaborer, pour ses interventions dans des contextes fragiles, une stratégie qui inclurait un nouveau système de définition et de classification des États fragiles et qui tiendrait particulièrement compte du mandat du FIDA. L'évaluation a notamment insisté sur l'importance de la focalisation sur les contextes fragiles, où les capacités institutionnelles ne sont pas en mesure de répondre aux besoins spéciaux des populations rurales pauvres pour qu'elles puissent améliorer leurs moyens d'existence. L'évaluation a aussi recommandé que le FIDA adapte davantage dans les contextes fragiles son modèle opérationnel et ses approches de développement afin d'accroître son efficacité dans ce domaine.

Des évaluations de programme de pays ont été achevées pour le Bangladesh, le Brésil et la République-Unie de Tanzanie. Au Bangladesh, les projets de

développement appuyés par le FIDA réalisent des progrès sensibles dans l'aide qu'ils apportent à la réduction de la pauvreté rurale par l'amélioration de la productivité agricole, le renforcement du capital social et la promotion de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes. L'évaluation souligne, d'autre part, qu'il subsiste dans les zones rurales des poches où l'accès au crédit est encore limité et insiste sur la nécessité, pour le FIDA, d'élargir les partenariats au sein du gouvernement pour renforcer l'appui des politiques et des institutions au programme.

L'évaluation concernant le Brésil a conclu à l'amélioration de la performance depuis la précédente évaluation du programme de pays, en 2007, et a estimé que l'ouverture d'un bureau de pays du FIDA en 2011 a été l'un des facteurs clés contribuant à cette évolution. Le FIDA appuie le gouvernement pour la promotion de l'agriculture familiale et du développement au niveau des communautés de base comme moyen de renforcer la productivité, la sécurité alimentaire, la nutrition et les revenus des populations rurales pauvres. Il a aussi obtenu de bons résultats dans le domaine du partage des savoirs et entrepris un certain nombre d'activités en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire.

Un meilleur équilibre pourrait toutefois être réalisé à l'avenir au Brésil entre les activités agricoles et non agricoles, et entre les programmes d'investissement et les activités hors prêts. Cela supposerait que l'on mette davantage l'accent sur les composantes agricoles des programmes d'investissement. Il s'agirait aussi de porter une attention accrue aux activités hors prêts – comme la coopération Sud-Sud et triangulaire – et aux partenariats, y compris avec les institutions ayant leur siège à Rome. L'évaluation a recommandé le détachement au Brésil du chargé de programme de pays actuellement en poste au siège du FIDA, ce qui constituerait une mesure clé pour améliorer encore les résultats sur le terrain.

D'après l'évaluation concernant la République-Unie de Tanzanie, l'intervention la plus efficace du FIDA a été celle menée à l'appui du Programme de développement du secteur agricole sur le continent, et sur l'île de Zanzibar en particulier, qui a renforcé la capacité des services nationaux décentralisés de vulgarisation. Toutefois, alors que le portefeuille de projets dans le pays a produit une riche moisson d'expériences pratiques, les données recueillies n'ont pas fait l'objet d'une systématisation adéquate. Il a en outre été constaté que les objectifs en matière de concertation sur les politiques inscrits dans le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) de 2007 étaient trop ambitieux au regard des ressources limitées disponibles.

IOE a mené à terme, dans le courant de l'année, deux synthèses d'évaluations – exercice consistant à réunir, à partir de diverses sources, les savoirs issus d'évaluations. La première de ces synthèses a été réalisée conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et portait sur l'engagement de la FAO et du FIDA sur le thème du développement pastoral. La conclusion de la synthèse a été que le FIDA et la FAO ont réalisé, au cours de la décennie écoulée, des travaux significatifs dans la plupart des secteurs du développement en faveur des populations pastorales. Parmi les réalisations importantes, le document cite la reproduction à plus grande échelle de solutions innovantes en matière de gestion communautaire de la santé animale et des ressources naturelles. Dans l'ensemble, toutefois, l'engagement de la FAO et du FIDA sur le thème du développement pastoral traduit l'absence d'un cadre conceptuel cohérent et d'une orientation stratégique.

La seconde synthèse d'évaluations portait sur l'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones. L'étude a confirmé que, avec sa riche expérience acquise de longue date et son importante contribution aux processus et au plaidoyer au plan international, le FIDA est reconnu comme partenaire et comme pionnier dans l'action aux côtés des peuples autochtones, aussi bien par la communauté internationale que par les peuples autochtones eux-mêmes. Cela dit, il existe un potentiel de renforcement de l'exécution de la politique du FIDA concernant les peuples autochtones, en particulier au niveau des projets d'investissement.

Une évaluation de l'impact a aussi été publiée; elle concerne le Programme de développement tribal du Jharkhand Chattisgarh, en Inde. Sa conclusion est que le programme a eu un impact positif, avec une augmentation des revenus et de la productivité du riz au sein des groupes cibles. La conception du programme a toutefois été jugée excessivement complexe, englobant trop de nouvelles activités dans différents secteurs subsidiaires et couvrant, dans le cadre d'un seul prêt, deux États indiens fragiles et ne disposant que de faibles capacités institutionnelles.

Dans le contexte des initiatives organisées pour célébrer l'année 2015, proclamée Année internationale de l'évaluation, IOE a publié une brochure sur l'évolution de la fonction d'évaluation au FIDA. Cette publication retrace l'histoire de la fonction d'évaluation au FIDA depuis 1978, et met en lumière ses grandes contributions à l'amélioration de la transparence du Fonds et de l'apprentissage en vue d'une meilleure performance.

Manifestations internationales

IOE a organisé, dans le courant de l'année, des manifestations visant à promouvoir l'apprentissage et à partager les savoirs issus des évaluations avec les partenaires, à l'intérieur et à l'extérieur du FIDA. Les manifestations ont aussi traité de thèmes spécifiques comme "Renforcement de l'évaluabilité de l'objectif de développement durable numéro 2: éliminer la faim, parvenir à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition, et promouvoir une agriculture durable". Ce séminaire technique a été organisé conjointement par les bureaux de l'évaluation du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), de la FAO, du Programme alimentaire mondial (PAM) et du FIDA. Le séminaire avait pour objectif de contribuer à une compréhension commune de la manière dont le progrès vers la réalisation de l'ODD2 pourrait être évalué. Il visait aussi à recenser les mesures nécessaires pour permettre des évaluations de l'ODD2 par l'intermédiaire du système des Nations Unies, d'autres organisations internationales ou des pays eux-mêmes.

Quatre manifestations ont été organisées conjointement, dans leur pays, avec les Gouvernements du Bangladesh, du Brésil, de l'Éthiopie et de la République-Unie de Tanzanie. Les principaux résultats des diverses évaluations des programmes de pays ont été examinés, en même temps que les questions clés pour les prochains COSOP-AR. Un atelier d'apprentissage a également été organisé en Inde pour y présenter les conclusions de l'évaluation de l'impact mentionnée ci-dessus.

Manuel de l'évaluation, deuxième édition

Conscient du contexte dynamique dans lequel intervient le FIDA, et en réponse à l'évolution des approches et des méthodes utilisées dans l'évaluation internationale du développement, IOE a révisé son Manuel de l'évaluation, dont la première édition remontait à 2009. Cette deuxième édition contient la méthodologie de base utilisée par IOE pour la conduite de ses évaluations, y compris celles qui n'avaient pas été envisagées dans la première édition, comme les évaluations au niveau de l'institution et les évaluations d'impact, ou les rapports de synthèse d'évaluations. Le manuel prend aussi en compte les nouvelles priorités stratégiques du FIDA et son nouveau modèle opérationnel, et adopte des approches méthodologiques plus rigoureuses, avec par exemple la promotion de meilleures techniques d'évaluation de l'impact, et la conception et l'utilisation de théories du changement. Le manuel contribuera à faire en sorte que les méthodes d'évaluation du FIDA continuent de correspondre à l'état actuel de la technique.

Lien vers la page web de l'évaluation: <http://www.ifad.org/evaluation/index.htm>

Déontologie, surveillance interne et lutte contre la corruption

Conscient que son personnel est son capital le plus précieux, le FIDA est déterminé à préserver un environnement de travail qui garantisse le bien-être et le respect de l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, et à encourager une culture organisationnelle dans laquelle les personnes exercent leurs responsabilités tout en respectant la dignité de leurs collègues. Il est essentiel, pour remplir cet engagement, de traiter rapidement et de façon confidentielle les cas de harcèlement, et de fournir des orientations sur la manière de prévenir ou de gérer les conflits d'intérêts et les comportements contraires à l'éthique sur le lieu de travail.

Durant l'année, le Bureau de la déontologie du FIDA a continué d'appuyer le Fonds en maintenant les normes déontologiques les plus exigeantes afin de protéger notre réputation et de maintenir un contexte de travail sûr et équitable. Il a porté une attention particulière à la prévention et au traitement en temps utile des cas de harcèlement, qui sont à l'origine de stress émotionnel, interfèrent avec la performance des tâches et peuvent compromettre la performance d'ensemble du FIDA. L'achèvement du code de conduite et une formation à la lutte contre le harcèlement ont été rendus obligatoires, soulignant à nouveau les attentes concernant le comportement sur le lieu de travail et l'importance du respect du code de conduite.

Durant l'année, 24 divisions et 600 membres du personnel ont suivi un cours de recyclage en matière de lutte contre le harcèlement, y compris dans sept bureaux de pays et un bureau de liaison du FIDA. Une autre formation a été assurée, lorsque c'était nécessaire, sur le code de conduite et sur des aspects ciblés.

Des membres du personnel ont sollicité des orientations à propos du code de conduite du FIDA, des conflits d'intérêts, des abus de pouvoir, du harcèlement et de diverses autres questions. Le nombre de consultations a diminué de façon notable – de 50 en 2014 à 25 en 2015 – en matière d'hypothèses de harcèlement ou d'abus de pouvoir. Ces consultations ont abouti, dans la majorité des cas, à une solution informelle ou n'ont pas donné lieu à une suite au-delà de la demande initiale de conseil. En 2015, le Bureau de la déontologie a transmis au Bureau de l'audit et de la surveillance, pour complément d'enquête, trois plaintes pour harcèlement reçues en 2014.

Le FIDA a adopté une politique de tolérance zéro à l'égard des pratiques irrégulières et s'est engagé à lutter contre la corruption, la fraude et la collusion, qui détournent des ressources de nos programmes et projets. À l'appui de cette politique, les processus d'enquête et de sanction du FIDA ont été évalués au dernier trimestre de 2014 par des experts externes. Les recommandations de ces experts, actuellement mises en œuvre par le biais d'un examen et d'une révision des règles pertinentes, contribueront à faire en sorte que les pratiques du FIDA en matière d'enquête et de sanction demeurent alignées sur les normes professionnelles les plus élevées et sur les meilleures pratiques.

Le Rapport annuel 2014 sur les activités d'enquête et de lutte contre la corruption, et les informations sur les rapports soumis sont disponibles sur le site web du FIDA: www.ifad.org/governance/anticorruption/report/2015/f.pdf. Le rapport 2015 sera publié en avril 2016.

Le plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA est fondé sur l'évaluation des risques institutionnels. En 2015, l'audit a traité des domaines essentiels pour l'intégrité financière du Fonds, son efficacité et son efficacité administratives, et l'évolution de son modèle décentralisé. Les audits ont apporté un appui aux efforts d'atténuation des risques dans des domaines tels que l'organisation, les responsabilités et les structures de soutien des bureaux de pays du FIDA, l'efficacité des processus de gestion des voyages, et le rôle et la charge de travail des chargés de programme de pays détachés dans les bureaux de pays du FIDA.

Onze des 12 recommandations prioritaires de l'audit devant être mises en application en 2015 l'ont été dans le courant de l'année. Cette réalisation met en évidence la ferme résolution du FIDA à gérer activement les risques institutionnels.

Communication et partage des savoirs

En 2015, le rapport de AidData intitulé *Listening to Leaders: Which Development Partners Do They Prefer and Why?* ("Écoutons les dirigeants. Quels sont leurs partenaires de développement préférés, et pourquoi?") affirmait que le FIDA était le plus communicatif des partenaires de développement dans le secteur de l'agriculture et du développement rural. Le rapport examinait le "jeu sur le terrain" des organisations de développement – la force de leur présence locale et leur contact direct avec les responsables du gouvernement hôte. Il s'interrogeait sur la façon dont ce jeu peut conditionner la manière dont les décideurs évaluent la loyauté, l'influence et la performance des partenaires de développement.

Sur plus de 50 partenaires de développement notés, le FIDA se place dans les dix premiers (sixième sur 57) pour la fréquence des communications avec ses homologues du gouvernement hôte. Il est également très bien classé (septième sur 51) pour l'aide apportée à la mise en œuvre des réformes. Le rapport observe que cette "obligance" est en étroite corrélation avec l'influence au stade de la définition du programme. Cette reconnaissance de l'efficacité de la communication du FIDA avec les partenaires du gouvernement confirme l'impact appréciable du mouvement lancé par l'organisation pour décentraliser son action et donner une importance accrue à la présence dans les pays et à la concertation sur les politiques.

Outre la priorité qu'il accorde à la communication avec les gouvernements, le FIDA porte une attention particulière au partage des savoirs et au débat avec toutes les catégories de partenaires. Lancées par l'organisation en 2014 et poursuivies en 2015, les conférences en ligne de la série AgTalks réunissent des experts et donnent lieu à des débats sur des questions telles que les femmes rurales, l'élevage et la pêche. Le FIDA a également accueilli, tout au long de l'année, des séminaires et des conférences sur une vaste gamme de sujets, notamment la nutrition, l'agriculture de conservation, les techniques ayant pour effet d'alléger le travail des femmes, la définition des appellations d'origine (AO), les transformations du rapport milieu rural-milieu urbain, le changement climatique, et bien d'autres encore.

Gestion des ressources humaines

Une gestion efficace des ressources humaines autonomise le personnel et les consultants pour une production constante d'excellents résultats.

Un dispositif de récompense et de reconnaissance lié au processus annuel de gestion de la performance prévoit l'attribution de récompenses, pécuniaires et autres, aux membres du personnel ayant d'excellentes performances. En 2015, le FIDA a affiné ce processus pour orienter une partie de ce financement vers des récompenses non pécuniaires sous forme de voyages tout en conservant la structure d'ensemble du mécanisme. Cette adaptation aligne notre gestion de la performance sur celle des autres institutions financières internationales, et à l'avant-garde de la pratique de l'ensemble des institutions des Nations Unies. Le mécanisme répond au besoin de récompenser l'excellence, tel qu'il avait été identifié par le Sondage mondial du personnel conduit en 2012, et il est conforme aux directives de la Commission de la fonction publique internationale.

Comme moyen supplémentaire de reconnaître et de récompenser la constance d'une bonne performance sur le long terme, le FIDA a rétabli, en 2013, un processus annuel de conversion des contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée. Dans le cadre de ce processus, 41 membres du personnel se sont vus attribuer des contrats à durée indéterminée au début de 2015.

Des perspectives de carrière sont indispensables pour que les compétences du personnel du FIDA demeurent à leur plus haut niveau. Afin de faciliter la mobilité et l'évolution de la carrière, tout en rationalisant les processus de recrutement et de classement des postes, le FIDA a élaboré des profils d'emploi génériques pour 95% des postes au sein de l'institution. Le groupe de travail sur les perspectives de carrière et la reconnaissance de la performance travaille actuellement à l'élaboration d'un cadre pour les perspectives de carrière, qui sera publié au début de 2016.

Dans le cadre de l'effort en cours pour automatiser les processus effectués sur support papier et pour rationaliser les activités, deux projets de grande ampleur sont devenus opérationnels en 2015:

- demande électronique d'action à l'intention du personnel (e-RPA): le module e-RPA de PeopleSoft a remplacé le formulaire imprimé par une version électronique intégrée;
- recrutement électronique: la totalité du processus de recrutement est désormais intégrée au système PeopleSoft, y compris aux modules Internet, intranet, courriel et autres modules PeopleSoft.

En 2015, nous avons conduit des processus de recrutement en vue de pourvoir 76 postes du cadre organique et de rang supérieur; le délai moyen de recrutement a été de 84 jours.

La présence du FIDA sur le terrain est en constante augmentation, et les pratiques de gestion des ressources humaines intègrent désormais les bureaux de pays. Un fonctionnaire a été spécialement désigné pour se consacrer exclusivement aux besoins en ressources humaines des bureaux de pays, en collaboration avec l'Unité d'appui sur le terrain. Au 31 décembre 2015, 26 membres du cadre organique recrutés sur le plan international, 5 cadres auxiliaires, 40 fonctionnaires recrutés sur le plan national et 21 membres de la catégorie des services généraux étaient en poste dans les bureaux de pays du FIDA à travers le monde (voir la carte à l'intérieur de la couverture).

Au 31 décembre 2015, les effectifs et les statistiques relatives au personnel étaient les suivants:

- le personnel comptait au total 593 membres, y compris les membres du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA et les cadres auxiliaires;
- sur ce total, 324 appartenaient au personnel du cadre organique et de rang supérieur, 40 à la catégorie des fonctionnaires recrutés sur le plan national, 21 à celle des employés des services généraux recrutés sur le plan national et 208 à celle des services généraux;
- les fonctionnaires recrutés sur le plan national, le personnel du cadre organique et de rang supérieur comprenaient des ressortissants de 87 États membres;
- les femmes représentaient 40% des Vice-Présidents adjoints, 48% du personnel du cadre organique et de rang supérieur, 23% de la catégorie des fonctionnaires recrutés sur le plan national, et 82% de la catégorie des services généraux;
- le pourcentage total de femmes fonctionnaires du FIDA était de 59%.



Données relatives au financement et mobilisation des ressources

Ressources en 2015

Le financement de base des opérations du FIDA provient de plusieurs sources. Il s'agit principalement des contributions des États membres et d'autres donateurs, du produit des placements et des remboursements des prêts. Les contributions des États membres nous parviennent dans le cadre des reconstitutions périodiques des ressources du FIDA, qui ont lieu tous les trois ans. Des États membres demandent également au FIDA d'administrer les dons qu'ils octroient à des tierces parties sous la forme d'apports de fonds supplémentaires.

Dans le cadre des efforts qu'elle a entrepris sous la direction de son Conseil d'administration pour tirer parti de nouvelles sources de financement et continuer à développer la base de ressources du FIDA au cours de la période couverte par la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9) (2013 à 2015), l'organisation a réalisé une avancée majeure avec la transformation de son modèle financier pour y inclure l'emprunt souverain comme instrument de mobilisation de ressources (on trouvera plus loin des informations complémentaires sur ce point). En 2015, cette transformation a trouvé sa conclusion avec l'approbation de prêts à des conditions ordinaires octroyés à des États membres, financés par un emprunt souverain auprès de la Banque allemande de développement KfW (graphique 7). En conséquence directe de ce nouveau mécanisme de mobilisation de ressources, l'organisation a approuvé en 2015 le programme de prêts et dons le plus important de son histoire – 1,4 milliard d'USD.

Avec son double statut d'institution spécialisée des Nations Unies et d'institution financière internationale, le FIDA occupait déjà une position unique. Notre nouvelle capacité de faire appel à des ressources sous la forme d'emprunts souverains nous ouvre la possibilité de mobiliser et de gérer les ressources avec une plus grande souplesse et d'accroître la taille de notre portefeuille.

Dixième reconstitution des ressources du FIDA (2016-2018)

La Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10) s'est tenue en

2014. Les États membres ont approuvé une cible de reconstitution de 1,44 milliard d'USD sous la forme de nouvelles contributions pour le financement de projets d'agriculture et de développement rural dans les diverses parties du monde en développement. Les membres ont aussi retenu quatre thèmes principaux pour les contributions complémentaires non affectées: intégration du changement climatique, agriculture sensible aux enjeux nutritionnels, renforcement de la coopération Sud-Sud et triangulaire du FIDA, et initiative de partenariats public-privé-producteur (4P).

Au 16 août 2015, soit six mois après l'adoption de la résolution par le Conseil des gouverneurs, les annonces de contribution de base atteignaient 1,07 milliard d'USD – le plus haut niveau de contributions de base jamais atteint à ce stade d'un cycle de reconstitution du FIDA. Malgré la difficile situation financière mondiale, le FIDA a reçu un solide appui financier de la part de ses États membres, y compris les pays emprunteurs. Compte tenu du léger déficit par rapport au niveau de 1,44 milliard d'USD fixé par les États membres, la cible pour FIDA10 a été révisée et établie à 1,353 milliard d'USD. Divers facteurs sont à l'origine de ce déficit, en particulier l'impact des variations des taux de change des devises.

Bien que la cible de la reconstitution ait été ajustée, celle du programme de prêts et dons de FIDA10 a été maintenue à un niveau allant jusqu'à 3,2 milliards d'USD pour la période triennale. FIDA10 a pris effet le 2 décembre 2015, date à laquelle le montant des instruments de contribution déposés et des versements non assortis d'un instrument de contribution atteignait l'équivalent de 50,8% du montant total des annonces de contribution. La prise d'effet constitue une base solide pour la réalisation de l'ambitieux programme de prêts et dons de FIDA10, puisque toutes les contributions versées à ce jour sont disponibles en vue d'engagements opérationnels.

Au 31 décembre 2015, 88 pays avaient annoncé des contributions au titre de FIDA10 pour un montant total de 1,17 milliard d'USD, représentant 87% de la cible révisée de 1,353 milliard d'USD. Les

TABLEAU 2
Tableau synoptique, 1978-2015^{a, b}

		2011	2012	2013	2014	2015	1978-2015
Activités opérationnelles^{c, d}							
Prêts et dons CSD approuvés							
Nombre de programmes et projets		34	33	25	26	39	1 013
Montant	Millions d'USD	947,2	960,7	731,1	625,8	1 227,6	16 369,0
Dons approuvés							
Nombre		83	90	63	64	70	2 685
Montant	Millions d'USD	50,4	71,5	50,0	50,6	73,6	1 043,7
Fonds fiduciaire de l'ASAP							
Nombre		-	1	10	10	15	36
Montant	Millions d'USD	-	4,9	103,0	83,0	94,1	285,0
Total des opérations de prêt et de don du FIDA							
	Millions d'USD	997,6	1 037,1	884,1	759,4	1 395,3	17 697,7
Cofinancement							
	Millions d'USD	412,2	420,3	329,8	238,4	1 063,6	11 162,8
Multilatéral		213,2	153,3	207,1	128,0	861,7	8 517,6
Bilatéral		159,4	183,0	87,8	4,5	21,2	1 749,4
ONG		-	3,5	-	0,9	-	52,0
Autres ^e		39,6	80,5	34,9	104,9	180,7	843,8
Contributions des pays	Millions d'USD	834,3	599,5	552,7	601,0	925,5	14 317,8
Coût total des programmes et projets^f	Millions d'USD	2 198,3	2 003,0	1 720,2	1 552,9	3 319,7	42 247,8
Programmes et projets							
Nombre de programmes et projets en cours d'exécution		238	256	241	224	231	-
Nombre de programmes et projets achevés		26	21	43	45	27	757
Nombre de programmes et projets approuvés dus à l'initiative du FIDA		32	32	24	26	36	846
Nombre de pays ou territoires bénéficiaires (portefeuille en cours)		97	99	98	99	98	-
Décaissement des prêts	Millions d'USD	549,6	534,5	482,6	484,7	486,6	9 889,1
Décaissement des dons au titre du CSD	Millions d'USD	76,3	118,6	142,6	157,4	125,6	682,1
Remboursement des prêts^g	Millions d'USD	287,5	267,5	261,1	271,3	320,8	5 380,1
États membres et administration							
États membres – en fin de période		167	169	172	173	176	-
Cadre organique – en fin de période ^{h, i}		298	312	321	344	364	-

Sources: Système de projets d'investissement et de dons, états financiers du FIDA pour les exercices 1978 à 2015, et système comptable du FIDA.

^a Les prêts du FIDA et les dons consentis par le FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) en faveur de programmes et projets d'investissement sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS). Cependant, pour faciliter la lecture, les montants indiqués dans les tableaux et graphiques sont exprimés en équivalents USD, tels qu'ils figurent dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Les chiffres relatifs aux exercices 1986 à 1995 comprennent le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

^c Les programmes et projets intégralement annulés et ceux financés au titre du Mécanisme de financement du développement des programmes ne sont pas pris en compte.

^d Le Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne (Sierra Leone) approuvé en 2011 est supervisé par le FIDA et entièrement financé par un don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; il est compté dans les programmes et projets, mais ne bénéficie d'aucun financement de la part du FIDA.

^e Ce montant comprend les "paniers de financement" et autres dispositifs de financement analogues, les fonds provenant du secteur privé et des financements restant à confirmer à la date de l'approbation du Conseil d'administration.

^f Ce montant comprend les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Les dons ne se rapportant pas à des projets d'investissement ne sont pas pris en compte.

^g Le remboursement des prêts concerne les remboursements au titre du principal et inclut les remboursements au nom des pays bénéficiant de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE).

^h Postes approuvés (les postes de Président et de Vice-Président ne sont pas compris).

ⁱ Comprend les administrateurs recrutés sur le plan national dans les bureaux de pays.

instruments de contribution déposés (y compris les versements non assortis du dépôt d'un instrument de contribution) s'élevaient à 681,0 millions d'USD, soit 58% du montant total des annonces de contribution.

Afin de répondre aux engagements pris au titre de FIDA10, un Plan à moyen terme (PMT) à horizon mobile a été mis en place pour la période 2016-2018, afin de traduire par des actions les objectifs dérivés du Cadre stratégique (voir page 29). L'allocation des ressources se fera conformément aux priorités définies dans le PMT, tout en poursuivant la recherche, par le Fonds, d'une plus grande efficacité.

Neuvième reconstitution des ressources du FIDA (2013-2015)

2015 était la troisième et dernière année de la période couverte par FIDA9. Au 31 décembre 2015, les instruments de contribution reçus (y compris les versements non assortis du dépôt d'un instrument de contribution) s'élevaient à plus de 1,423 milliard d'USD, représentant 99% des annonces de contribution reçues au 31 décembre 2015. Ce financement a permis au Fonds d'atteindre, pour la première fois, un volume total de 1,4 milliard d'USD de projets et de dons approuvés au cours d'une même année, et de 3,09 milliards d'USD pour le programme de prêts et dons pour la période de FIDA9, dépassant le niveau cible de 3,0 milliards d'USD.

Mobilisation de ressources supplémentaires

L'Initiative de mobilisation de ressources supplémentaires lancée par le FIDA offre une orientation stratégique pour l'exploration de nouvelles possibilités de financement. Les principales réalisations de 2015 sont notamment:

- la mise en place d'un cadre d'orientation pour les futurs emprunts souverains du FIDA;
- l'organisation d'une table ronde technique de deux jours consacrée aux tendances émergentes

en matière de mobilisation de sources de financement à des conditions favorables pour les institutions financières internationales (IFI), réunissant des participants provenant d'IFI, du secteur public, de groupes de réflexion et d'autres organismes des Nations Unies;

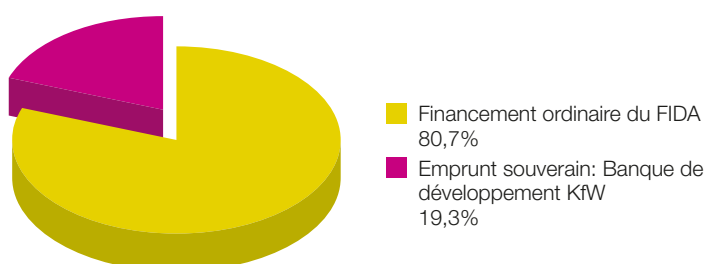
- l'exécution de projets financés par le premier prêt accordé au FIDA à des conditions favorables par la Banque allemande de développement KfW (voir la section suivante).

Emprunts auprès de sources souveraines

Le cadre mis en place pour orienter les futurs emprunts souverains représente un instrument unique et novateur de politique financière pour répondre au besoin croissant d'investissements destinés aux projets de développement agricole du Fonds. Il offre aussi un moyen de mobiliser un financement additionnel pour les interventions du FIDA dans des zones éloignées, où peu d'autres s'aventurent. Le FIDA estime que les outils de financement de ce type sont essentiels pour transformer les zones rurales en espaces dynamiques où les femmes et les hommes peuvent prospérer, spécialement en termes de financement du programme pour l'après-2015.

Dix projets financés à hauteur de 300 millions d'EUR au titre de l'accord-cadre avec la KfW ont été approuvés en 2015. L'accord prévoit la mise à la disposition du FIDA d'une ligne de crédit pouvant aller jusqu'à 400 millions d'EUR pour financer le programme de prêts et dons du FIDA. Cela nous a permis de mobiliser des ressources et d'étendre le programme de travail, d'accroître l'échelle des investissements en faveur d'une transformation rurale durable et inclusive, et de toucher un plus grand nombre de petits agriculteurs. En 2015, un second accord de prêt individuel a été signé avec la KfW, portant à 300 millions d'EUR le montant de l'emprunt du FIDA.

GRAPHIQUE 7
Prêts et dons au titre du CSD approuvés en 2015,
par source de financement



Source: Système Oracle BI de rapport institutionnel du FIDA.

Nouveaux partenariats

L'année 2015 fera date quant à la coopération entre le FIDA et ses partenaires, traditionnels et nouveaux, qui contribuera au succès du nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous avons mené, dans le courant de l'année, une nouvelle collaboration stratégique avec la Banque de développement de l'Amérique latine (CAF) en vue d'élargir le cofinancement de programmes exécutés dans les États membres communs. Nous exploiterons également les avantages comparatifs respectifs du FIDA et de la CAF dans le développement de l'infrastructure sociale et économique en milieu rural, et nous investirons davantage dans la transformation inclusive et durable du monde rural en y faisant participer le secteur privé.

Notre collaboration avec de grands partenaires du secteur privé a continué d'enregistrer des progrès. Pour aider les petits exploitants à participer à une filière au Nigéria, le FIDA collabore avec une filiale d'Unilever, la marque de produits alimentaires Knorr, pour former des producteurs de manioc à l'utilisation de pratiques agricoles durables. Nous jouons également un rôle actif au sein de plateformes mondiales pour le secteur privé, notamment le nouveau partenariat Grow Asia, lancé par le Forum économique mondial et le Secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Dans le cadre de la stratégie de partenariat du FIDA, nous avons élaboré et mis en œuvre une série d'instruments, de formations et de procédures correspondant aux meilleures pratiques. Ces instruments ont accru la capacité du personnel de nouer des partenariats, renforcé le suivi-évaluation des partenariats, et amélioré les communications ciblées et les documents de sensibilisation du FIDA. Conformément à l'objectif de développement durable 17 (ODD17) sur les partenariats pour la réalisation des objectifs, le FIDA a lancé un processus interne visant à adapter sa stratégie de partenariat aux défis et aux possibilités découlant du nouveau paysage de développement.

Fonds supplémentaires

Les fonds supplémentaires sont des ressources apportées sous forme de dons et administrées par le FIDA à la demande de donateurs et au bénéfice des États membres en développement. Ils sont essentiellement affectés au cofinancement d'initiatives et de projets spécifiques, conformément aux indications contenues dans l'accord correspondant conclu entre le FIDA et le donateur concerné.

En 2015, le FIDA a signé des accords relatifs à des fonds supplémentaires avec la Commission européenne, l'Italie, la République de Corée et la Fondation Bill & Melinda Gates. Ces accords appuient des interventions dont les objectifs sont

divers: amélioration de la productivité du bétail; autonomisation des organisations paysannes et de leurs réseaux en Asie et dans le Pacifique; renforcement de l'impact des envois de fonds mondiaux dans les zones rurales; amélioration de la productivité agricole; accroissement des revenus, en particulier dans les contextes fragiles (comme en Somalie et dans les îles du Pacifique); et financement de recherches sur l'amélioration de la nutrition, de l'agriculture durable et de la résilience. L'Agence de coopération internationale de la République de Corée a signé son premier accord avec le FIDA, grâce auquel elle apporte des fonds supplémentaires au Fonds fiduciaire de l'ASAP. Le FIDA a aussi signé un accord avec le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement en vue de la fourniture d'une assistance technique à la conception d'un projet en Guinée.

En outre, un accord de contribution a été signé par la FAO et le FIDA dans le cadre de l'exécution du programme Actions intégrées en nutrition et alimentation, à Madagascar. Ce programme est une composante de l'initiative lancée par l'Union européenne pour accélérer l'élimination de la pauvreté extrême et de la faim. Il est dirigé par la FAO et exécuté en partenariat avec le FIDA, le PAM et cinq ONG – HELVETAS Swiss Intercooperation, CARE International (Cooperative for Assistance and Relief Everywhere), GRET (Groupe de recherches et d'échanges technologiques), ICCO (Interchurch Organization for Development Cooperation) et Welthungerhilfe.

Le FIDA a mobilisé au total 62,6 millions d'USD de fonds supplémentaires durant l'année, et a reçu 83,8 millions d'USD au titre d'accords signés en 2015 et au cours d'années précédentes. Le tableau 3 présente les fonds supplémentaires reçus au cours de l'année 2015.

Portefeuille en cours

La valeur des investissements du FIDA dans son portefeuille de programmes et projets en cours dans les zones rurales était, en 2015, de 6,2 milliards d'USD (tableau 4). À la fin de l'année, on comptait dans les diverses régions du monde 231 programmes et projets en cours, financés par le FIDA en partenariat avec 98 gouvernements bénéficiaires. Les cofinancements externes et les fonds provenant de sources nationales pour le portefeuille en cours se sont élevés à 7,6 milliards d'USD, portant à 13,8 milliards d'USD la valeur totale de ces programmes et projets (voir la carte et le graphique à l'intérieur de la couverture).

Le portefeuille en cours d'opérations financées par des dons s'élevait, à la fin 2015, à 220,1 millions d'USD, avec 252 dons en cours d'exécution dans 112 pays. Les dons autonomes du FIDA appuient la recherche, l'innovation, le changement

institutionnel et les technologies utiles aux pauvres. Ils sont étroitement liés à nos programmes de pays, et apportent souvent un appui à l'établissement de liaisons entre différentes initiatives conduites dans un même pays. Les bénéficiaires des dons sont notamment des organismes de recherche, des centres d'excellence actifs dans le domaine de la réduction de la pauvreté rurale, des ONG, des gouvernements et des organisations du secteur privé et de la société civile. (Vous trouverez à la page 83 sur le CD-ROM davantage d'informations sur le programme de dons du FIDA, ainsi que des récits recueillis sur le terrain.)

Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA

Le cofinancement de nos partenaires a un effet multiplicateur sur la valeur des interventions de développement que nous appuyons. Il comprend les contributions nationales provenant des gouvernements bénéficiaires et des femmes et des hommes qui participent aux projets, ainsi que

les ressources apportées par les donateurs bilatéraux et multilatéraux.

De nombreux facteurs externes influent sur les niveaux de cofinancement, et les approbations peuvent varier considérablement d'une année à l'autre. En 2015, les contributions nationales aux projets nouvellement approuvés ont atteint 925,5 millions d'USD, en augmentation par rapport aux 601,0 millions d'USD de 2014 (tableau 2). Les niveaux des contributions nationales investies dans le portefeuille en cours ont connu une augmentation régulière au cours des dernières années, atteignant 4,7 milliards d'USD en 2015 (voir le graphique à l'intérieur de la couverture).

Le cofinancement multilatéral pour les projets nouvellement approuvés, qui était de 128,0 millions d'USD en 2014 est passé à 861,7 millions d'USD en 2015, et a apporté la plus grande partie du cofinancement externe pour les programmes et projets nouvellement approuvés (tableau 2 et graphique 8).

TABLEAU 3

Tableau récapitulatif des fonds supplémentaires au titre des études thématiques et de l'assistance technique, et des cofinancements reçus en 2015

Montants en millions d'USD, au taux de change fixe EUR/USD = 0,920556

Donateur	Études thématiques et assistance technique	Cofinancement (hors cofinancements parallèles)	Total
<i>CGIAR</i>	17,5	-	17,5
<i>Organisations paysannes</i>	4,7	-	4,7
<i>Coalition internationale pour l'accès à la terre</i>	-	1,6	1,6
<i>Envois de fonds</i>	3,6	-	3,6
<i>Mécanisme d'assistance technique</i>	0,1	-	0,1
<i>Burundi</i>	-	4,2	4,2
<i>Mozambique</i>	-	7,3	7,3
<i>Tunisie</i>	-	0,6	0,6
<i>Ouganda</i>	-	0,1	0,1
<i>Yémen</i>	-	6,9	6,9
Total Commission européenne	25,9	20,7	46,6
Fondation Bill & Melinda Gates	-	0,5	0,5
FAO	0,1	0,5	0,6
GAFSP: République démocratique populaire lao, Sierra Leone, Togo	-	21,9	21,9
Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (RWEE)	1,0	-	1,0
Fonds saoudien de développement	-	0,7	0,7
Danemark	-	0,9	0,9
France	0,2	-	0,2
Allemagne	0,5	0,8	1,3
Luxembourg	0,5	-	0,5
Pays-Bas	4,0	2,1	6,1
Nouvelle-Zélande	-	0,4	0,4
République de Corée	1,5	-	1,5
Suisse	1,7	-	1,7
Autres	0,1	-	0,1
Total^a	35,5	48,5	83,8

Source: Systèmes financiers du FIDA.

GAFSP = Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; RWEE = Autonomisation économique des femmes rurales.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 4
Portefeuille de programmes et projets en cours par région^a
 À la fin décembre 2015

	Nombre de programmes et projets	Financement du FIDA ^b (millions d'USD)
Afrique de l'Ouest et du Centre	47	1 270,7
Afrique orientale et australe	46	1 463,1
Asie et Pacifique	66	2 142,2
Amérique latine et Caraïbes	36	535,8
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	36	773,7
Total^c	231	6 185,5

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Dans le portefeuille en cours figurent les programmes et projets approuvés, entrés en vigueur, et pas encore achevés.

^b Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts, les dons au titre du CSD, et les dons spécifiques à un pays en faveur de projets d'investissement. Les dons sans rapport avec les programmes et projets ne sont pas inclus.

^c Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 5
Financement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 1978-2015
 Montants en millions d'USD

	1978-2006	2007-2009	2010-2012	2013-2015	2015	1978-2015
FIDA ^a	9 431,9	1 735,9	2 717,5	2 881,8	1 330,6	16 767,2
Cofinancements ^b	7 061,7	1 027,3	1 435,0	1 638,8	1 063,6	11 162,8
Contributions nationales	8 985,2	918,8	2 334,6	2 079,2	925,5	14 317,8
Total^{c, d}	25 478,8	3 682,1	6 487,1	6 599,8	3 319,7	42 247,8
Nombre de programmes et projets ^e	730	94	99	90	39	1 013

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts, les dons au titre du CSD, et les dons spécifiques à un pays en faveur de projets d'investissement. Les dons sans rapport avec les programmes et projets ne sont pas inclus.

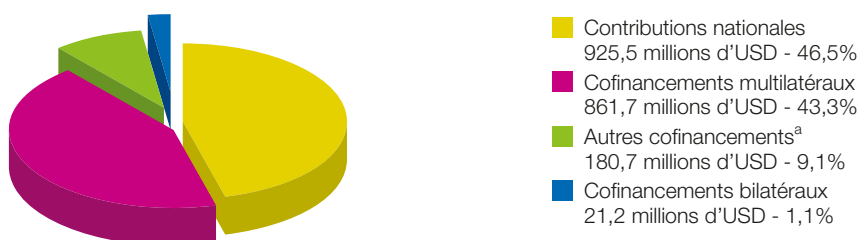
^b Ces chiffres prennent en compte les cofinancements restant à confirmer à la date d'approbation de l'opération par le Conseil d'administration.

^c Le montant total peut inclure un financement additionnel pour des programmes et projets précédemment approuvés.

^d Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^e Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

GRAPHIQUE 8
Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 2015
 Sur un montant total de 1 989,1 millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a La catégorie "Autres cofinancements" inclut les financements utilisant un mécanisme de mise en commun de fonds ou autre mécanisme du même ordre, les financements provenant de ressources du secteur privé, et les financements restant à confirmer à la date d'approbation de l'opération par le Conseil d'administration.

Le graphique 9 présente la liste des 15 principaux cofinanceurs multilatéraux contribuant, à ce jour, aux programmes et projets dus à l'initiative du FIDA. Le Fonds de l'OPEP pour le développement international, la Banque africaine de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (du groupe de la Banque mondiale) et le Fonds arabe de développement économique et social occupent les premières places de ce classement et représentent, ensemble, plus de 50% des 3,0 milliards d'USD du montant total du cofinancement multilatéral.

Le graphique 10 présente un classement des donateurs bilatéraux contribuant aux programmes et projets dus à l'initiative du FIDA; l'Espagne, les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne et la France y occupent les premières places. Ensemble, ces pays ont fourni environ 70% du cofinancement bilatéral total aux projets dus à l'initiative du FIDA, soit 1,1 milliard d'USD depuis le début de nos activités en 1978.

Financement en faveur de pays et régions prioritaires

Le FIDA continue de privilégier l'aide aux pays les moins avancés et à ceux dont la sécurité alimentaire n'est pas assurée. Sur le total des financements accordés à des programmes et projets en 2015, 60% étaient destinés à des pays classés par la FAO dans

la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier, et 50% à des pays placés par l'Organisation des Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés. Pour ce qui concerne la répartition régionale, les deux régions du FIDA couvrant l'Afrique subsaharienne ont reçu environ 44% des nouveaux financements pour les programmes et projets en 2015 (graphique 11). Le tableau 6 présente le financement par région depuis 1978.

Financement par secteur

Le graphique 12 montre la répartition par thème ou secteur du financement de notre portefeuille actuel. Un tiers environ des fonds du portefeuille va à l'appui de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles, donnant aux petits agriculteurs les moyens d'accroître leur production et d'utiliser les ressources naturelles de manière plus durable et plus efficiente. Environ 16% des fonds investis dans le portefeuille en cours appuient les activités de renforcement des marchés et de l'infrastructure connexe, facteurs essentiels pour que les populations rurales puissent être intégrées aux marchés et obtenir un revenu décent de leur production. La finance rurale représente 12% des fonds investis et permet aux femmes et aux hommes des zones rurales d'utiliser les services tels que le crédit, l'épargne et l'assurance afin de renforcer leurs entreprises et de gérer les risques.

TABLEAU 6
Financement du FIDA pour les programmes et projets par région, 1978-2015^{a, b}
Montants en millions d'USD

	1978-2006	2007-2009	2010-2012	2013-2015	2015	1978-2015
Afrique de l'Ouest et du Centre						
Montant total	1 660,8	265,4	592,3	587,1	184,4	3 105,5
Nombre de programmes et projets	162	20	21	18	7	221
Afrique orientale et australe						
Montant total	1 683,6	447,5	619,9	669,0	399,4	3 420,1
Nombre de programmes et projets	135	20	17	16	7	188
Asie et Pacifique						
Montant total	3 031,8	573,6	859,3	1 048,9	552,2	5 513,6
Nombre de programmes et projets	182	22	26	28	14	258
Amérique latine et Caraïbes						
Montant total	1 476,2	193,7	272,2	227,7	116,6	2 169,9
Nombre de programmes et projets	124	15	17	13	7	169
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe						
Montant total	1 579,5	255,8	373,8	349,2	78,0	2 558,2
Nombre de programmes et projets	127	17	18	15	4	177
Montant total du financement du FIDA^c	9 431,9	1 735,9	2 717,5	2 881,8	1 330,6	16 767,2
Nombre total de programmes et projets^d	730	94	99	90	39	1 013

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD, et les dons spécifiques à un pays pour des projets d'investissement.

^b Le montant total peut inclure un financement additionnel pour des programmes et projets précédemment approuvés.

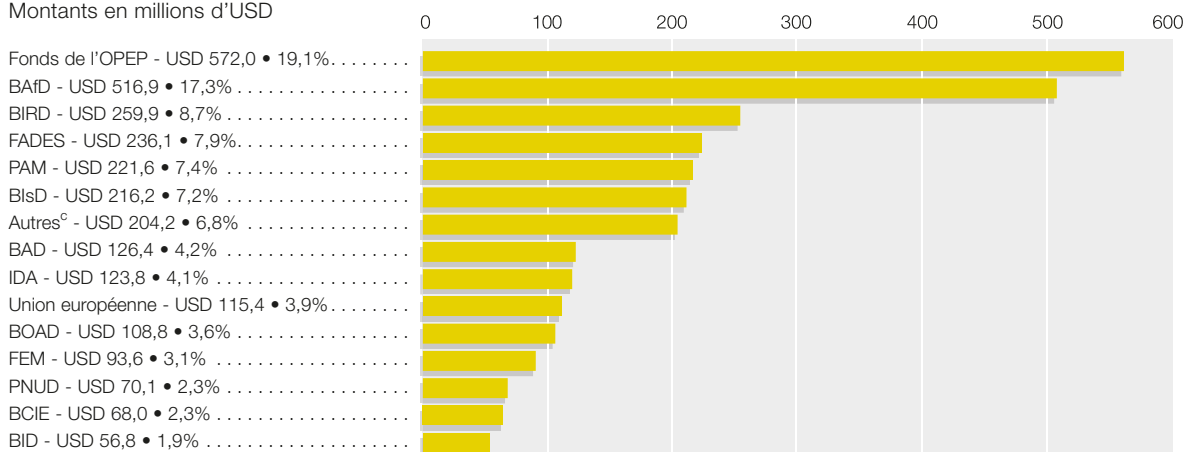
^c Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^d Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

GRAPHIQUE 9

Cofinancement par des donateurs multilatéraux des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA, 1978-2015^{a, b}

Montants en millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet soumis au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur multilatéral dans le total du cofinancement multilatéral de 2 989,6 millions d'USD. Les chiffres ne prennent pas en compte les participations multilatérales à des financements utilisant un mécanisme de mise en commun de fonds ou autre mécanisme du même ordre.

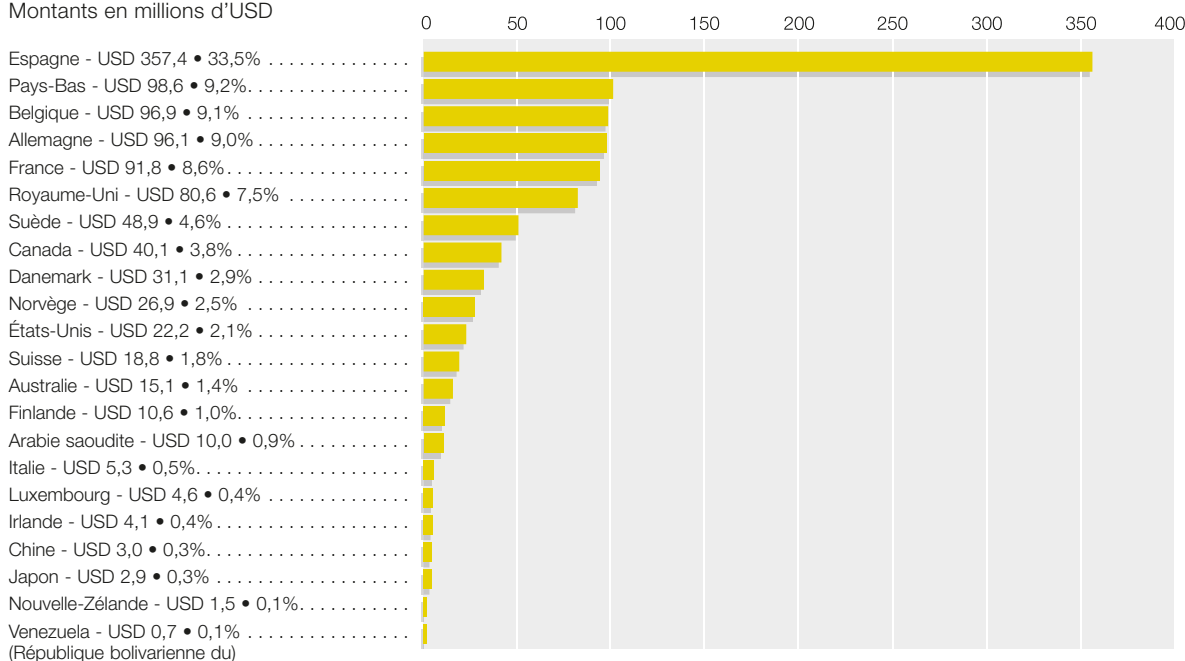
^b BAD = Banque asiatique de développement; BAfD = Banque africaine de développement; BCIE = Banque centraméricaine d'intégration économique (Banco Centroamericano de Integración Económica); BID = Banque interaméricaine de développement; BIRD = Banque internationale pour la reconstruction et le développement; BIsD = Banque islamique de développement; BOAD = Banque ouest-africaine de développement; FADES = Fonds arabe de développement économique et social; FEM = Fonds pour l'environnement mondial; IDA = Association internationale de développement; PAM = Programme alimentaire mondial; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement.

^c On compte parmi les autres cofinanciers les institutions suivantes: Société andine de développement (Corporación Andina de Fomento); Autorité arabe pour les investissements et le développement agricole; Fonds Africa; Banque arabe pour le développement économique en Afrique; Banque de développement des Caraïbes; Banque d'investissement et de développement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture; Société financière internationale; Organisation internationale du Travail; Fonds stratégique pour le climat; Fonds d'équipement des Nations Unies; Fonds des Nations Unies pour l'enfance; Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM, devenu l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes [ONU-Femmes]); Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues; Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues; et Fonds des Nations Unies pour la population.

GRAPHIQUE 10

Cofinancement par des États membres donateurs (bilatéraux) des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA, 1978-2015^a

Montants en millions d'USD

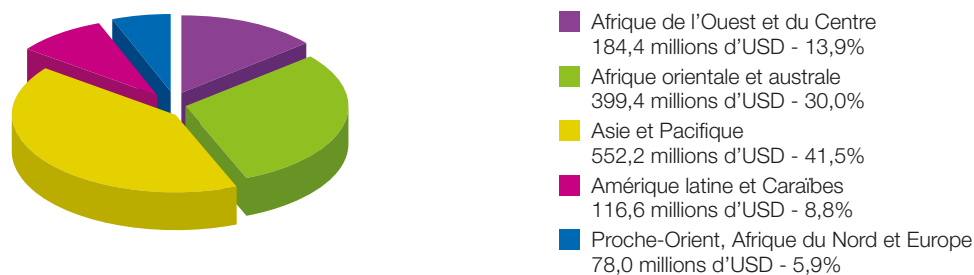


Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet soumis au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur bilatéral dans le total du cofinancement bilatéral de 1 067,6 millions d'USD. Les chiffres ne prennent pas en compte les participations bilatérales à des financements utilisant un mécanisme de mise en commun de fonds ou autre mécanisme du même ordre.

GRAPHIQUE 11**Répartition régionale du financement des programmes et projets du FIDA approuvés en 2015^a**

Sur un montant total de 1 330,6 millions d'USD

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.**GRAPHIQUE 12****Financement du portefeuille actuel du FIDA par secteur (fin 2015)**

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Le secteur de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles comprend l'irrigation, les parcours, la pêche, la recherche, la vulgarisation et la formation.^b Les autres secteurs comprennent la communication, la culture et le patrimoine, l'atténuation des effets des catastrophes, la production d'énergie, le suivi-évaluation, la gestion et la coordination, et la gestion des situations d'après crise.

Répartition du financement des programmes et projets en fonction des instruments et des conditions de prêt

Les prêts assortis de conditions particulièrement favorables continuent de représenter la plus grande partie des financements destinés aux programmes et projets d'investissement (tableau 7)¹. Environ 44% des nouveaux financements approuvés au cours de l'année ont été accordés sous forme de prêts assortis de conditions particulièrement favorables – pour un montant total de 533,8 millions d'USD. Les prêts à des conditions ordinaires représentent 26,3% du total; viennent ensuite les dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD), avec 18,3%, et les prêts à des conditions mixtes, avec 11,9% (graphique 13).

En proportion de la valeur cumulée du portefeuille de financement du FIDA depuis 1978, les prêts assortis de conditions particulièrement favorables et les dons au titre du CSD représentent environ 73% du total, soit une part largement supérieure à l'objectif de deux tiers fixé dans les Principes et critères du FIDA en matière de prêts. Le tableau 8 indique la répartition des investissements en fonction des conditions de financement et par région.

Décaissements

Les décaissements au titre des prêts du FIDA et des dons au titre du CSD ont atteint, en 2015, 612,2 millions d'USD (tableaux 9 et 10). Au cours de la période 1979-2015, les décaissements au titre des prêts relevant du Programme ordinaire se sont élevés en valeur cumulée à 9 889,1 millions d'USD (soit 74% des engagements effectifs) à la fin de 2015 (tableau 11), contre 9 402,5 millions d'USD (76% des engagements effectifs) à la fin de 2014.

Gestion des liquidités, des flux de trésorerie et des politiques financières du FIDA

Le FIDA gère des liquidités et des investissements d'une valeur totale de 2,0 milliards d'USD: 1,5 milliard d'USD au titre du Programme ordinaire, et 0,5 milliard d'USD pour les programmes supplémentaires et les fonds d'affectation spéciale. En 2015, les investissements gérés en interne sont demeurés stables au niveau de 0,8 milliard d'USD, représentant 42% du total des fonds gérés. Ce montant inclut tous les fonds supplémentaires et les fonds empruntés, et une partie des ressources ordinaires.

Comme prévu, tous les types de ressources ont diminué au cours de l'année, en raison des sorties nettes, résultant d'un volume accru de décaissements et des variations de change.

En 2015, le volume des mouvements de trésorerie s'est accru, marquant une poursuite de la tendance apparue au cours de la période de FIDA8. Le volume total des mouvements de trésorerie s'est élevé à 6,8 milliards d'USD, en hausse de 13% par rapport à 2014. Le moteur principal de cette évolution réside dans l'augmentation notable des mouvements de trésorerie ne relevant pas du Programme ordinaire, qui ont atteint 3,0 milliards d'USD (alors qu'ils étaient de 2,0 milliards d'USD en 2014), tandis que les mouvements relatifs au Programme ordinaire demeuraient relativement stables à 3,8 milliards d'USD (4,0 milliards d'USD en 2014). Cette augmentation des mouvements de trésorerie ne relevant pas du Programme ordinaire résulte également d'une gestion interne plus active des placements.

Le FIDA a renforcé, à la suite d'un examen entrepris en 2014, sa gestion du risque lié aux mouvements de trésorerie en améliorant et en modernisant deux importants systèmes financiers utilisés pour la planification des ressources de l'organisation. La gestion de la trésorerie a également

¹ Les prêts actuellement accordés par le FIDA peuvent être assortis de trois types de condition: conditions particulièrement favorables (pas d'intérêt, commission de service de 0,75% et durée de remboursement de 40 ans); conditions mixtes (taux d'intérêt fixe de 1,25%, commission de service de 0,75% et durée de remboursement de 25 ans); et conditions ordinaires (taux d'intérêt variable et durée de remboursement de 15 à 18 ans).

TABLEAU 7
Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt, et des dons au titre du CSD, 1978-2015^a
 Montants en millions d'USD

	1978-2006	2007-2009	2010-2012	2013-2015	2015	1978-2015
Dons au titre du CSD						
Montant	-	401,5	680,7	457,0	224,9	1 539,2
Nombre de dons	-	43	50	33	12	126
Prêts à des conditions particulièrement favorables						
Montant	6 825,8	948,6	1 315,4	1 283,9	533,8	10 373,7
Nombre de prêts	545	55	61	62	28	723
Prêts à des conditions durcies						
Montant	-	8,5	50,6	-	-	59,1
Nombre de prêts	-	1	4	-	-	5
Prêts à des conditions intermédiaires						
Montant	1 605,8	171,4	197,4	-	-	1 974,7
Nombre de prêts	133	9	6	-	-	148
Prêts à des conditions mixtes						
Montant	-	-	-	249,5	145,9	249,5
Nombre de prêts	-	-	-	13	8	13
Prêts à des conditions ordinaires						
Montant	950,8	186,5	441,5	594,0	323,0	2 172,8
Nombre de prêts	69	17	24	25	14	135
Montant total	9 382,4	1 716,6	2 685,6	2 584,4	1 227,6	16 369,0
Nombre total de prêts, et de dons au titre du CSD^{b, c}	747	125	145	133	62	1 150

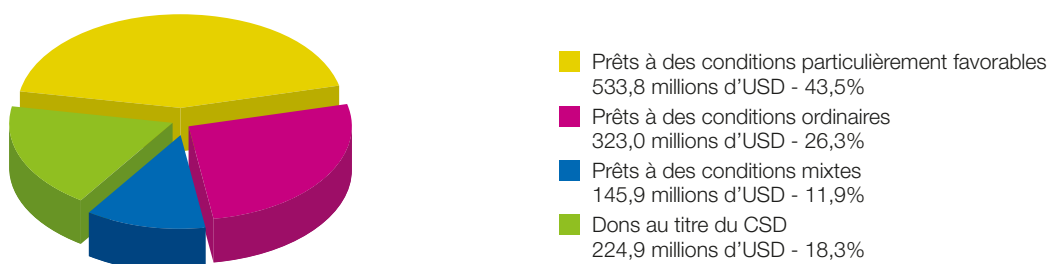
Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

^c Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

GRAPHIQUE 13
Prêts du FIDA par conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 2015^a
 Sur un montant total de 1 227,6 millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils incluent les prêts au titre du Programme ordinaire, ainsi que les prêts au titre du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD.

été améliorée en négociant des arrangements plus favorables avec les banques du FIDA et en affinant les prévisions financières à court terme pour réduire les encaisses oisives.

Un examen indépendant de la répartition des actifs, mettant l'accent sur la gestion des liquidités, a été réalisé pour le portefeuille du FIDA à l'appui de l'examen annuel de la stratégie de placements. Cet examen a confirmé de manière générale la validité de la répartition actuelle des actifs, et déterminé qu'une diversification favorisant les actions offrirait un potentiel d'amélioration du rendement. Les recommandations ont été intégrées à l'examen annuel de l'Exposé de la Politique de placement du FIDA, approuvé par le Conseil d'administration à sa session de décembre.

En tant que coprésident, depuis 2008, du Groupe de travail du Réseau Finances et budget sur les services de trésorerie communs, le FIDA joue un rôle de chef de file dans les initiatives prises à l'échelle du système des Nations Unies en vue d'optimiser l'efficacité opérationnelle de ces services. Le FIDA héberge également le site web spécialisé, qui demeure la principale plateforme d'interaction entre ces services. La rencontre annuelle 2015 entre les membres du groupe s'est tenue au siège du FIDA, à Rome, en présence de représentants de 30 entités des Nations Unies.

Approche et soutien du FIDA en matière d'allégement de la dette et de gestion de la dette

L'allégement de la dette et la gestion de la dette apportent une importante contribution à la réduction de la pauvreté. Au cours de l'année 2015, nous avons

TABLEAU 8
Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt et des dons au titre du CSD, par région, 1978-2015^a
Montants en millions d'USD

	Afrique de l'Ouest et du Centre	Afrique orientale et australe	Asie et Pacifique	Amérique latine et Caraïbes	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	Total
Dons au titre du CSD						
Montant	554,5	442,7	296,7	51,2	194,1	1 539,2
Nombre de dons	41	31	25	9	20	126
Prêts à des conditions particulièrement favorables						
Montant	2 323,9	2 745,2	3 914,3	411,4	979,0	10 373,7
Nombre de prêts	207	177	212	41	86	723
Prêts à des conditions durcies						
Montant	-	-	-	-	59,1	59,1
Nombre de prêts	-	-	-	-	5	5
Prêts à des conditions intermédiaires						
Montant	105,2	108,9	607,5	488,0	665,0	1 974,7
Nombre de prêts	11	11	35	51	40	148
Prêts à des conditions mixtes						
Montant	7,7	11,1	150,3	32,2	48,2	249,5
Nombre de prêts	1	1	5	3	3	13
Prêts à des conditions ordinaires						
Montant	21,3	23,3	450,2	1 146,1	531,9	2 172,8
Nombre de prêts	3	5	11	80	36	135
Montant total	3 012,6	3 331,3	5 418,9	2 128,9	2 477,3	16 369,0
Pourcentage du total des prêts du FIDA et des dons au titre du CSD						
	18	20	33	13	15	100
Nombre total de prêts et de dons au titre du CSD^{b, c}						
	263	225	288	184	190	1 150

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

^c Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

poursuivi notre soutien total au travail mené, au niveau international, pour chercher à résoudre le problème de la dette actuelle des pays pauvres, par le biais de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). Nous avons aussi continué à utiliser notre Cadre pour la soutenabilité de la dette afin de faire en sorte que les pays vulnérables n'accumulent pas, à l'avenir, une nouvelle dette.

Depuis le lancement de l'Initiative PPTE, de nombreux pays ont sensiblement progressé sur la voie de l'accès à l'allègement de la dette. Plus de 92% des pays répondant aux conditions requises (35 pays sur 38) ont franchi le point de décision, pouvant ainsi solliciter une aide du FIDA au titre de cette initiative, et ont atteint le point d'achèvement – stade auquel ils obtiennent une réduction complète et irrévocable de leur dette. Au total, nos engagements représentent à ce jour un allègement du service de la dette d'environ

639,4 millions d'USD en valeur nominale. Au 31 décembre 2015, le FIDA avait accordé aux 35 pays parvenus au point d'achèvement des allègements de dette d'un montant total de 439,9 millions d'USD en valeur nominale

Au cours de l'année 2015, les dons au titre du CSD ont représenté 18,3% de la valeur totale des financements approuvés pour des programmes et projets d'investissement (graphique 13). Douze dons ont été approuvés, pour un montant total de 224,9 millions d'USD (tableau 7).

TABLEAU 9
Montant annuel des décaissements des prêts au titre du Programme ordinaire, par région, 1979-2015^a
Montants en millions d'USD

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	1979-2015
Afrique de l'Ouest et du Centre	62,3	57,8	61,8	64,4	66,8	66,0	74,4	94,2	74,82	82,3	81,0	1 470,2
Afrique orientale et australe	75,9	88,6	89,4	85,4	106,4	99,4	104,3	140,4	136,19	99,1	99,2	1 886,2
Asie et Pacifique	93,1	127,2	122,0	99,1	129,2	158,0	230,7	172,2	148,02	180,6	201,5	3 450,4
Amérique latine et Caraïbes	42,3	57,4	63,4	79,1	61,6	64,0	72,9	65,7	54,21	63,5	51,2	1 488,2
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	68,0	55,9	62,1	96,1	73,5	70,1	67,3	61,9	69,35	59,3	53,7	1 594,1
Total^b	341,6	386,9	398,7	424,1	437,5	457,5	549,6	534,5	482,6	484,7	486,6	9 889,1

Source: Système prêts et dons.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.

^b Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 10
Montant annuel des décaissements des dons au titre du CSD, par région, 2007-2015
Montants en millions d'USD

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2007-2015
Afrique de l'Ouest et du Centre	-	0,9	1,9	9,1	23,8	36,7	49,2	46,9	42,1	210,7
Afrique orientale et australe	1,0	3,6	5,7	17,1	28,3	40,1	45,0	60,0	36,0	236,8
Asie et Pacifique	1,0	1,7	3,9	6,8	11,6	21,0	22,9	31,8	23,9	124,6
Amérique latine et Caraïbes	-	-	0,6	0,9	3,4	6,6	6,2	6,3	5,2	29,2
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	-	0,1	1,6	5,5	9,2	14,2	19,2	12,3	18,4	80,6
Dons au niveau mondial	-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	0,1
Total^a	2,0	6,5	13,7	39,4	76,3	118,6	142,6	157,4	125,6	682,1

Source: Système prêts et dons.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 11
Décaissement des prêts au titre du Programme ordinaire, par région et par conditions de prêt, 1979-2015^a
Montants en millions d'USD

	Conditions particulièrement favorables	Conditions intermédiaires	Conditions ordinaires	Conditions durcies	Total
Afrique de l'Ouest et du Centre					
Montant	1 392,4	60,3	17,4	-	1 470,2
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	73	89	97	-	74
Afrique orientale et australe					
Montant	1 781,4	100,7	4,1	-	1 886,2
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	72	88	18	-	73
Asie et Pacifique					
Montant	2 896,3	454,5	99,6	-	3 450,4
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	81	66	20	-	72
Amérique latine et Caraïbes					
Montant	381,8	412,2	694,2	-	1 488,2
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	94	88	68	-	79
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe					
Montant	862,2	439,8	267,1	25,0	1 594,1
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	92	72	53	52	76
Montant total	7 314,1	1 467,5	1 082,4	25,0	9 889,1
Pourcentage total de l'engagement effectif sous forme de prêts	78	75	52	52	74

Source: Système prêts et dons.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.



Récompenses

Réunion mondiale du personnel en 2016 et récompenses du personnel

Étant donné que l'organisation poursuit son élan décentralisateur et que ses fonctionnaires sont de plus en plus nombreux à travailler dans les bureaux de pays du FIDA à travers le monde, nous organisons tous les deux ans une réunion mondiale du personnel au siège. Le but est de permettre à toutes ces personnes de se rencontrer, de partager des idées et des expériences, et d'améliorer l'efficacité du FIDA en tant qu'organisation et en tant qu'équipe. Le slogan retenu pour la réunion mondiale du personnel 2016 était "Innover, Cibler, Agir, Oser" pour que le FIDA agisse encore plus, encore mieux et de manière encore plus avisée. Près de 600 membres du personnel étaient présents à cette réunion, parmi lesquels plus de 100 collègues venus des bureaux de pays.

Le programme des deux journées a été bien rempli: séances plénières, 45 séances thématiques en plus petits groupes et 15 stands, donnant aux participants l'occasion de recueillir des informations sur les bureaux de pays et d'autres domaines de travail, et de s'initier à de nouvelles compétences. Il y avait des jeux, et des concours à gagner. Les récompenses du personnel pour 2015 ont aussi été présentées au cours de la réunion, en reconnaissance d'un travail et d'un engagement exceptionnels à l'égard de la mission du FIDA. Les récompenses 2015 ont distingué le leadership, les projets novateurs et les initiatives extraordinaires, les facilitateurs du changement, et les collègues qui sont de remarquables représentants des valeurs fondamentales du FIDA.



Les lauréats des prix du personnel posent, lors de la réunion mondiale du personnel, avec le Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze, et la Vice-Présidente adjointe, Mme Lakshmi Menon

Leadership

Shankar Achuthan-Kutty
Gernot Laganda

Projet novateur/initiative extraordinaire

Yolando Arban
Glayson Ferrari Dos Santos
Jacopo Monzini Taccone di Sitizano
Antonio Rota
Brian Thomson

Facilitation du changement

Équipe responsable des connexions pour les vidéoconférences des bureaux de pays du FIDA

Willy Ong, Chef d'équipe
Fabio Bencivenga
Roman Bezuszeko
Roberto De Tora
Francesca Garau
Matteo Giacobbe
Marco Nicotera
Luca Rotondo

Valeurs fondamentales du FIDA

Negussie Ayele
Marco Camagni
Sefika Kemura-Kulenovic
Birgit Plöckinger

Reconnaissance présidentielle

Thomas Bousios

Mention honorable

Fadi Daood

Récompenses obtenues par le FIDA

Au cours de l'année 2015, divers hommages ont été rendus au FIDA et au travail qu'il accomplit pour autonomiser les populations rurales et investir en leur faveur, et à son engagement pour un développement durable partout dans le monde et en son sein.

En janvier, le Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze, s'est vu décerner le titre de Docteur ès sciences, honoris causa, par l'Université de Warwick, au Royaume-Uni, pour sa contribution significative à la réduction de la pauvreté par le biais de l'agriculture durable et du développement international. (Le texte de la conférence prononcée par M. Nwanze à l'Université de Warwick est disponible en ligne à l'adresse: http://www.ifad.org/events/op/2015/warwick_lecture.htm)

Nous avons remporté le Prix de la meilleure pratique de développement durable pour la sécurité alimentaire, attribué pour notre action de promotion du système d'intensification de la production rizicole à Madagascar. Ce système permet aux petits agriculteurs d'optimiser les rendements du riz tout en réduisant les quantités de semences, d'eau et de terre utilisées. En collaboration avec l'Université Cornell (New York, États-Unis d'Amérique) et le Ministère malgache de l'agriculture, le FIDA a commencé à promouvoir cette méthode en 1997. Le succès rencontré à Madagascar a conduit à l'adoption du système d'intensification de la production rizicole par 5 millions de petits agriculteurs dans au moins 50 pays à travers le monde. La cérémonie de remise de ce prix s'est déroulée au mois de juillet, à l'exposition universelle 2015, Expo Milano. Le concours avait été organisé par deux institutions italiennes, le Centre international des hautes études en agronomie méditerranéenne de Bari et l'École polytechnique de Milan.

Au mois d'août, une certification platine a été attribuée au FIDA dans la catégorie "Bâtiments existants: fonctionnement et maintenance" par le programme de certification Leadership in Energy and Environmental Design (LEED). Ce programme, conduit par le Green Building Council des États-Unis, est l'un des principaux systèmes mondiaux de notation pour la construction écologique. La certification platine en est le plus haut niveau et le FIDA est la première entité des Nations Unies à se voir attribuer cette certification dans la catégorie "Bâtiments existants: fonctionnement et maintenance". Dans l'esprit de l'initiative "Du

bleu au vert" lancée par les Nations Unies, nous avons entrepris, dès 2009, de rendre notre siège plus respectueux de l'environnement. Depuis lors, nous avons radicalement réduit notre consommation d'énergie, ainsi que nos émissions de carbone, qui sont passées de 5 579 tonnes à 3 930 tonnes.

En novembre, le Vice-Président du FIDA, M. Michel Mordasini, a été fait Chevalier de l'Ordre national par le Gouvernement de Madagascar, qui rendait ainsi hommage à l'engagement constant du FIDA en faveur de l'agriculture dans son pays, en particulier durant la période au cours de laquelle de nombreux autres donateurs s'étaient retirés.

Également en novembre, en Inde, la Direction de l'autonomisation des femmes du Gouvernement du Madhya Pradesh a reçu un prix Skoch pour le Programme d'autonomisation des femmes rurales (Tejaswini), dans l'État de Maharashtra, appuyé par le FIDA. Le programme intervient dans six districts ruraux du Madhya Pradesh et appuie les gouvernements des États pour l'amélioration des conditions sociales, économiques et politiques des femmes. Le Groupe Skoch est un groupe de réflexion basé en Inde et s'intéressant principalement aux questions socioéconomiques dans le cadre d'une croissance inclusive.

Le Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes récompense les programmes et projets innovants qui apportent des réponses à l'inégalité entre les sexes et autonomisent les femmes dans les cinq régions où intervient le FIDA. Les prix de cette année récompensent des opérations conduites au Belize, en Éthiopie, en Inde, en République de Moldova et au Sénégal (on trouvera des informations complémentaires dans les sections régionales).

Les prix 2015 ont été attribués aux programmes suivants:

- Programme de finance rurale, Belize;
- Projet communautaire de gestion intégrée des ressources naturelles, Éthiopie;
- Programme d'autonomisation des femmes rurales (Tejaswini), Inde;
- Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires, République de Moldova;
- Projet d'appui aux filières agricoles, Sénégal.

À Sigatoka, les employés de la société Manasa Trading nettoient → et trient les aubergines avant leur exportation vers la Nouvelle-Zélande

Fidji: Projet de partenariat dans l'agriculture de haute valeur

©FIDA/Susan Beccio



Les appellations utilisées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent ne constituent en aucun cas une prise de position du Fonds international de développement agricole des Nations Unies quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de ses autorités, ou quant au tracé de ses frontières ou limites. Les appellations "pays développés" et "pays en développement" n'ont qu'une utilité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement porté quant au niveau atteint par un pays ou un domaine spécifique dans le cadre du processus de développement.

La présente publication peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation préalable du FIDA, à condition que la source soit indiquée par l'éditeur et qu'une copie du texte publié soit envoyée au FIDA.

Page de couverture:

Inez Alvarez, éleveuse, avec le troupeau de lamas et d'alpagas de sa famille. En Bolivie, les animaux jouent un rôle clé dans l'économie des zones isolées, où les populations gagnent leur vie en les élevant pour vendre de la laine, du cuir et de la viande.

Lors du premier projet qu'il a financé pour aider ces communautés, le FIDA a travaillé en collaboration avec des éleveurs afin d'améliorer la santé animale et avec des coopératives artisanales afin de parfaire la qualité des chaussures, des châles et des pulls qu'elles confectionnent pour les marchés locaux. Ce projet, mis en œuvre de 2009 à 2015, a également soutenu des initiatives en faveur du tourisme rural pour permettre à des familles qui vivent traditionnellement de l'agriculture de diversifier leurs sources de revenus. Un nouveau projet financé par le FIDA, qui devrait démarrer en 2016, mettra à profit les réalisations du premier projet dans les départements de La Paz, d'Oruro et de Potosi, qui abritent 67% des camélidés du pays. Ce projet aura pour objectif de résoudre des problèmes tels que la faible productivité, l'accès insuffisant aux services et la disponibilité limitée en nourriture et en eau.

Bolivie: Projet d'appui au développement de l'économie paysanne des camélidés

©FIDA/Cristóbal Corral

© 2016 Fonds international de développement agricole (FIDA)

Imprimé par Quintily, Rome, Italie

2016

Imprimé sur papier écologique

Table des matières du CD-ROM

Avant-propos du Président

Programme de travail en 2015

Principales initiatives et nouveaux programmes

Impact, et mesure et amélioration des résultats

Données relatives au financement et mobilisation des ressources

Récompenses

Résumé des programmes, projets et dons approuvés en 2015

Organisation, États membres et représentation

Publications en 2015

États financiers consolidés

Le CD-ROM contient le texte intégral du Rapport annuel en anglais, arabe, espagnol et français.



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
www.ruralpovertyportal.org
ifad-un.blogspot.com
www.facebook.com/ifad
[instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)
www.twitter.com/ifadnews
www.youtube.com/user/ifadTV

